QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - № 13712 · 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Mérv

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 26-LUNDI 27 FÉVRIER 1989

Colère albanaise au Kosovo

de nouveau extrêmement tandue au Kosovo, la région la plus pau-vre de Yougoslavie, où les débrayages se multiplient depois le début de la servaine. Plusieurs dizzines de milliers d'ouvriers d'origine albanaise, soutenus per les étudiants, ont cessé le travail. A Trepce, les mineurs se sont enfermes au fond des gale-ries. Les revendications des gréries. Les revenuezauons une gra-vistes portent assentiellement sur le statut politique de leur région, et il ne semble pas que la visite à Pristina des principaux dirigeents du pays aient permit de calmer le mécontentement.

La fédération yougestave com-prend six Républiques et deux provinces autonomes — le Volvo-dine et le Kosovo, qui sont ratta-chées à la Serbie. Mais, depuis 1974, ces deux provinces se sont progressivement émanci-pées, et le Kosovo, peuplé à 90 % d'Albenais de souche, jouit sujourd'hui pratiquement du sta-tut de République. Sous la direc-tion de Siobodan Milosavic, l'homme fort de Belgrade, les Serbes, qui considérant le Kosovo comme leur « berceau historique », ont décidé de mettre un terme à ce développe et de reprendre le contrôle de la

la ancide dernière, de gigantesques « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo, » ont été organisés. Les foutes réciaété organisés. Les fortes récla-matures innament que des matures innagiques soient prises pour enrayer l'exode des familles surbes victimes de « persécutions » de la part des « séparatistes » albanais. Sur una population d'environ deux millions d'habitants, le Kosovo ne compte plus que qualque deux cent mile Serbes, et les familles afbanaises ont en moyenne sept enfants...

POLOGNI

(4) with 12 25 北山市部門 建二进 Carl Branches W

Materia :

PROPERTY IL

Grander ME

BOWNER : 12 WEEK

at post to pro-

Grand of 😅

The State of Land

医水黄 医电路线

عن عند المعادر ا

magnification and a state of

- TA 125

THE Y

-570E Ja !

Applica was

Leth Walesa menace

bor cotter les élections le

Avec le consentement de la Ligue fédérale et de la prési-dence collégiale de l'État. M. Milosevic a obtenu les modifi-cations de la Constitution qu'il désirait. En Yolvodine, où les Serbes sont majoritaires, la rapidement changés en sa faveur. Au Kosovo, l'opération s'annonce beaucoup plus délicate, en raison de la compo ethnique de la province.

Après le destitu-tion, en novembre dernier, des deux principaux dirigeants du Kosovo, M. Kacusa Jasari et M. Azem Vlasi, jugės trop indul-genta & l'égard des courants Albansis de descendre dans la rue. Plus de quatre-vingt mille personnes avaism ainsi défilé à Pristina, la capitale de la région. pendant plusieurs jours, Depuis, toutes les manifestations sont interdites au Kosovo, Les Albanais ont donc choisi une autre máthode de protestation : la

Que réclement ils ? Pour comncer, le démission des nou-un dirigeants « pro-Serbes » du Kosovo. Ils s'opposent, en outre, è le révision de la Constitution, qui, à leurs yeux, va inévidans le giron de la Serbie. c a beau répéter que les droits, les traditions et la culture des Albanels ne sont en aucune laçon menacés, il se heurie ici à un mur d'incompréhanslon, voire de haine. C'est un dialogue de sourds qui s'est ins-tauré entre les deux communsutés, et l'on ne peut exclure une intervention de l'armée; nalistes de 1981.

(Lire page 4 l'article de PAUL YANKOVITCH.)



Baisse de Wall Street

Les marchés financiers secoués par la crainte de l'inflation

Confirmée par différents indices aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, la reprise de l'inflation inquiète et secoue les marchés financiers. Vendredi 24 février. Wall Street a encore perdu 2% pour la seconde fois cette semaine. Hormis Tokyo, les autres grandes places ont été en net repli au cours des derniers jours. L'attention des opérateurs se concentre sur l'évolution à venir des taux d'intérêt.

Deux événements ont seconé les marchés financiers cette emaine : l'annonce, mercredi 22 février, de l'indice des prix de détail de janvier aux Etats-Unis (+ 0,6 %), le plus mauvais depuis deux ans, et la décision, vendredi 24 février, de la Réserve fédérale américaine de relever son taux

La reprise de l'inflation et les risques d'une guerre sur les taux d'intérêt inquiètent les marchés boursiers. Sur la semaine écoulée, Wall Street a perdu 3,4 %, Francfort 3 % et Londres 1 %. Jusqu'à présent, seule la Bourse de Tokyo échappe à la déprime. Elle a terminé sur un nouveau record.

Paris n'a pas évité la secousse L'indice Cac, l'un des thermomètres du palais Brongniart, a perdu 2 % en une semaine. Il a ainsi retrouvé son niveau du début de l'année. Les opérateurs attendent la publication, handi 27 février, de l'indice français des prix à la consommation de janvier.

Pour la première fois depuis le début des années 70, l'écart avec l'Allemagne pourrait être infériour à un point, la France semblant échapper, pour l'instant, au mouvement de reprise de l'infla-

> (Lire nos informations pages 14, 15 et 16.)

Diminution du chômage de 0,6 % en janvier

Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi

Malgré l'amélioration des chiffres de l'emploi et une baisse de 0,6% du nombre des chômeurs en janvier, le gouvernement prépare un nouvel ensemble de mesures. Il craint en effet une aggravation de la situation au moment où les dispositifs de traitement social du chômage ne sont plus efficaces. Ce nouveau plan pour l'emploi, qui prendrait le relais de mesures à bout de souffle pour agir sur les chiffres de la prochaine rentrée, serait annoncé en mai.



Les Belges abandonnent le Rafale

Un coup dur pour les Français PAGE 16

Népotisme et politique

en Asie Tel père, tel fils... ou telle fille PAGE 3

La préparation de 1993

Premières propositions pour la libre circulation des personnes dans la CEE PAGE 8

« Grand Jury RTLle Monde»

M. Valéry Giscard d'Estaing invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

L'accident du Boeing d'United Airlines à Honolulu

La dégradation de la sécurité aérienne

La disparition en plein vol de neuf passagers d'un Boeing 747 d'United Airlines pose à nouveau la question de la sécurité du transport gérien, au moment où les avions vieillissent et où les compagnies font des écono-

« Soudain, j'ai vu le ciel, et

j'ai senti une bourrasque de

vent », a raconté l'un des survivants du Boeing-747 d'Unite Airlines qui a perdu une portion de son fuselage de 3 mètres sur autour de la soute avant, le 24 février, pen après avoir décoilé d'Honoinin (Hawai). Nenf passagers ont été aspirés dans le vide et sont portés disparus. Les recherches continuent dans le Pacifique pour les retrou-ver, mais, en raison de l'altitude de 6 000 mètres à laquelle est survenu l'accident et de la température extérience de - 50 °C, il n'existe aucune chance de retrouver vivantes des personnes tom-bées dans l'océan, à la vitesse de 40 mètres par seconde.

Edouard Masurel

Lannée 1988

Présee d'André Fontaine

dans Le Monde

Le vol 811 d'United Airlines avait décollé d'Honolulu pour Anckland (Nouvelle-Zélande) avec à son bord trois cent trentesix passagers et dix-neul membres d'équipage. Sept minutes après le décollage, l'accident survenzit, et les débris métalliques de la carlingue ainsi que certains passagers éjectés étaient aspirés par les deux réacteurs droit de l'avion. Un premier moteur s'arrêtait, et le commandant de bord mettait le cap sur Honolulu. Pendant le vol de retour, le deuxième réacteur accusait, lui aussi, une perte de puissance, mais le pilote parvenait à atterrir sons les applandissements de ses passagers terrorisés.

Le FBI croit pen à la thèse de l'attentat pour expliquer cette décompression explosive. Son porte-parole à Hawaï a, certes, reconnu qu'un appel téléphonique anonyme à une radio d'Honolulu avait menacé de destruction un avion américain si un militant de l'armée rouge japonaise n'était pas libéré avant les obsèques de l'empereur Hirohito. Toutefois,

qu'une bombe aurait autant endommagé l'intérieur de l'avion que les panneaux extérieurs de la carlingue, ce qui n'est pas le cas. D'autre part, la partie man-quante semble découpée au rasoir et non pas déchiquetée. Ancun fragment métallique n'est venu cribler les parois de la soute. La deuxième question qui vient naturellement à l'esprit concerne le vicillissement de l'appareil. On sait que les avions et, en tout cas, plus que les vingt ans de vie théorique, plus que les 60 000 heures de vol garanties. Mais on constate aussi tous les jours que le froid, l'humidité et l'alternance de pressurisation et de dépressurisation fatiguent le métal des différentes pièces où apparaissent des microfissures. Celles-ci sont un élément de souplesse et elles ne deviennent dangereuses qu'au-delà d'une cer-taine taille. Des instructions obligent les compagnies à en sur-veiller l'évolution.

ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 8.)

Aux Etats-Unis et en Bavière

Offensive contre l'IVG

ruption volontaire de grossesse (IVG) vont-elles êtra remises en question aux Etats-Unis et en Bavière ? Après avoir rappelé à maintes reprises durant la campagne électorale qu'il était opposé à l'interruption volontaire de grossesse, le président américain, M. George Bush, se trouve aujourd'hui partagé entre les ligues « Pro-Life », qui lui rappellent ses majorité des Américains, qui demeurent, en dépit du puritanisme ambiant, favorables à

Dans un peu plus d'un mois, la décision que prendra la Cour suprême à propos de la volonté de l'Etat du Missouri de revenir sur l'arrêt de 1973, libéralisant l'IVG lui permettra peut-être de préciser sa position au sujet de l'avortement.

Dans le Land ouestallemand de Bavière égalepression, en particulier catholiques traditionalistes, eppuyés par les dirigeants chrétiensdémocrates de la CSU, tentent actuellement de faire modifier la loi sur l'IVG.

Comment expliquer ca

contexte des campagnes en faveur du retour à un certain ordre moral.

Camps hongrois pour réfugiés roumains

Encouragée par la réprobation internationale à l'égard de M. Ceausescu, la Hongrie s'installe dans la crise avec la Roumanie, affichant ouvertement ses « divergences idéologiques » avec Bucarest. L'accent est surtout mis sur la situation de la minorité magyare en Transylvanie: les premiers camps de réfugiés roumains vont bientôt faire leur apparition en Hongrie.

BUDAPEST de notre envoyée spéciale

Camps de réfusiés ou « stations d'accueil »? M. Zoltan Gai préfère, de loin, la seconde expression. Ca fait plus propre. Mais,

reconnaît ce vice-ministre de l'intérieur, chef du comité interministériel sur les problèmes des réfugiés roumains, tout ça n'est jamais qu'une question de mots : la Hongrie devrait bel et bien devenir, en mai prochain, le premier pays d'Europe socialiste à créer des camps de réfugiés. Au total, quatre sont prévus - un dans les environs de Budapest, les trois autres dans les départements de l'est du pays.

Leur fonction sera double, nous explique M. Gal: . Filtrer les arrivants de manière plus appropriée, puis les orienter plus facilement vers les régions où ils trouveront du travail et un loge-

Car si, pour l'instant, le nombre de ces réfugiés, poussés à fuir la Transylvanie roumaine, sa misère et ses discriminations, est tout à fait tolérable pour la société hongroise (13 400 personnes disposent actuellement d'un permis de séjour, pour une population de dix millions d'habitants), ce nombre augmente régulièrement «et il faut être prêts .. D'autant plus qu'un nombre à peu près équivalent de réfugiés roumains, selon diverses estimations, vivent en Hongrie sans s'être déclarés.

Certes, depuis deux ou trois mois, «la dynamique des arrivées - a baissé, mais cela s'expliquerait davantage par des facteurs conjoncturels que par une hypothétique amélioration de la situation en Roumanie.

SYLVIE KAUFFMANN. (Lire la suite page 5.)

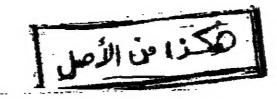


regain d'activisme des adversaires de l'interruption de grossesse ? La plupart des statistiques montrent que dans les différents pays où elles ont été sant l'interruption de grossesse n'ont pas entraîné d'augmentation notable du nombre des avortements.

Sans doute faut-il plutôt replacer ce mouvement dans le

(Lire page 7 « La nouvelle croisade de la CSU », par LUC ROSENZWEIG. L'embarras de la Cour suprême par HENRI PIERRE.)

L'accueil des transfuges de Transylvanie



Dates

Le Monde

7. RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, cteur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Lauress (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944,

> Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gére et Hubert Beuve-Méry, Jonde

> Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef: Daniel Vernet Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rue de Mouttessuy, 75067 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de anus articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, re 57 437 ISSN: 0395 - 2037 et index du Monde su (1) 42-47-89-61.

4113 Le Monoe

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

Test	RANCE	DEDIK.	SUESE	PAYS
3	365 F	399 F	564 F	790 F
-	720 F	762 F	972 8	1400 F
9	1 030 F	1889 F	1406F	200F
1=	1 300 F	1 380 F	1 806 F	2658 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE

code d'accès ABO PORTAGE: Pour tous renseignements: tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

prorisoires: nos abonnés nost invités formuler leur demando deux semain avant leur départ. Joindre la demié bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

6 mois 9 mais

Nom: Adresse : .

Localité:

Code postal :__

Pays:

L'éviction du général Néguib

Il y a trente-cinq ans

E Caire, jeudi 25 février 1954, 3 h 30 du matin. Un communiqué d officiel annonce la démission du - lewa - (général) Mohamed Néguib de ses fonctions de président de la Républi-que d'Egypte, de chef du gouvernement et du Conseil de la révolution (CR).

En réalité, il a été destitué par les douze autres «officiers libres» (1) du Conseil de la révolution qui siégeaient depuis la veille dans leur QG de l'île de Guezireh, sur le Nil. Vers minuit, ils avaient fait tirer de leur lit les ministres civils qui les avaient rejoints et ils avaient ordonné aux rédacteurs en chef des quotidiens, dont les premières éditions étaient déjà prêtes, de supprimer les photos du chef de l'Etat.

Ce coup de théâtre nocturne provoque un choc en Egypte et dans le monde : avec sa bonne tête de père tranquille, son sourire, ses manières simples et sa célèbre bouffarde, Néguib était populaire. Cette popularité, il n'avait cessé de la cultiver depuis ce 23 juillet 1952 où, l'armée ayant pris le pouvoir, il avait sommé le roi Farouk d'abdiquer, avant d'aller le saluer, le 26, à bord du yacht Nahroussa pour un voyage sans retour.

Or, en ce 25 février 1954, à part une poignée d'initiés, personne ne savait que la figure de proue de la révolution de juillet n'était que l'ahomme de paille » des «officiers libres», leur véritable chef étant le «bikbachi» (colonel) Gamal Abdel Nasser.

C'est Nasser, en effet, qui, depuis des années, avait été le cerveau de la conjuration : il avait organisé clandestinement le mouvement des «officiers libres» et préparé le coup d'Etat de 1952. Estimant qu'ils étaient trop jeunes - trentetrois ans de movenne d'âge - pour s'imposer à la tête du premier Etat-nation du monde, vieux de sept mille ans, les cadets avaient jeté leur dévolu sur ce général quinquagénaire, né en 1901 à Khartoum.

Néguib (mot arabe signifiant «le noble ») portait bien son nom et offrait d'autres avantages. Respecté et aimé au sein de l'armée, il inspirait confiance à tout le monde. De mère soudanaise, il était le symbole vivant de l'aspiration des Egyptiens à l'unité de la vallée du Nil. Pariant plusieurs langues, dont le français, il avait, contrairement aux jeunes officiers, voyagé à l'étranger; en 1939, il avait visité la ligne Maginot et admiré Paris. En 1948, il s'était imposé par son courage dans la guerre de Palestine contre l'Etat d'Israël, tout juste proclamé. Enfin, il réprouvait la corruption de la monarchie et avait déjà défié le palais, en 1951, en se faisant élire président du Club des officiers contre le candidat du roi.

« Idole du peuple »

Un mois avant le jour «J», Nasser et ses camarades lui avaient proposé un pacte: il sera leur porte-drapeau, mais eux dirigeront dans l'ombre. Il accepte. Dès lors, tout va très vite. Après l'abdication de Farouk, la révolution s'affirme. Le 7 septembre, le ministère civil est renvoyé, la Constitution suspendue, la réforme agraire promulguée, les partis politiques interdits et leurs chefs arrêtés.

Le 18 juin 1953, la monarchie est abolie et la République proclamée. Une loi accorde tous les pouvoirs au Congrès qui réunit les membres civils du gouvernement et les douze militaires du Conseil de la révolution. Irrésistible ascension de Néguib : il cumule les principales fonctions (chef de l'Etat, du gouvernement et du CR).

Les premiers mois, la cohabitation est sans fausse note. Mais des fissures apparaissent bientôt et ébranlent le «pacte». Idole du peuple », Néguib prend goût au pouvoir, au grand dam des jeunes officiers, qui découvrent que ce représentant de l'ancienne génération frémit en voyant le rouleau compresseur de la révolution abolir les titres pobiliaires de « bey » et de «pacha», détruire les vieux tabous, écraser les riches, reléguer les religieux dans leurs mosquées, frayer la voie aux réformes radicales.

Néguib accuse ses «amis» de décider sans le consulter; ils lui retournent l'accusation et lui reprochent de temporiser alors qu'ils veulent brûler les étapes. Il commet l'erreur de se prendre vraiment pour le numéro un, alors qu'il n'est que le «treizième homme» du Conseil de la révolution. L'épreuve de force devient iné-

La crise éclate le 12 février 1954, à la suite de violences qui opposent, à l'université, des Frères musulmans aux militants du Rassemblement de la libération, princi-

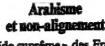
dents et décident : « La révolution continue » Mais ils laissent le rais savourer son triomphe pour mieux précipiter sa chute.

Nasser a, en effet, tiré la leçon des événements. En bon stratège, il a l'art de gagner du temps pour frapper spectaculairement au moment propice et transformer ainsi, comme il le fera souvent par la suite, sa défaite en victoire. Profitant de l'absence de Néguib, en visite officielle au Soudan, il met en place son dispositif: il épure les militaires favorables au rais, arrête on déplace les officiers peu surs, réprime durement les opposants des journées de février, renforce l'emprise de la junte sur les syndicats, les organisations ouvrières et les unions professionnelles.

Parallèlement, il organise une mise en scène. Faisant mine de s'incliner devant

Egyptien, mon frère, sois fier. Relève la tête, mon frère, tu as ta dignité à défen-dre. » De Rabat à Ryad, cette incantation soulève l'enthousiasme des masses. Le 27 juillet, Nasser obtient l'évacuation des forces armées britanniques, échelonnée sur vingt mois. Cet accord, qui sera définitivement signé le 19 octobre, accroît encore son prestige en Egypte et dans le monde arabe.

Or, quelques jours plus tard, le 26, alors que Nasser harangue une foule énorme à Alexandrie, un charpentier, frère musulman, Mahmond Abdel Latif, tire six coups de feu sur lui mais le manque. Cet attentat (2) fournit au Conseil de la révolution l'occasion de porter un coup fatal à la confrérie en faisant arrêter près de vingt mille de ses membres et de se débarrasser d'un symbole devenu trop encombrant et anachronique, le général Néguib.



Le « guide suprême » des Frères musulmans est traduit devant un tribunal militaire. Des témoins affirment qu'il était à la tête d'un complot visant à éliminer Nasser et à renverser la junte pour la remplacer par un régime islamique; ils précisent aussi que Néguib était impliqué, les Frères lui ayant proposé le pouvoir en cas de succès. L'organisation sera dissoute, et. le 14 novembre, le président Néguib est destitué et mis en résidence surveillée dans sa villa de Marg, dans la banlieue du

L'ère du nassérisme commence. Elle va seconer le monde arabe et transformer l'Egypte : nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez (1956). construction du haut barrage d'Assonan (1956-1967), industrialisation du pays qui était voué à l'agriculture... La démocratie pâtit de l'autoritarisme du régime, mais l'Egypte devient le chef de file de l'arabisme et du non-alignement tout en frayant la voie à d'autres régimes militaires ou «bonapartistes», d'Alger à Sanza, qui transforment le monde arabe.

Robert Stephens (3) s'est demandé ce qui serait advenu si Néguib avait gagné. Il estime qu'un régime parlementaire rénové se serait imposé mais doute qu'il aurait obtenu l'évacuation des Britanniques et réalisé les grandes réformes économiques et sociales de Nasser. Il se demande aussi si la situation qui prévalait dans le pays et dans la région n'aurait pas engendré une révolution plus sangiante que celle de 1952 et permis l'accession au pouvoir des Frères musulmans.

1.0

· --- .

Néguib survivra à Nasser, qui meurt en 1970. Peu vindicatif, il assiste à ses funérailles. Mais la défaite de l'Egypte face à Israel, en 1967, a déjà amorcé le déclin du nassérisme et du nationalisme arabe. Paradoxe de l'histoire : l'islamisme, qu'il avait si vigourensement combattu de son vivant, commence à renaître et atteindra son apogée dans les années 80, avec la victoire de Khomeiny à Téhéran.

Successeur de Nasser, le président Anouar El Sadate rend sa liberté à Néguib, en 1971. L'ancien rais demeure un témoin discret et silencieux jusqu'à sa mort, en août 1984. Il n'a pas rédigé ses mémoires pour expliquer sa philosophie du pouvoir ou porter un jugement sur l'évolution de l'Egypte et du monde islamique. Et aujourd'hui, il apparaît comme un accident de l'Histoire.

PAUL BALTA.

(1) Gamal Abdel Nasset, Anoust El Sadate, Hussein El Chaféi, Abdel Hakim Amer, Gamal et Salah Salem, Abdelatif Boghdadi, Kamal Eddine Hussein, Hassan Itrahim, Youssef Saddik (?), Khaled et Zakaria Mohieddine.

(2) Les Frères musulmans accusent les ser-vices secrets égyptiens d'avoir organisé l'attentat afin de ponvoir mettre leur organi

(3) Auteur d'une monumentale biographie de Nasser. The Penguin Press, Londres, 1971.



pal soutien du régime. Sans le consulter, Néguib vainqueur et d'appliquer ses Nasser décrète la dissolution de la confrédirectives, le Conseil de la révolution multiplie les promesses : abolition de la cenrie et fait arrêter son «guide suprême», sure, restauration des partis, élections libres... Le 25 mars, habileté suprême, le Hassan El Hodeiby. Le 23 février, Néguib relève le défi et CR public un communiqué annouçant qu'il va « se dissoudre et rendre ses pou-

menace de démissionner si son autorité n'est pas rétablie au sein du CR et ses pouvoirs accrus. Les «officiers libres» ripostent le 25 en le limogeant. Leur communiqué dénonce « Néguib, qui aspirait à la dictature et ne songeait qu'à bâtir sa propre popularité, jouait double jeu et prenait des contre-assurances avec l'oppo-

Nouveau coap de théâtre : la foule manifeste à Khartoum et descend dans les rues du Caire. J'ai vu, alors, des centaines de milliers d'Egyptiens scander « Né-guib, Né guib! » mais aussi « Allah Akbar! » (Dieu est grand), cri des Frères musulmans qui ont inspiré le mouvement avec la complicité des communistes et des wafdistes; la junte le leur fera payer. En attendant, elle s'incline. Samedi 27 février, un communiqué du Conseil de la révolution annonce le retour de Néguib « pour préserver l'unité de la nation ».

Triomphe et chute

Dimanche 28 février, après une éclipse forcée dans sa maison gardée par l'armée, Néguib regagne le palais d'Abdine. Du haut du balcon, acclamé par la foule en délire, il annonce le prochain rétablissement de la vie parlementaire et déclare : «La révolution est terminée. » Dans leur QG, les «officiers libres» serrent les

placement de Néguib par Nasser. Un Nasser qui détient les instruments du pouvoir alors que son rival n'en a plus que les Néguib se rend compte, trop tard, du piège dans lequel il est tombé. Le 17 avril, en pleine dépression nerveuse, il est contraint de démissionner de ses fonctions à la tête du gouvernement et au sein du Conseil de la révolution, au profit de Nasser. La junte triomphe mais le maintient à

voirs, le 24 juillet 1954, à une Assemblée

constituante qui décrétera la fin de la révolution. Néguib apparaît comme

l'artisan de la restauration de l'ancien

Le piège

Troisième coup de théâtre, mais bien maîtrisé celui-là : les manifestations de

rue se multiplient à l'appel du Rassemble-

ment de la libération et des syndicats pour

demander au Conseil de la révolution de

poursuivre sa mission et réclamer le rem-

régime. Dans le pays, l'émotion est vive.

le véritable chef. Un thème revient dans ses discours comme un leitmotiv : « Peuple égyptien, tu as sept mille ans d'histoire derrière toi.

la présidence de la République. Il est vrai

qu'il n'est plus qu'un président-potiche. Sorti de l'ombre, Nasser s'affirme comme

	y" RTL- Le Mo	nde
VALERY din	nanche 18 h 15 animé p Olivier MAZERO	
GISCARD D'ESTAI	avec André PASSERC Daniel CARTON (Le Ma Paul-Jacques TRUFFAI Dominique PENNEQUIN	onde) .UT et /

: :: :1--4

Etranger

JAPON: les funérailles de l'empereur Hirohito

Les problèmes économiques ont dominé les entretiens de M. Mitterrand avec M. Takeshita

TOKYO

Arrest for the last of the las

And the same of th

THE PARTY OF THE P

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

article of the first terminal

1. 8 1 1 1 1 1 1 1 1 1 2 1 1 1 2 1 1 1 2 1 1 2

Control of the second

the state and the second

and the second second

Type To the second the party of the party of

The second second

The second secon

مشتو يتند

and the second of the second second second

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

H 15 TAPE STATE 2 THE T

Selection of the select

The state of the s

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AN And the second s

de notre correspondant

La a diplomatie funéraire », selon l'expression employée par la presse japonaise pour désigner le ballet diplomatique auquel ont donné fieu les funérailles de l'empereur Showa, n'était pas le moindre inotif de la venue d'autant de personnalités. Non sans réalisme, un commentateur de la télévision déclarait d'ailleurs sons ambayes: « Cest rait d'ailleurs sans ambages : « C'est moins à l'empereur défunt qu'à la puissance économique du Japon que les hôtes étrangers sont venus ren-dre hommage. » A peine terminée la cérémonie vendredi 24 février, les chefs d'Etat et de gouvernement ont repris activement leurs entretiens.

Qu'ils représentent des pays riches ou pauvres, tous avaient plus ou moins en tête des préoccupations économiques, certains tendant ostensiblement la sébile. Au cours de sa rencontre avec le président du Brésil, M. José Sarney, M. Take-shita promit un prêt de 1 milliard de dollars. D'autres formulèrent leurs requêtes, mais ils devront attendre pour les réponses : ce fut le cas du président du Zaîre, M. Mobutu, qui a demandé une side pour construire des routes, développer l'agriculture et les télécommunications, et de M= Aquino, qui espère un programme d'aide de plusieurs mil-liards de dollars fournis conjointe-ment par les Etats-Unis et le Japon.

Quant à M= Bhutto, elle a souliquant a M.— Billitto, cue a sounginé lors de son entretien avec M. Takeshita combien son pays * appréciait * l'aide nippone (le Japon est le premier pays donateur du Pakistan). Il n'y a pas que les pays est aifficulté qui se sont montrés intéressés par l'argent japonais : les Anglais ont profité de leur présence à Tokyo pour parter investissements, et M. Bush a obtenu l'assurance d'une hausse du taux d'escompte garantissant l'afflux des d'escompte garantissant l'afflux des capitaux nippons aux Etats-Unis. Le président américain s'est envolé samedi pour Pékin, où il effectuera une visite de deux jours.

Les questions économiques n'ont pas été absentes des entretiens qu'ont eus samedi 25 février MM. Mitterrand et Takeshita, qui ont exprimé leur commun accord pour que la question de la dette du tiers-monde soit une des priorités du prochain sommet des pays industria-lisés qui se tiendra en juillet à Paris. Le premier ministre, qui a accepté l'invitation du chef de l'Etat français à se rendre aux cérémonies du tenaire de la Révolution, a souligné la nécessité de mettre également à l'ordre du jour la question du Cambodge et des négociations tarj-

Sur la question du libre-échange, M. Mitterrand a déclaré que, si tout le monde s'en réclamait, chaque pays avait aussi tendance à se voiler les yeux sur son propre protection-nisme. Il a ajouté, à propos du Japon, que les obstacles aux impor-tations lui semblaient de « nature essentiellement culturelle. Se féli-citant des investissements japonais en France, ainsì que des nouvelles tendances du commerce franco-japonais, le président de la République a néanmoins souligné la persis-tance d'un déséquilibre préoccupant des échanges (de l'ordre de un à trois en faveur du Japon). Avant de quitter Tokyo ce samedi matin en Concorde, M. Mitterrand a été reçu par le pouvel emperary à hibito

Rushdie

par le nouvel empereur Akihito.

Au cours de ses entretiens avec son homologue britannique, Sir Geoffrey Howe, le ministre des affaires étrangères japonais, du soutien du Japon à la position européenne dans l'affaire Rushdie. Tout en affirmant que les menaces iraniennes étaient . inaccentables ». le ministre a cependam déclaré que son pays n'entendait pas rappeler son ambassadeur à Téhéran. Jusqu'à présent, le Japon a adopté une position pour le moins réservée, s'abste-

M. Uno s'est en revanche employé à dissiper le climat de tension des relations sino-nippones suscitées par les récentes déclarations de M. Takeshita, qui avait affirmé à la Diète que c'était aux historiens de juger du caractère agressif ou non de la guerre menée par le Japon. Au cours de son entretien avec le premier ministre. M. Oian Oichen a rappelé que l'on ne pouvait ignorer l'histoire si le Japon entendait ren-forcer ses relations avec la Chine.

Au total, au cours de ces trois derniers jours, le premier ministre aura eu des rencontres avec quarante chefs d'Etat et de gouvernement, et M. Uno avec des représentants de quatre-vingt-dix pays. Mais, d'une manière générale, le Japon est resté en retrait sur tous les dossiers, ne prenant guère d'initiative. Dans un éditorial, l'Asahi invite cependant les dirigeants japonais à ne pas se laisser tourner la tête par la présence à Tokyo d'un tel aréopage de personnalités (cent soixante-trois pays étaient représentés aux funérailles) et à ne pas adopter une - attitude arrogante - à l'égard du reste du monde.

PHILIPPE PONS.

Quand M. Bush se souvient de la guerre...

« Si vous m'aviez prédit pendant la guerre que je serais ici, en raison des sentiments que nous avions alors et du symbole que représentait l'empereur à l'époque, j'aurais répondu qu'il n'en était pas queszion / », a déclaré, vendredi 24 février, le président américain, qui venait d'assister aux funérailles de Hirobito. Le 2 septembre 1944, George Bush, qui, à vingt ans, était alors le plus jeune pilote de l'aérona-vale américaine, avait été abattu par la chasse japonaise alors qu'il partait bombarder l'archipel nippon. Il avait pu sauter en parachute et avait été récupéré en mer, tandis que ses deux compagnons de bord avaient trouvé la mort. « Ma présence est une très bonne leçan paur les pays civilisés. Peut-être qu'ayant été au combat (...) ma présence ici a un

sens plus profond .. a ajouté

Pendant les cérémonies funé-raires, a confié M. Bush, il n'a pu s'empêcher de se souvenir de ces s'empêcher de se souvenir de ces pénibles moments : « J'ai le souve-nir très présent de mes amis qui étaient dans mon escadrille et qui ne sont plus à la suite de combats ou d'actions. Mais je n'ai pas pensé qu'à cela ». Il a précisé que la déci-sion du général MacArthur de ne pas poursuivre Hirohito pour les s de guerre « s'est révélée payante quand on regarde a poste-tiori le chemin poursuivi par le Japon en direction de la démocratie ». « Aujourd'hui, nous somme ici, et avec le temps qui est passé, je représente les Etats-Unis. Il s'agit d'un ami, d'un allié, d'une nation avec laquelle nous avons des rela-tions constructives. » – (UPI, AP.)

L'opinion publique partagée entre le respect l'indifférence et l'agacement

TOKYO

de notre correspondant

Telle est en substance le com-mentaire de la presse japonaise sur les funérailles de l'empereur Shows. Les cérémonies du 24 février ont en effet coûté la coquette somme de 10 milliards de yens (500 millions de francs). Les journaux se font, en outre, l'écho de l'agacement des habitants de Tokyo suscité par des mesures de sécurité excessivele manière dont ont été menées COS ODSÁGUAS.

La question du non-respect du principe constitutionnel de sépa-ration de la religion et de l'Etat est évidemment au centre du débat. Il est clair en effet que le gouvernement Takeshita a déliérément choisi une formule intégrant les cérémonies religieuses et laïques alors qu'il aurait fort bien pu les dissocier, Beaucoup d'intellectuels esti-ment avoir été dupes des arguments et des promesses faites par le gouvernement : « Le principe de séparation a été respecté de manière aussi vague que cette tenture noire qui s'ouvrait et se fermait pendant les cérémo-nies », commente, acerbe, le grand quotidien Asahi.

Certains commentaires soulignent surtout l'absence de toute référence à l'avant-guerre dans les discours des représentants des corps constitués devant le carqueil de l'empereur, comme si ce dernier avait vécu deux vies, dont on ne voulait célébrer que la seconde (celle qui commençate au lendemain de la défaite).

C'est notamment le cas du maire de Nagasaki (deuxième ville atomisée après Hiroshime) qui fut au centre d'une polémique il y a quelques semaines pour avoir déclaré que Hirohito avait sa part de responsabilité dans la guerre. Il a d'ailleurs reçu des lettres de menaces de l'extrême droite. Vendredi, à proximité de l'espianade du palais impérial, quelque six mille membres des organisations fascisantes et de la pègre (étroitement liées au Japon), costumes noirs et cheseul homme au passage du cor-tège funéraire.

Si l'attention des médias a été mobilisée, le 24 février, sur les funérailles, on n'en a pas moins compté cinq cent quarante mani-festations et réunions d'opposants au système impérial à travers le pays, notamment à Tokyo. L'extrême gauche, mais aussi des organisations chré-tiennes, étaient à l'origine de ces protestations. A l'université de Waseda, des ieunes ont donné un concert de rock au momen où la nation était appelée à observer une minute de silence, tandis qu'à Hiroshima un groupe de personnes ont manifesté symbole du bombardement ato-

Une « pièce de théâtre »

Des actions sporadiques, plus symboliques que politiquement significatives, alors qu'à Tokyo les dirigeants du monde entier s'inclinaient devant le carcueil de Hirohito ou, plus prosaïquement, devant la force du yen... Au demeurant, certains invités officiels japonais aux funérailles soulignent dans leurs commentaires la froideur de la cérémonie et son caractère de « pièce de théâtre » pour un public privilégié et quelque peu indifférent.

Même l'amnistie décidée per le gouvernement à l'occasion des funérailles de l'empereur Showa, condamnés à des contraven-tions, fait l'objet de controverses : si l'ancien premier ministre Tanaka, impliqué dans le scandale Lockheed, ne fait pas partie des amnistiés, quelque quinze mille personnes coupables fonctionnaires ayant reçu des pots de vin seront pardonnés et leurs circits civiques restaurés. Dans le climat de scandale que connaît actuellement le Japon avec l'affeire Recruit-Cosmos, une amnistie aux implications politiques aussi évidentes ne manque pas de soulever des cri-

Ph. P.

Amériques

ETATS-UNIS: la nomination du secrétaire à la défense

Le chef de la Maison Blanche soutiendra M. Tower jusqu'au bout

Le président américain George Bush a vigoureusement défendu, vendredi 24 février, M. John Tower, en affirmant qu'il allait « remporter la basaille » pour la confirmation de ce dernier par le Sénat au poste de secrétaire à la défense.

M. Bush réagissait à Tokyo au refus opposé, la veille, par la com-mission des forces armées du Sénat qui retenait certains doutes sur la vie privée de M. Tower. Le président a affirmé que M. Tower était son « seul choix », le « seul qui vienne à l'esprit » et qu'il n'avait « envisagé aucune autre option ». « Je vais vigoureusement continuer à soutenir M. Tower. Je ne pense pas qu'il soit fini (...). Je me tiens fermement à ses côtés », a déclaré M. Bush, affirmant : « Personne n'avait mis en doute ses capacités et ses connaissances pour être un bon secrétaire à la défense. » Personne ne peut l'égaler » dans ce domaine.

Emettant l'espoir que le débat que doit avoir le Sénat en séance plénière la semaine prochaine élimi-nerait tous les doutes, notamment sur les allégations d'alcoolisme pesant sur M. Tower, le président a conclu : - La logique et la raison prévaudroni.»

a-t-il même ajouté.

 HAITI: préparatifs pour les élections générales. — Le président du gouvernement militaire haitien, le général Prosper Avril, a annoncé jeudi 23 février la création d'un conseil électoral qui sera chargé d'organiser des élections générales à une date non précisée. Le décret officiel stipule que l'un des objectifs du gouvernement militaire est « d'assurer l'organisation d'élections libres, honnêtes, sincères, impartiales et démocratiques ». — (AFP.)

M. Bush estime, en outre, que les démocrates de la commission sénatoriale, qui ont tous voté contre John Tower, ont pris une décision claire-ment partisane; il a appelé à un débat « juste, ouvert » et le « plus public possible » de l'ensemble du Sénat.

En attendant les poms d'éventuels remplaçants » pour le poste de scrétaire à la défense circulaient déjà, vendredi, à Washington, dont ceux de MM. Donald Rumsfeld et James Schlesinger, deux anciens secrétaires à la défense, de même que ceux de MM. Jack Edwards représentant de l'Alabama, et Norman Augustine, président de la société aérospatiale Martin-Marietta, dont M. Tower fut le « conseiller » juste avant d'être dési-gné par M. Bush pour diriger le Pen-tagone. M. Schlesinger a dirigé éga-lement le Pentagone de 1973 à 1975 après un bref passago à la tête de la CIA en 1973. M. Rumsfeld, qui fut également ambassadeur à l'OTAN et secrétaire général de la Maison Blanche, lui a succédé au département de la défense, de 1975 à 1977.

Le représentant Jack Edwards a été récemment le vice-président d'une commission spécialisée chargée du programme de fermeure d'une série de bases militaires aux Etats-Unis. – (AFP, Reuter.)

Ouverture du procès de Libanais Fawaz Younes, accusé d'avoir détourné, en juin 1985, un avion des lignes aériennes jordaniennes ALIA, devait s'ouvrir, ven-dredi 24 février, à Washington, après avoir été reporté la semaine demière. C'est la première fois qu'un étranger, présumé responsable d'un détournement d'avion transportant des Américains, est jugé aux Etats-Unis. -

MEXIQUE: deux mesures du président Salinas

Destitution d'un dirigeant de la police et libération de prisonniers politiques

MEXICO de notre correspondant en Amérique contrale

En mal de légitimité depuis sa victoire contestée à l'élection prési-dentielle du 6 juillet 1988, M. Carlos Salinas a marqué des points en destituant, vendredi 24 février, le chef des services de renseignements de la police de Mexico, M. Miguel Nazar Haro. Cette décision avait été précédée, la veille, de l'annonce de la libération de plusieurs centaines de prisonniers

Le départ de M. Nazar Haro, soixante ans, a causé la plus grande surprise car il n'était en poste que depuis soixante-quatre jours. Son exclusion vise avant tout à satisfaire les Etats-Unis qui avaient très mal accueilli la nomination à des fonctions aussi importantes et délicates d'un homme inculpé en 1982 par la justice américaine pour un vol de voiture. Libéré sous caution, M. Nazar Haro en avait profité pour quitter le territoire américain et échapper à la justice. happer à la justice.

Le limogeage de ce personnage controverse intervient une semaine avant le début des travaux d'une commission spéciale du Sénat américain sur le trafic de drogue, au cours desquels plusieurs personnalités mexicaines de haut niveau, des civils et des militaires, risquent d'être mises sur la sellette. Le départ de M. Nazar Haro, espère-t-on à Mexico, pourrait convaincre les Etats-Unis de faire preuve d'indulgence à l'égard de leur voisin. Dans sa lettre de « démission », le chef de la police politique explique d'ailleurs qu'il s'en va, car « la campagne d'accusa-tions menée contre [lui] à l'étranger vise à discréditer le gouvernement

Cette décision fait beaucoup d'heureux au Mexique, en particu lier dans les milieux d'opposition, où M. Nazar Haro a la réputation d'un tortionnaire. Avec l'actuel ministre de l'intérieur, M. Gutierrez Barrios, il avait été dans les années 70 un des principaux responsables de la lutte contre la guérilla. Ses adversaires, et même certains de ses collègues du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans, lui reprochent la brutalité de ses méthodes et d'avoir, en certains cas, mis la main à la pâte pour faire parler les détenus. On l'accuse aussi d'être à l'origine de la « disparition » de nombreux opposants.

Dans l'ensemble, la presse accueille très favorablement le « pardon » accordé aux prisonniers politiques (il ne s'agit pas d'une amnistie puisque la condamnation n'est pas effacée du casier judiciaire), mais les commentateurs ne manquent pas d'ironiser sur les arguties sémantiques des autorités. Le gouvernement refuse toujours en effet d'admettre qu'il y a des prisonniers politiques au Mexique, préférant parler de « détenus qui, pour des raisons sociales ou politiques, ont enfreint la loi

Quoi qu'il en soit, le premier bénéficiaire de la grâce présidentielle, le poète Israel Gutierrez, est sorti vendredi de la prison de San-Luis-Potosi, où il a purgé la moitié de sa peine après avoir été condamné à dix ans d'emprisonne-ment pour ses activités au sein d'une organisation, la Coordination nationale du mouvement urbain populaire, qui luttait pour de meilleures conditions de vie dans les milieux défavorisés. Les autres détenus scront libérés au cours des prochaines semaines.

BERTRAND DE LA GRANGE.



De père en fils

Népotisme et politique en Asie

ou en fille...

de notre correspondant

en Chine de M. Rajiv Gandhi et de Mes Benazir Bhutto ont mis en lumière un phénomène qui transgresse les barrières idéologiques : l'appartion sur la scène régionale des enfants de diriants historiques, amenés par des concours de circonstances variés, à prendre la barre des Etats fondés par leura parents.

La rôle le plus significatif à cet égard est sans doute tenu par le premier ministre chinois. M. Li Peng, Sans mettre officiel-Zhou Enlai, son père adoptif, le chef du gouvernement chinois ique visiblement sur cette carte. qui n'est peut-être pas inspirée des règles de auccession pré-vues par Lénine, mais n'en constitue pae moins un atout son homologue pakistanaise, M= Bhutto, était chargée de ce passé familial, en raison des liens étroits que son père avait entretenus avec les fondateurs de la Chine populaire.

Le premier ministre d'Islamabad a ainsi eu le rare privilège de rencontrer Mª Deng Ying-chao, la veuve de Zhou Enlai, qui, bien qu'à la retraite, continue d'exercer une certaine influence évocatrice des aspects matriarcaux de la société chinoise traditionnelle.

Avant Mar Bhutto, la visite en Chine de M. Gandhi avait été l'occasion d'une évocation appuyée des rencontres histori-. ques entre son grand-père, Nehru, et de Zhou Enlai.

M. Li Peng est loin d'être le seul, en Chine, à devoir partiellement son ascension à sa quaité de « fils ». Pratiquement tous les ténors du mouvement communīste chinois qui s'étaient retrouvés au pouvoir à Pékin en 1949, hormis ceux qui s'essocièrent ensuite avec les radicaux maoïstes, sont aujourd'hui représentés par un ou plusieurs enfants dans l'establishment de la République populaire.

Le trio des gendres

M. Liu Yuan, fils de l'ancien président Liu Shaoqi, martyrisé par Mao, dirige la province du Henan. Agé de trente-sept ans, et eu des mots bien sentis pour critiquer les ingérences incessantes du PC dans les affaires relevant de l'admi-

On conneît le fils de M. Deng Xiaoping, M. Deng Pufang, qui a pris la tête d'une salutaire proisade pour les handicapés, et a

scandale financier. M. Chen Haosu, fils du maréchal Chen YI, autre compagnon d'armes de Celui de He Long est bien

placé dans l'armée de l'air. On pourrait continuer longtemps 'énumération. A ces fils s'ajoutent depuis qualque temps le gendres - avec, notamment, le célàbre trio que forment, dans le secteur particulièrement florisles époux des filles de M. Deng. du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, et du chef du Parti communiste, M. Zhao Ziyang.

Un canard boiteux

Le népotisme communiste rejoint ainsi un trait culturel procadre des frontières chinoises et n'est pas si lointain des rècles de succession qui ont porté le prince Akihito sur le trône de Hirohito. Avant même de revenir au ocuvoir à Phnom-Penh, s'il parvient jamais, le prince Siha-nouk a pris soin de nommer un aur en la personne de son fils, le prince Ranariddh.

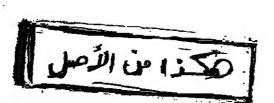
C'était pour l'ancien monarque une manière de prévenir les mises en garde qu'on entend de la bouche de l'actuel premier ministre installé au Cambodge par le Vietnam, M. Hun Sen, qui met an relief son jeune âge trente-sept ans - pour se dire moins presse que le prince Sins-nouk, âgé de sobante-cinq ans, de parvenir à un règlement poli-tique du conflit khmer.

A Singapour également, le fils de M. Lee Kwan Yew, M. Lee Heien Loong, ministre du commerce et de l'industrie, joue d'ores et déjà un rôle politique Cette « Asie des gènes » qui

s'esquisse comporte son canard boiteux : M. Kim Jong II, « dirigeant bien-aimé » de la Corés du Nord, fils ô combien adulé, à en croire la propagande de Pyongyang, du grand leader Kim Il Sung. De celui-là, pourtant, l'avenir déciders peut-être de se ser. Contrairement au rêve dynastique de son père, ni Mos-cou ni Pékin ne sont enthousiastes à la perspective de le voir pervenir à la magistrature suprême, en raison de la réputation qu'il s'est taillée dans des opérations de terrorisme interna-

L'Asie e des enfants de quelqu'un »; en cette fin de siècle, compte aussi ses exclus : aurum des membres de la progéniture de Mao n'exerce de res-

FRANCIS DERON.



Considéré comme le chef des pragmatistes et le plus chaud partisan d'un rapprochement avec l'Occident, M. Hachemi Rafsandjani, le président du Majlis, a justifié, vendredi 24 février, au cours de son sermon à l'université, la fatwa de l'imam Khomeiny condamnant à mort Salman Rushdie et a demandé aux pays occidentaux de se prononcer clairement sur son « roman blasphématoire ». « Je demande officiellement en ma qualité du président du Parlement de vous prononcer pour ou contre le livre les Versets sataniques. Nous, musulmans du monde, nous voulons savoir si les gouvernements soutiennent et approuvent le contenu du livre », a-t-il ajouté.

M. Rafsandjani a affirmé que la publication du livre n'était pas accidentelle, mais qu'elle faisait partie d'un plan « dont les sionistes ont été les réalisateurs ». « Si l'imam est intervenu lui-même [en décrétant la mise à mort de l'écrivain], c'est parce qu'il est toujours vigilant et a compris que le problème était complexe et ne pouvait être réglé par un simple tribunal islamique », a-t-il ajouté.

- Si les Etats-Unis ont le droit de juger des

frontières américaines, l'Iran a le droit de condamner un écrivain vivant en Grande-Bretagne », a encore déclaré le président du Majlis, soulignant que les menaces de sanctions économiques n'auraient aucune conséquence, car « l'Iran n'a pas besoln de relations avec les pays occidentaux ». Enfin, il a indiqué que, si « un musulman faisait son devoir [en tuant Rushdie], la République islamique d'Iran ne sourait être tenue responsable de cette action. »

• A Londres, le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, a demandé, vendredi, au million et demi de musulmans britanniques de ne pas compromettre leur intégration dans le pays par leur attitude dans l'affaire Rushdie.

• Les musulmans britanniques, a-t-il dit, ont le droit de défendre leur foi et de protester contre un livre qui, selon eux, insulte et dénigre le Prophète. Mais il est totalement inacceptable que ces protestations dégénèrent en violence ou en menaces de violence », a ajouté M. Hurd à l'occasion d'une visite à la grande mosquée de Birmingham. Environ deux mille musulmans avaient manifesté au cours de

l'après-midi devant la mairie de Manchester pour demander le retrait du roman de Rushdie des bibliothèques de la ville.

كذا من الأصل

◆ A Madrid, le ministre espagnol de la culture a affirmé, vendredi, que son pays « soutiendra toute initiative adoptée par les éditeurs espagnols — seuls, collectivement ou encore conjointement avec d'autres éditeurs espagnols — pour assurer la liberté d'édition, de distribution et de vente des Versets sataniques ».

• A Beyrouth, le Hezbollah, parti libanais pro-iranien, a annoncé, vendredi, qu'il « fera tout son possible pour avoir l'homeur » de mettre à exécution la sentence de most de l'imam Khomeiny.

Fimam Khomeiny.

Enfin, pour la première fois depuis le début de l'affaire Rushdie, l'Irak s'est opposé à l'arrêt de mort prononcé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain. « Nous ne pensons pas que Khomeiny ait le droit de le faire », a déclaré le vice-ministre irakien des affaires étrangères à New-Delhi, M. Nizar Hamdoon, déniant à l'imam » le droit de parler au nom du monde islamique tout entier ». — (AP.

De violentes manifestations contre l'écrivain britannique ont fait une douzaine de morts à Bombay

NEW-DELHI de notre correspondant

Une douzaine de morts et au moins une cinquantaine de blessés : après les cinq morts du Pakistan, l'affaire Salman Rushdie a fait à nouveau des victimes vendredi 24 février à Bombay au cours de violentes manifestations dénoncant l'auteur des Versets satariques, luimême né dans cette ville en 1947. Les heurts se sont déclenchés lorsqu'une foule de plus de cinq mille personnes, réunie dans le centre-ville à l'appel du Conseil de l'intégration musulmane et du Mou-vement des étudiants islamiques, a voulu déborder les cordons de police que. Les chefs de la manifestation oulaient y déposer un mémorandum demandant au gouvernement de Londres de cesser de protéger

Les forces de police ont eu recours, dans un premier temps, à des charges de « lathis » (bastonades) et à des tirs de gaz lacrymogène. Rapidement débordées, elles ont ensuite ouvert le feu sur la foule. Les manifestants, qui semblent avoir également utilisé des armes à feu, se sont livrés à des destructions (incendies de boutiques et de véhicules) dans le centre de Bombay, notamment sur Mohamed Ali Road. Ces incidents se sont produits en début d'après-midi, peu après la prière du

vendredi, et alors que les quartiers musulmans de la ville (les musulmans représentent environ 15 % de la population) observaient plus ou moins bien des consignes de grève à l'appel des organisations islamiques. Le calme est revenu vers 17 heures, après que cinq mille policiers environ eurent été mobilisés. Près de huit cents arrestations ont été opé-

A New-Delhi, l'imam Maulana Sayed Abdullah Bukhari, de la Jama Masjid (la plus grande mosquée de la capitale), a repris à son compte la sentence de mort prononcée par l'imam Khomeiny contre l'écrivain. Selon lui, il s'agit d'un · ordre de Dieu · qui doit donc être obéi. Les éditeurs du livre maudit pourront pas - sauver leur propre vie ». Même s'il n'est pas possible de tuer immédiatement l'auteur des Versets sataniques, le • feu de la vengeance gardera le volcan en activité ». « Un vrai musulman. a-t-il ajouté, pourrait sacrifier ses parents et ses enfants » mais ne peut tolérer un blasphème contre l'islam et le

En Inde, pays de quatre-vingt-dix millions de musulmans (14 % de la population) et quatrième nation musulmane du monde (après l'Indonésie, le Pakistan et le Bangladesh), cette montée de la violence islamique peut se révéler très vite difficile à cangliser. Disséminés dans tout le

pays, mais surtout présents au Cachemire (Etat frontalier avec le Pakistan ~ où ils sont majoritaires), au Bengale, au Bihar et en Assam ~ Etats voisins du Bangladesh ~ et aussi en Uttar-Pradesh, les musulmans sont souvent traités comme des « citoyens de seconde zone ».

Le fait que l'Inde ait été le pre-mier pays à interdire l'ouvrage de Salman Rushdie (1) s'explique aisément en raison des tensions communautaires existant ici. L'intégration religieuse, de multiples émeutes le rappellent périodiquement, est loin d'être réalisée dans un pays qui n'a pas encore « digéré » le drame de la partition de 1947, lorsque la majorité des musulmans de l'ancien empire britannique ont rejoint le nouvel Etat islamique en formation, le Pakistan (trente millions de musulmans, à l'époque, ont cependant choisi de rester en Inde). En outre, il y a ce qu'on appelle le « vote musulman » : jusqu'en 1977 (avec une interruption en 1967), la communauté musulmane votait plus ou moins en bloc pour le parti au pouvoir, le Congrès-I. Cet héritage politique a commencé à se dissoudre aux élections de 1977, notamment en raison des excès de la politique de stérilisation forcée. Aujourd'hui, courtisée par l'opposition et le parti de M. Rajiv Gandhi, la communauté musulmane, dont les suffrages se sont éparpillés, peut faire pencher la balance dans bien des circonscriptions. Au moment où l'Inde entre

dans une année d'élection, les Versets sataniques peuvent donc se révêler doublement dangereux pour M. Gandhi.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Les précédents ouvrages de Salman Rushdie avaient été peu appréciée en inde et au Pakistan. Dans les Enfants de minuit, l'écrivain critiquait sévèrement Indira Gandhi (appelée la • Veuve »] et son fils Sanjay. Dans un autre ouvrage, Honte, il s'attaquait à l'ancien président pakistanais Zia Ul-Haq, ainsi qu'à la famille Bhuno.

■ Réponse à Christian Bourgois. — Les éditions Arlea et Quai Voltaire, qui avaient lancé un appel à une coédition des Versets sataniques en France, se félicitent du « revirement » de Christian Bourgois, ajoutant : « Nous avons le santiment d'avoir aidé Christian Bourgois malgré lui alors qu'il nous considérait encore comme ses amis. Nous souhaitons contriuer à le faire même s'il lui plaît de nous tenir dorénavent pour ses ememis » (le Monde daté 24 février).

• Autodafá en Turquie. — Selon l'écrivain turc Ahmet Altan, la justice turque vient d'ordonner l'autodafé pour obscénité de son roman Soudaki iz (Une trace dans l'eau) ainsi que de la traduction turque de Tropique du Capricome, de Henry Miller, en vertu d'une loi de 1927 remise en vigueur en 1986. — (AP. Reuter.)

Pour la première fois depuis le début du soulèvement palestinien

Un soldat israélien a été tué par des jets de pierres à Naplouse

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le ballet diplomatique procheoriental de la semaine n'a pas modifié la situation sur le terrain en Cisjordanie et à Gaza: pour la première fois depuis le début du soulèvement palestinien dans les territoires occupés, un soldat israélien a été tué, vendredi 24 l'évrier, par des jets de pierres.

L'incident a en lieu en fin d'aprèsmidi à Naplouse, la grande ville du nord de la Cisjordanie, une des localités les plus militantes. C'est là que les - commandos de choc - de jeunes nationalistes sont le mieux organisés, se présentant comme l'embryon d'une « armée populaire » et organisant parfois de véritables défilés avec uniformes et armes blanches. Selon un porte-parole officiel, tout s'est déroule comme lors de la plupart des accrochages à Naplouse : à la suite de . désordres », une patrouille de parachutistes a poursuivi des jeunes manifestants dans les ruelles de la Casbah, et c'est là qu'un soldat a reçu un lourd bloc de pierre lancé

depuis un toit.

D'après les chiffres de l'armée, en quatorze mois de soulèvement, cinq soldats ont été tués (coups de feu, attaques au couteau) et quelque cinq cents autres blessés lors d'affrontements, directement ou indirectement liés à l'Intifada : un soldat porté disparu à la fin de la semaine dernière n'a toujours pas été retrouvé et des milliers d'hommes s'apprêtaient à poursuivre les recherches ce weck-end. Mais c'est, semble-t-il, la première fois qu'un membre des formes armées est mortellement blessé à coups de pierres. Durant la même

période, plus de trois cent soixante Palestiniens ont été tués par balles et plusieurs milliers d'autres blessés.

Le couvre-feu a immédiatement été décrété sur Naplouse (130 000 habitants). L'incident de vendredi est intervenu au terme d'une nouvelle semaine de tession dans la ville. Elle avait débuté par une attaque au cocktail Molotov contre le bâtiment abritant les ser-

une attaque au cocktail Molotov contre le bâtiment abritant les services de l'administration territoriale. Il s'agissait d'accentuer la campagne de désobéissance civile destinée à dissuader les employés palestiniens de l'administration de continuer à y travailler. Le gouvernement redoute que l'interruption des services de l'administration ne provoque un bouleversement accru dans les territoires.

Cependant, des informations non

confirmées par l'armée indiquaient qu'un Palestimen avait été tué vendredi dans la bande de Gaza et plusieurs autres blessés lors d'affrontements avec l'armée.

Tentative d'infiltration

A Jérusalem, le ministère des affaires étrangères a dénoncé la nouvelle tentative d'infiltration intervenue la veille à la frontière nord du pays : la milice libanaise prosisraélienne armée du Liban sud (ALS) a tué jeudi trois membres d'un commando palestinien appartenant au Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh et qui, selon les autorités, s'apprétaient à perpétrer une attaque en Haute-Gaillée.

Le ministère y voit la preuve que l'OLP - dont le FDLP fait partie - ne tient pas ses promesses de sus-

pendre les opérations terroristes ».

« Il s'agit de la quatrième tentative d'infiltration par un groupe de l'OLP depuis le 15 décembre dernier, date à laquelle les Etats-Unis ont entamé un dialogue avec la centrale palestinienne », a affirmé le porte-parole du ministère. Il s'est déclaré convaincu que : « cela n'aura pas échappé aux États-Unis », qui n'ont accepté de maintenir leurs pourparlers avec l'OLP qu'à la condition que celle-ci mette un terme au terrorisme.

La déclaration du porte-parole fait partie de la campagne de pression menée par Israël pour obtenir des Etats-Unis qu'ils renoncent à leur dialogue avec l'organisation que préside M. Yasser Arafat. Au début du mois, à la suite d'une précédente tentative d'infiltration et d'une première intervention israélienne, le gouvernement américain avait fait part de son « embarras » et indiqué qu'il allait demander des explications à l'OLP.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Protestation de l'ONU auprès d'Israël après la mort d'un « casque bleu »

New-York (Nations unies) (AFP). — Un haut responsable des Nations unies, M. Marrack Goulding, a élevé une énergique protestation vendredi 24 février auprès du chargé d'affaires israélien à l'ONU, M. Johanan Bein, à la suite d'un incident dans le sud du Liban quelques heures plus tôt ayant coûté la vie à un « casque bleu » irlandais de la Force intérimaire de l'ONU au Liban (FINUL).

Le militaire irlandais, qui était agé de vingt et un ans, Michael McNeela, se trouvait de garde à unpoint de contrôle de la FINUL dans le village de Hadathah, lorsque des miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS, contrôlée et financée par Israël) ont ouvert le feu à la mitraileuse lourde, sans la moindre provocation, depuis une position dominant le village, indique-t-on officiellement à l'ONU.

L'armée du général Aoun prend le contrôle du cinquième bassin du port de Beyrouth

Beyrouth (Reuter). — Les miliciens chrétiens des Forces libaneises (FL) se sont retirés jeudi soir 23 février du cinquième bassin du port de Beyrouth, se privant ainsi eux-mêmes d'une importante source de revenus.

Ce retrait a permis au général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée d'obédience chrétienne, d'y placer ses hommes, poursuivant ainsi la prise de contrôle, par son gouvernement, du secteur est de Beyrouth (chrétien). Ce bassin, pratiquement situé sur la ligne de partage entre les secteurs est et quest de la capitale, était fermé vendredi mais devait rouvrir quelques jours plus tard. Selon le général Aoun, qui est par ailleurs l'un des deux premiers ministres ifbansis, il rapportait 200000 dollars par mois aux FL en taxes prélevées illégalement.

Europe

YOUGOSLAVIE

La grève est quasi générale au Kosovo

BELGRADE

de notre correspondant

Les principaux responsables de l'Etat et du Parti communiste yougoslaves se trouvent actuellement au
Kosovo, province autonome ratiachée à la Serbie, où la situation,
depuis quatre jours, est, selon les
sources officielles, « explosive ».
M. Dizdarevic, président de la direction collégiale de l'Etat, le général
Gracanin, président de la Serbie, et
le général Mirkovic, chef de l'étatmajor des forces armées, sont
arrivés inopinément le 23 février à
Pristina, capitale du Kosovo. Le lendemain, ils étaient rejoints par
MM. Suvar et Milosevic, respectivement numéros un du parti fédéral et
du parti serbe, accompagnés de plusieurs antres dirigeants de la Ligue.

Ultime avertissement

M. Dizdarevic a en une rencontre, sans résultat positif, avec la direction de la mine de Trebca, où mille trois cents mineurs de souche albanaise sont enfermés dans un puits, à plus de 1 000 mètres sons terre, et refusent, depuis quatre jours, de se nourrir. Les ouvriers sont sontenus par les étudiants et les travailleurs albanais de toutes les entreprises du Kosovo, qui se trouve pratiquement en grève générale.

Dans des discours prononcés devant la direction du parti du Kosovo, MM. Suvar et Milosevic ont souligné que les modifications de la Constitution de la République de Serbie ne porteront aucune atteinte aux droits nationaux et culturels des

Albanais et ont invité les grévistes à reprendre le travail. Pour tenter d'apaiser les esprits, M. Suvar est descendu dans la mine de Trebca pour parler aux minenrs, et M. Milosevic a rendu visite à la compagnie d'électricité du Kosovo, la plus importante de Youvoslavie.

D'autre part, la direction de l'Etat a annoncé, par un communiqué de l'agence Tanjug, son intention de recourir à « tous les moyens prévus par la Constitution » pour maintenir l'ordre au Kosovo, Cela, remarquem les observateurs, doit être considéré comme un ultime avertissement du régime avant de demander l'intervention des forces de sécurité, voire de l'armée, pour mettre un terme à l'agitation.

Les grèves paralysent entièrement l'économie et la vie publique du Kosovo : les grévistes de Trebca menacent d'arrêter les hauts fourneaux, ce qui aurait de graves conséquences pour cette région, la plus sous-développée de Youguslavie. Les débrayages ne sont pas restés non plus sans répercussions sur le fonctionnement des autres entreprises du pays, auxquelles le Kosovo, confornent à des accords de coopération, fournit diverses matières premières ou des produits semi-finis C'est ainsi que l'usine automobile Zastava de Kragujavac, faute de pièces détachées fabriquées par des usines du Kosovo, a arrêté ses livraisons de véhicules utilitaires à l'Italie. Pristina est submergée de rumeurs les plus contradictoires; l'une d'elles fait état de l'intention des grévistes de Trebca de faire sauter les installations à la dynamite.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

Commémoration officielle de l'indépendance de l'Estonie

Un rassemblement de masse a en lieu vendredi 24 février à Tallin, capitale de l'Estonie, afin de marquer, pour la première fois depuis 1940, la journée de l'indépendance de cette République balte, seion différentes sources contactées par téléphone depuis Moscou.

Le drapeau bleu-noir-blanc, celul de la République d'Estonie proclamée le 24 février 1918, a été hissé au sommet d'une tour qui domine Tallin, en présence du chef de la République estonienne, M. Arnold Ruejtel, a indiqué de son côté l'agence Tass. Un ancien journaliste estonien, M. Avvi Jurviste, a estimé le nombre des participants à cent mille personnes.

C'est la première année que les trois Républiques baltes sont autorisées à célébrer l'anniversaire de la proclamation de leur indépendance entre les deux guerres. Vendredi a été décrété jour férié en Estonie. — (AEP)

EN BREF

POLOGNE: heurts entre manifestants et policiers. — Selon divers témoins, la polica polonaise a fait usage de la matraque et de gaz lacrymogènes, vendredi 24 février, pour disperser plusieurs milliers de jeunes opposants au régime du général Januzelski, à Varsovie et à Craco-

Parmi les manifestants se trouvaient des membres de l'Association indépendente des étudiants (NZS), de la Fédération de la jeunesse combattante et de la Fédération pour une Pologne indépendante. — (AFP.)

● Varsovie demande la vérité sur Katyn. — M. Tadeusz Olechowski, ministre polonais des
affaires étrangères, a déclaré vendradi 24 février à la Diète que son
gouvernement voulait accélérer les
travaux de la commission polonosoviétique chargée d'établir la vérité
sur le massacre de plus de 4 000
officiers polonais dans la forêt de
Katyn, en URSS, pendant la seconde
guerre mondiale. — (Reuter.)

Océanie

A l'issue d'une tournée dans la région

M^{me} Avice juge prometteuse la coopération avec les pays du Pacifique sud

L'adoption du statut de la Nouvelle-Calédonie et le retour au calme sur le Caillou « sont une sorte de passeport pour aller plus loin « dans les relations entre la France et les pays du Pacifique snd. C'est ce qu'estime Mª Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, à l'issue d'une tournée de deux semaines qui l'a menée de Nouméa en Australie, aux Samoa américaines, à Hawaii et à Los Angeles. Elle se dit frappée par « la crédibilité de la politique de Michel Rocard » dans la région, de même que par les « propos sévères » tenus par ses interlocuteurs sur la politique française entre 1986 et 1988. D'après elle, en revanche, les remous provoqués par l'affaire Greenpeace paraissem praisés.

Dépassant les rivalités anciennes avec les puissances de la région, l'Australie, mais aussi les Etats-Unis, pour ne pas parler de la Nouvelle-Zélande, M. Avice juge prometteuses les possibilités de coopération avec les États de la zone, à condition qu'elle s'insère dans « de bonnes relations avec ces grands pays ». Par exemple, Canberra—dont le premier ministre, M. Bob Hawke, se rendra à Paris en juin—est préoccupé par sa sécurité, et

L'adoption du statut de la Nouvelle-Calédonie et le retour au calme sur le Caillou « sont une sorte de passeport pour aller plus loin » dans les relations entre la France et les pays du Pacifique sud. C'est ce qu'estime M. Edwige Avice, moistre délégné sur affaires étrangères

Il en résulte, selon M= Avice, que les propositions de coopération de la France ne se heurtent plus à un phénomène de rejet, bien an contraire. Pour être couronnée de succès - à un cost bien modeste dans des pays où un microprojet peut changer bien des choses, comme le prouve le succès d'un chirurgien français à Samoa, où il a été - adopté » par le premier ministre - cette coo tion peut s'appuyer sur les TOM (où travaillent plus de deux cents cher-cheurs), qui doivent développer les relations régionales, mais aussi sur une coordination avec les autres pays fournisseurs d'aide, notamment européens. Enfin, il ne faut pas onblier la grande diversité d'une région composée à la fois de petits pays pauvres demandeurs d'aide et de nations riches qui, comme l'Aus-tralie, ont besoin de transferts de technologie pour faire face à une présence japonaise grandissante.

PATRICE DE BEER.



and the state of the same of the

The state of the s

Account to the second

and the state of the same of

the man of the party of the

THE PROPERTY OF

THE REPORT OF

The grade to be a first the day of the

EN BREF

12 12 12

TAIL HANGE

· HOLDEN THAT &

PANISH TO THE PROPERTY.

- - Photos d state Trans

- 15 to to to "2" again to

And the control of the second of the

and the second second from

THE RESERVE OF THE PARTY IN

u - ambalt an Oliver

to a gradient tegenhalist in all

res faire le field

Transaction are property in Scott

Louis De Worm in in Ims in

Océanie

Arice just prometted a super

11 m. 27 2 2

. the Repartment

1 program frements & C

A PER SALE SERVICE STORY

... a tunan 2

W. 27 22 32

eee Le Monde Dimanche 26-Lundi 27 février 1989 5

La révolution congolaise sur fond de marxisme n'est plus, par la force des choses, ce qu'elle était. « Transformons nos mentalités face à la crise économique ». Ce slogan, imprimé sur une ban-derole, dans une rue de Brazzaville, donne le ton. « Nous n'avons pas renoncé, un seul instant, à bâtir une société socialiste», a, pourtant, affirmé le général Sassou Nguesso, an « Club de la presse » de RFI, tout en précisant que, pour atteindes que, pour atteindre ce but, il y avait des « étapes intermé-diaires » à franchir . Mais combien de temps dureront ces étapes? L'histoire, bien évidemment, ne le dit pas.

Depuis l'indépendance, il y a un quart de siècle, le Congo a comm de nombreux soubresauts politiques, nés de rivalités idéologiques et ethniques. Si ces chivages n'ont pas dispara, ils n'ont, controlle production de la controlle de la con tontesois, pas mis en danger le régime du général Sassou Nguesso, qui prend garde de ne pas les ignorer. Une vingtaine de militaires et de civils soupçonnés d'avoir comploté en juillet 1987 sont, aujourd'hui, en prison. «L'instruction continue, a indiqué le chef de l'Etat; ils vont être

jugės ». An fil des ans, le régime s'est per-sonnalisé. An hasard des slogans, le général Sasson Nguesso est qualifié « d'homme des masses », « d'homme des actions concrètes», voire « d'homme de la force tranquille ». L'intéressé ne s'offusque pas de ces marques de respect un peu poussées. Au contraire, il trouve qu'elles sont · bénéfiques pour le peuple ».

tions internationales ». « Il y aura certainement – Il y en a déjà – des villages rasés, il y aura des tragédies humaines, mais le plan tout entier ne pourra pas être mis Le pragmatisme est à l'ordre du jour au Congo comme il l'est dans beaucoup de pays africains. A lire les discours officiels, il n'en Budspest préfère se battre sur la question de la défense des Hon-grois de Transylvanie, berceau de la culture magyar, thème on ne paraît presque rien, bien que les Parti congolais du travail (PCT), le parti unique, soient plus dis-crètes. «Le réalisme n'a jamais pent plus porteur au moment où, empêtrés dans leurs crises, les été absent de notre démarche politique», soutient le chef de l'Etat. Il n'empêche que la Révo-Comment l'opinion ne serait-elle pas indignée en lisant dans la lution s'est singulièrement assa-

presse officielle hongroise que la Roumanie procède à des transferts Si au sein da bureau politique du PCI, les tentions sont vives forcés d'écoliers de Transylvanie pour dépempler cette région de ses entre les différentes tendances révolutionnaires - ce qui oblige le habitants magyars. président de la République à com-Les Hongrois, en tout cas, ne se font pas d'illusions : pas question poser et à louvoyer - l'«ultra pour eux d'aller se rendre compte sur place. Ils attendent toujours gauche » qui entretenait des relations privilégiées avec l'Union l'invitation de Bucarest pour soviétique, n'occupe plus le devant de la scène. Le Kremlin a envoyer en Roumanie la m bien essayé de dissuader ses d'étude dont le principe avait été décidé par les deux numéros un, <amis » congolais de traiter avec le FMI mais ce fut en vain car il MML Grosz et Ceausescu, au som-

SYLVIE KAUFFMANN.

met d'Arad, en août dernier.

rechange à proposer. Aujourd'hui, l'Union soviétique dispose, au Congo, d'environ deux cents coopérants techniques, non compris les instructeurs mili-taires. Quant à Cuba, il bénéficie d'une base arrière à Pointe-Noire,

n'avait aucune solution de

appelée à perdre son importance, étant donné le désengagement en cours en Angola. Depuis deux ans, Paris, de son côté, entretient avec le pays une active coopéra-tion militaire : la grande majorité des stagiaires de l'armée, envoyés en stage à l'étranger, le sont France. On en compte actuelle-ment environ cent cinquante par Au Congo, ce sont les cadres de

l'armée qui tiennent la plupart des leviers de commande. La maiorité des ministres et des membres du bureau politique du PCT sont des cadres de l'armée qui ont su se couler dans le moule existant pour demeurer au pou-voir. Il n'y a aucun avenir politique, dans ce pays, pour celui qui ne porte pas l'uniforme. Le PCT, qui compte environ

dix mille membres, surtout recrutés an sein de la fonction publique, n'a plus le vent en poupe malgré les apparences. Selon certains observateurs, le congrès du PCT, qui doit avoir lieu en juillet, pourrait décider la

sappression du poste de secrétaire permanent du parti.
Puisque régime militaire il y a, le général Sassou Nguesso doit s'assurer la fidélité d'une armée

qui est, seule, à même de le désta-biliser. Aujourd'hui, les chefs des grandes unités sont des gens du Nord, comme lui, formés à la Nord, comme lui, formes a la française, comme lui. Son gendre commande la place de Brazza-ville. Toutes les précautions ont, samble-t-il, été prises pour empêcher une révolution de palais puisque de grande révolution, il n'en est else constitue.

est plus question.

Il n'empêche que le chef de l'Etat veille à ce que les mesures dictées par la crise économique ne heurtent pas trop de front la popu-lation. C'est ainsi que le gouverne-ment a accepté de maintenir à l'université des étudiants qui n'y l'université des étudiants qui n'y ont plus leur place et à payer sans retard excessif les bourses. Quant au « dégraissage » de la fonction publique, il ne s'opère que grâce au non-renouvellement du personnel qui part à la retraite. « Etre président, ce n'est pas un diner de gala », reconnaît le général Sassou Nguesso.

Majoré ces difficultés inté-

Maigré ces difficultés inté-rieures, le chef de l'Etat n'a pas renoncé à jouer un rôle sur la scène internationale. Le Congo est, ainsi, intervenu dans le processus de réconciliation nationale au Tchad. Il vient de faire de même avec l'Angola en accueil-lant à Brazzaville les négociateurs angolais, cubains et sud-africains qui out, finalement, réussi à se mettre d'accord sur un retrait des troupes cubaines d'Angola et sur l'indépendance de la Namibie.

Le général Sassou Nguesso n'en reste pas là puisque M. Eduardo dos Santos, son homologue angolais, l'a récem-ment prié de bien vouloir l'aider à ramener la paix dans son pays. A cet effet, rencontrera-t-il Jonas Savimbi, le chef des rebelles angolais? La question n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais il admet que si l'amnistie annoncée par les autorités de Luanda est un signe de bonne volonté » à l'égard des maquisards de l'UNITA, « on ne peut pas s'arrêter à une seule mesure » pour aboutir à la réconciliation nationale. Touiours est-il que le rôle d'honnête courtier que cherche à se donner le général Sasson Nguesso, irrite quelque peu son homologue zalrois, le marêchal Mobutu. Celui-ci apprécierait que l'on fasse appel à ses services.

JACQUES DE BARRINL

SOUDAN

Le premier ministre refuse de céder aux pressions de l'armée

Khartoum, (Reuter). - Sommé réformes, le premier ministre souda-nais, M. Sadek El Mahdi, a réagi vendredi 24 février en lui deman-dant de se consacrer à la défense du pays, tout en respectant la Constitu-

« Les forces armées doivent observer plusieurs règlements. Cela comprend la discipline militaire et l'adhésion à la Constitution. Défendre la nation et son sol est le premier devoir de l'armée », a-t-il dit dans un communiqué lu sur les ondes de la radio officielle.

M. Sadek El-Mahdi a en outre démenti que la mise en garde de 150 officiers de haut rang, qui lui ont donné une semaine mercredi 22 février pour procéder à toute une série de réformes économiques et politiques, équivalait à un ultimatom. - Nous avons recu l'assurance des forces armées qu'elles n'on aucune intention de s'emparer du pouvoir », a-t-il affirmé, pour ajouter que la démarche des militaires n'avait aucun lien avec la démission mardi, du ministre de la défense Abdul-Magid Ahmed Khalil

Le premier ministre a en outre assuré que son gouvernement faisait tout son possible pour mettre un terme à la guerre civile qui ravage le sud du pays depuis 1983, Il n'a pas rendu publiques en revanche les exi-gences de l'appareil militaire qui, selon les journaux, portent sur la formation d'un gouvernement de large coalition, l'arrêt des hostilités dans le Sud et l'augmentation du budget de la défense.

● PRÉCISION. - Un lecteur nous a écrit pour s'étonner de l'utilisation du terme « emprisonné » pour quali-Mandela. Ce terme, effectivement, peut prêter à confusion ; bien qu'il ne soit toujours pas un homme libre, le début du mois de décembre, assigné à résidence dans la maison d'un gardien de la prison de Victor-Verster, près du Cap, où il peut recevoir des

Europe

En visite à Budapest

M. Fabius constate que «tout bouge très vite en Hongrie»

Le gouvernement hongrois a amoncé, jeudi 23 février, que tous les procès politiques tems dans le pays entre 1945 et 1962 vont être révisés dans les douze mois à venir. Toutefois, a précisé le ministre de la

BUDAPEST

de notre envoyé spéciel

Comme l'a fait récemment

Le président de l'Assemblée

nationale, accompagné d'une délégation de députés français de la majorité et de l'opposition, a été reçu par le secrétaire général

du Parti socialiste ouvrier hon-

ques jours, et enfin par le premier

organisée, du moins acceptée, puis tour à tour les représentants du monde culturel dans un grand

café du cœur historique de Buda-pest, un groupe d'étudiants à

ministre, M. Nemeth.

justice, M. Kulcsar, ce n'est qu'an vu des conclusions de la commission historique créée l'an dernier an sein du parti qu'il sera décide de réviser ou non le procès d'Inne Nagy, le premier ministre de l'insurrection

l'université Karl-Marx, enfin leur volonté de se transformer en M. Pozsgay, ministre d'Etat et membre du bureau politique, qui lui a redit, à propos des événe-ments de 1956, qu'ils étaient « un soulèvement populaire ».

Comme l'a fait recemment
M. Mitterrand en Tchécoalovaquie et en Bulgarie, M. Laurent
Fabius, à la demande du président de la République, a jeté à
son tour une « passerelle » vers
un pays de l'Europe de l'Est, en
se rendant, jeudi 23 février, pour
deux jours en Hongrie.

Le président de l'Ausemblée Tous ses interiocuteurs se sont exprimés devant M. Pabins avec une franchise parfois étonnante. Ainsi, M. Grosz lui-même a reconnu : « En 1956, nous sommes allés au drame. Aujourd'hui, la situation du pays est grave, mais personne ne veut de tragédie et personne n'interviendra de l'extérieur : tout le changement viendra de

grois, M. Grosz, pais par le prési-dent de l'Assemblée nationale, M. Stadinger, qui doit d'ailleurs quitter ses fonctions dans quel-Quant à M. Pozsgay, après avoir affirmé que le citoyen « ne veut plus vivre en subordonné d'un Etat providence », il s'est prononcé en faveur d'une loi sur la liberté de la presse, ajoutant : M. Fabius a également rencon-tré les responsables des mouve-ments «alternatifs», qui consti-tuent ici la contestation sinon « L'information dictatoriale actuelle est considérée par l'opi-nion comme de l'anarchie. » Il a même constaté : « L'Europe de l'Est est devenue un centre de

> A l'ambassade de France, les représentants de cinq mouvements alternatife ont tous indioné

partis politiques pour participer aux élections de 1990. Dénonçant l'ambiguité du terme socialisme qui recouvre aussi bien, ont-ils dit, le stalinisme que la démocratie suédoise on française, ils ont souhaité qu'il ne figure plus dans la Constitution. Ils ont également évoqué comme objectif plus ou moins lointain la neutralité de la Hongrie, c'est à dire la sortie du pacte de Varsovie.

Une « volonté de changement politique »

Pour M. Fabius, la leçon de ces contacts est que « tout bouge très vite en Hongrie » et que « la volonté de changement politique a rattrapé la nécessité du changement économique». D'après lui, les dirigeants de Budapest veulent maintenir le caractère socialiste du régime, même sans le mot, et confirment leur appartenance au pacte de Varsovie.

Enfin, le président de l'Assem-blée nationale estime que l'Europe et la France ont un role à jouer pour éviter que aboutisse à un échec ou à des

déceptions; elle doit être aidée, car elle peut être un modèle d'évolution.

hongroise de 1956, et dout les restes seront réalismés le 16 juin prochain, trente et mième amiversaire de son exécution. A

Budanest, M. Fahius a pu constater que

« tout bouge très vite ».

Le problème de la Roumanie et surtout celui du sort fait aux minorités hongroises par le régime de M. Ceausescu a été évoqué devant M. Fabius, tout à tour par les alternatifs, par les étudiants de l'université Karl-Marx et par les journalistes hongrois. Dans ses réponses, M. Fabius a été de plus en plus ferme. Il a commence par dire : « la régime roumain est médiéval, ce qui est extrêmement

Puis, il a expliqué : « on peut dire que le régime là-bas a transformé Ubu roi en tragédie - (on joue actuellement à Budapest la pièce d'Alfred Jarry). Enfin, il a lancé : « J'ai l'habitude d'appeler un chat un chat et M. Ceausescu un dictateur. Sa condamnation doit être très ferme ». M. Fabius a-t-il été pris par l'ambiance hongraise qui montrait que l'on utilisait beaucoup moins la langue de bois sur les bords du Dannbe que sur ceux de la Seine?

maines, aux termes duquel le prési-

dent Ceausescu vondrait reser le moitié des treize mille villages du

pays pour concentrer les habitants dans des « centres agro-

industriels ». Budapest pense main-

tenant qu'il ne sera pas réalisé. « Tout simplement par manque d'argent », explique M. Gal, et

pent-être aussi « à cause des réac-

En réalité, le gouvernement de

Hongrois se reprennent à rêver de la « Grande Hongrie » d'antan.

ANDRÉ PASSERONL

L'accueil des transfuges de Transylvanie

Camps hongrois pour réfugiés roumains

(Suite de la première page.) Ainsi, selon M. Gal, il est plus difficile de franchir clandestinement la frontière en hiver qu'en été; le nombre de citoyens roumains autorisés à se rendre, en Hongrie en touristes, avec un passeport (et dont certains choisissent de rester) a diminué de moitié de 1987 à 1988. Enfin, an sein de la minorité hongroise vivant en Transylvanie, « on commence à comprendre que fuir le pays natal n'est pas une. solution. En fin de compte, à qui cela profite t-il? A la Rou-

Une délégation du Haut-Commissariat des Nations unies. aux réfugiés (HCR) a passé cinq jours en Hongrie début février. Autre première : Budapest « étudie sérieusement » la possibilité d'adhérer à la convention de l'ONU de 1951 sur les réfugiés. Une décision qui « découle de la philosophie de la politique extérieure hou-groise », relève M. Gal.

Sur les quelque 13 400 réfngiés légalement acceptés depuis un an - mais qui ne disposent toujours que de titres de séjour provisoires - 12 700 vivent actuellement en Hongrie; les autres sont ou bien partis en Occident, on bien, pour un très petit nombre, retournés en Roumanie. Dix pour cent de ces réfugiés n'étaient pas de souche hongroise, dont 8 % d'ethnie rou-

OU TROUVER UN

LIVRE ÉPUISÉ?

Téléphonex d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

Si le titre que yous cherche

- S'R n'y figure pas : non dife-

sons gratultament votre demande auprès d'un résent de correspondants ;

vous receses une proposition écrite et chilirée dès que nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

24 hours.

figure dans notre stock (100 000 fivres dans tous les

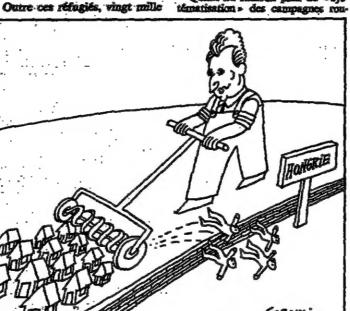
naînes) : . vous l'aurez en

maine. Les deux pour cent res-tants, de souche allemande, ont émigré en RFA. « C'est vrai, les pays occidentaux manifestent des réticences à l'idée d'accueillir ces Roumains, regrette M. Gal. Notre position, en revanche, a changé: nous com-prenons désormals que les non-Hongrois souhaitent se rendre en : Occident. . La France le comprend moins, qui a expulsó trois Roumains vers l'Autriche en décembre dernier.

Outre ces réfugiés, vingt mille

demandes d'émigration environ (dont cinq cents dans le seul mois de janvier 1989) ont été déposées depuis cinq ans auprès de l'ambassade de Hongrie à Bucarest et du consulat hongrois à Chij, avant que les autorités roumaines ne le ferment il y a quelques mois. Mais ces candidats an départ s'exposent « à tout un tas de tracasseries, car aux yeux des autorités roumaines, ils sont politiquement suspects ».

Quant au fameux plan de «sys-



BIBLIOGRAPHIE

Essai à deux voix sur «la Roumanie de Ceausescu»

homme que l'on croyait d'Etat peutil ternir à ce point sa réputation et -ce qui est infimment plus grave -détruire le pays dont il a la charge ?

Nicolas Ceausescu était plus que

présentable à la fin des années 60 lorsque, fraschement nommé premier secrétaire du PC roumain, il continuait, et avec plus d'éclat, la politique d'indépendance inaugurée à la fin du règne de son prédécesseur Gheorghiu-Dej. Il prenzit parti pour Dubcek alors que set alliés du pacte de Varsovie remettaient de l'ordre à Prague. Il allait condammer l'inter-vention soviétique en Afghanistan et l'entrée de troupes vietnamiennes au Cambodge. C'est en le rencontrant à Bucarest en mai 1968 - eh oui! que le général de Gaulle pouvait saluer « le vent salubre » qui se levait d'un bout à l'autre de notre

De ce champion de la souverai-neté, il ne reste qu'un Conducator saisi par la mégalomanie et qui pré-tend donner son nom à son époque. Il se fait célébrer comme le « Carpa-the de la pensée » marxiste mais il n'a véritablement réussi qu'à être la restricte de communique nérotipraticien du communis

Dans un essaí à deux voix, Catherine Durandin et Despina Tomescu confrontent leura analyses. Il n'y a par véritablement divergence entre la première, historienne d'origine française, et la seconde, venue de Roumanie et maintenant attachée à Radio-France internationale, mais l'éclairage varie.

La journaliste ne peut oublier le temps où vivant encore dans son pays, elle pensait que Ceansesce répondrait aux espoirs de ceux qui attendaient «l'ouverture». Elle en est venue à regretture « que la Rou-manie ait refusé de s'aligner sur l'URSS, quand on voit que les pays qui sont restés des élèves modèles s'en sortent mieux aujourd'hui ».

Dans ce livre, il est question de M. Maurer qui fut chef du gouver-nement à la fin du règne de Gheorghiu-Dej et au début de celui de Ceausescu. Mais peut-être les auteurs n'insistent-elles pas assez sur son rôle : avec le recul, on peut se demander si la dérive ne date pas du moment où il fut Scigné du pouvoir.

L'ouvrage rappelle toute l'histoire de la Roumanie et présente un tableau hallucinant de l'état présent du pays. Par une sorte de perversion de l'idée d'indépendance, le Condu-

cator a mis en œavre un programme démentiel d'industrialisation et il veut en un temps record faire rembourser ses dettes par un peuple affamé. Résultat : les boutiques som vides, les rues sombres, les logis glacés. La durée moyenne de la vie a diminué et, pour faire baisser les sta-tistiques de mortalité infantile, le délai de déclaration des naissances est allongé. Il est recommandé de ne plus soigner les personnes âgées de plus de soixante-dix aus. Pourquoi garder à grands frais des gens qui mangent et ne travaillent pas? Et puis il y a cette « systématisation », regroupement des villages en agro-villes, et le remodelage du centre de la capitale qui, en quelques années, vont détruire la Roumanie.

Ce n'est pas la description, c'est la réalité qui est hallucinante. L'essai de Mass Durandin et Tomescu donne un tableau assez complet de ce pays « au péril de Ceausescu ».

On regrettera l'absence de chronologie et de cartes qui auraient permis au lecteur de mieux suivre le heminement de cet ouvrage.

BERNARD FÉRON. * La Roumanie de Cenusercu, de Catherine Durandin et Despina Tomescu, 285 pages, 123 F. Ed. Guy Epend, 1988.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions dutées jeudi) Renseignements: 45-55-91-82.

Le Monde

M. Pierre Bérégovoy est parvenu à ses fins : les communistes ont fina-lement accepté ce qu'ils avaient refusé le 11 février. Un accord sur la constitution d'une liste d'union à Nevers est intervenu, le jeudi 23 février, entre la section locale du PS, qui n'y croyait plus le main même, et celle du PCF.

Les socialistes n'ont fait aucune nouvelle concession, de sorte que le revirement des communistes peut être assimilé à une reddition. Ils ont accepté non seulement que leur représentation soit amoindrie (au lieu de dix élus dont quatre adjoints dans le conseil municipal sortant, ils n'agront que sept ou huit élus, dont trois adjoints, dans la nouvelle assemblée), mais aussi que deux conseillers municipaux sortants,

droite », figurem en position éligi-ble sur la liste conduite par M. Béré-

Ces deux candidats, Mª Michèle Courtinot et M. Roger Lamoussière (sans étiquette), avaient été élus en 1983 sur la liste de M. Hervé de Charette (UDF-PR) avant de se rallier, après l'élection présidentielle de mai dernier, au ministre de l'économie et des finances.

Pour faire bonne mesure, le PS a d'ailleurs ajouté un troisième candi-dat d'« ouverture » en position d'éligible sur la liste d'union : M. Paul Joinet, soixante-deux ans, ancien président de l'Union des sociétés mutualistes de la Nièvre, dont deux des trois frères sont prêtres.

Avec une liste d'union, M. Bérégovoy est en bonne position pour l'emporter dès le 12 mars face à la liste UDF-RPR conduite par

qu'ils présentaient comme étant de M. André Vincent (UDF-PR). Après bien des difficultés pour recruter suffisamment de candidats. le Front national devrait parvenir à et ront national deviait parvenir a être lui aussi présent. L'incertinule subsiste sur le dépôt d'une qua-trième liste, patronnée par des jeunes regroupés autour de thèmes culturels sous l'étiquette SRD («Soyons rigolos demain»).

> Il reste qu'une partie de l'électoste aura du mal à se rat commin mobiliser le 12 mars pour la liste de M. Bérégovoy : avant son revire-ment, le PCF a abondamment dénoncé l'« alliance à droite » recherchée selon hui par le maire sor-

Si l'union a été réalisée à Nevers, des primaires entre le PS et le PCF vont se dérouler dans une bonne demi-douzaine de villes de la Nièvre, notamment à Château-Chinon.

JACQUES SPINDLER.

Lille: le retrait de M. Bruno Durieux (CDS)

LILLE de notre correspondant

M. Bruno Durieux, député CDS du Nord, ne figurera pas sur la fiste d'union de l'opposition à Lille dont il a négocié la composi-tion avec son rival de l'opposition, M. Alex Turk (RPR).

M. Durieux s'était engagé dans la bataille pour les municipales des la fin de l'année dernière. Fort de son titre de député, ce contriste, proche de M. Raymond Barre, avait estimé qu'il était le meilleur candidat à opposer au maire sortant, M. Pierre Mauroy. Mais il s'était heurté aux réti-

cences du RPR qui entendait confier la tête de liste de l'opposition à Lille à son tout nouveau secrétaire départemental dans le Nord, M. Alex Turk, conseiller général. Le député barriste n'avait pas obtenu, comme il

Ces chères petites communes

Une station de ski peut en cacher une autre

l'espérait, l'investiture des instances nationales UDF-RPR. Le 5 janvier dernier, celles-ci légitimaient la candidature de M. Turk

Malgré ce verdict, M. Bruno Durieux maintenait sa candidature avec le sontien de MM. Barre et Méhaignerie. Mais il allait très vite apparaître comme un homme seul. A l'inverse, son concurrent réunissait autour de lui dix des quatorze élus sortants de l'opposition lilloise et obtenait le renfort de M= Denise Segard, veuve de l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, challenger de M. Mau-

position sur sa liste. Alors que M. Turk engageait une campagne qui allait lui per-mettre de grimper allègrement dans les sondages, le député CDS

roy en 1977, qui figure en seconde

apparaissait, lui, en perte de vitesse. Il n'a pas voulu aller au bout de cette démarche qui l'aurait conduit vraisemblablement au désastre. C'est ainsi qu'il proposait, le 20 février, à son rival, la constitution d'une liste

Laxe de moyens... et maladresses

Les négociations ont été relati-vement difficiles, M. Durieux ayant d'emblée placé la barre haut en demandant la fusion à part égale des denx listes. Mais il n'a pu obtenir de placer que quatre personnes parmi les quatorze premiers de la liste unique. Il n'a pas réussi non plus à imposer la présence de Me Serge Cattelin. avocat lillois, conseiller municipal sortant, perçu comme étant à droite sur l'échiquier politique et auquel, de façon surprenante, il avait fait appel pour participer à

Dans ces conditions, il a préféré s'abstenir de figurer sur la liste « du rassemblement et du centre, pour le renouveau de Lille ». Exit M. Durieux qui s'était pourtant engagé dans la bataille avec un grand luxe de moyens (affichage commercial important, cassettes vidéos diffusées à dix mille exem-plaires, etc.), mais aussi en com-

J.-R. L.

ينتيع فيرب سا

-

A CONTRACTOR OF THE SECOND

and the second section of the second

..... - --

** ** *** ** ** ***

-

-

T 4

-

and the same

No. of the last of

March March

A 227

L. Variable

mettant diverses maladresses. telle l'exclusion de deux militantes de toujours du CDS qui avaient fait le choix de figurer sur la liste de son concurrent. Le député barriste de Lille subit là un échec. Mais il assure qu'il ne va pas déserter la scène lilloise et qu'il restera actif dans la ville aux côtés de « tous ceux qui partagent [sa] volonté de voir Lille prendre un nouvel essor ».

6 Noumés : vandalisme. -Vingt-six jounes mélanaisiens ont été interpellés at placés an garde à vue suite, selon des sources policières, d'actes de vandalisme commis dans la ville au cours de la nuit précédents. Une douzaine de véhicules ont été endommagés, dont un incendié, et une quinzaine de vitrines de maga-

SITUATIONS

· AUXERRE (Yonne) : démission socialiste. — La pre-mier secrétaire de la fédération de l'Yonne du PS, M. Jean-Paul Rousseau a décidé d'abandonner cette fonction meis de rester membre du PS. M. Rousseau s'était opposé à l'accord passé à Auxerra entre les socialistes et le maire, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'ouverture. Il estime qu'il y a ∉ manifester à droite » à Auxerre.

. BRY-SUR-MARNE (Valde-Marne) : primaire à droite. — M. Jacques Lasne (RPR) présentera une liste où l'on retrou la totalité des élus RPR du conseil municipal sortant contre celle conduite par le maire actuel, M. Etienne Audfray (UDF-CDS). Conseiller général de 1970 à 1982 (sa victoire sur un élu communiste avait fait basculer le département de gauche à droite), M. Lasne ne s'était pes représenté en 1982 pour raisons professionnelles, transmettant ainsi le témoin à M. Audfray. Aujourd'hui il justifie son retour tion locale (accélération des constructions, absence de communication et de concertation, Installation de neuf cents parcmètres). M. Lasne qualifie sa candidature de « gestion municipale », lui refusant l'étiquette de « politique ». Le RPR et le CNI lui ont accordé leurs investitures. -(Corresp.)

. CANNES (Alpes-Maritimes) : primaire officielle à droite. — Le Parti républicain a confirmé, vendredi 24 février à M. Michel Mouillot, candidat face à la liste conduite par M™ Anne-Marie Dupuy, maire sortant (RPR) de Cannes, qui avait reçu l'investiture officielle du RPR et de l'UDF. « Le PR soutient autant Michel Mouillot à Cannes que le RPR soutient Michel Noir à Lyon », indique la Lettre du PR, qui précise que M. François Léctard se rendra le 7 mars à Cannes pour soutenir

. CHATEAU-CHINON (Nièvre) : pas d'accord à gau-che. -- Les négociations enga-gées depuis plusieurs semaines à Château-Chinon pour la constitution d'une liste d'union de la gauche, entre le maire sortant. M. Pierre-René Signé, sénateur (PS), et M. Jean-Marc Glorifet (PC) n'ont pas abouti. M. Signé, qui a été élu maire le 30 mai 1981 en remplacement de M. François Mitterrand, devrait annoncer dans le courant de la semaine prochaine la constitu-tion de sa propre liste. Le conseil sortant, dont deux membres décédés n'ent pas été rem-placés, est composé de 13 PS, 3 PCF et un divers gauche.

s ISSOUDUN (Indre) : M. Laignel pour un troisième mandet. – M. André Laignel (PS), secrétaire d'Etat à la formetion professionnelle, sollicitera, pour la troisième fois, le renoulement de son mandat municipal. Il conduira une liste d'union de la gauche composés de dixneuf socialistes, de six communistes et de huit « personnalités

• LA BUSSIÈRE (Vienne) : le chanteur Gilbert Bécaud candidat. - Le chanteur Gilbert Bécaud est candidat à La Bussière, une commune d'environ sède une résidence. Il figure en cinquierne position sur une liste de onze noms présentée par le maire sortant, M. Jean Roquet,

avocat au barreau de Poitiers. ● LILLE (Nord) : accord PS-PC. - Un accord a été conclu, vendredi 24 février, entre les fédérations du PS et du PC du Nord pour présenter des listes communes dans cinq des onze villes de plus de trente mille habi-

tents du département : Lille et Villeneuve-d'Ascq, dont les Dunkerque, Maubeuge et Rou-beix, actuellement détenues par l'opposition. Il y aura des primaires à gauche dans les autres grandes villes du Nord : Wattrelos (sortant socialiste), Cambrai, Douai, Marcq-en-Baroeul et Valenciennes (dont les maires sortanta appartiennent à l'oppo-

. LIMOGES (Haute-Vienne) : communistes « orthodoxes » et « recons-tructeurs » sur la même liste. - M. Louis Longequeue, sénateur, maire sortant (PS) de Limoges, a présenté vendredi 24 février le liste de « rassemblement de la gauche > - 34 PS. 13 PC et 8 personnalités sans étiquette — qu'il conduira aux élections municipales et qui réu-nit des communistes « reconstructeurs », proches de l'ancien ministre M. Marcel Rigout, et des communistes « orthodoxes ». Se retrouvent ainsi sur cette liste tructeurs » que la fédération du PC voulait dans un premier temps écarter. En contrepartie. désigné à l'avance le président du futur groupe communiste du

 MARSEILLE (Bouchesdu-Rhône) : M. Vigouroux part en guerre contre les fausses cartes du PS. - M. Robert Vigouroux, maire de Marsei exclu du PS, a déclaré vendredi 24 février à l'occasion de la première réunion publique de sa campagne que la fédération ste des Bouches-du-Rhône « n'est plus qu'un appareil à sous, un appareil à faire des ssee cartes et des

• PARIS (dixième arrondissement) : Mrs Saunier-Seité candidate. - L'ancien ministre ments de M. Raymond Barre, PR), est candidate dans le 10º arrondissement de Paris sur pele, en deuxième position der-rière M. Claude-Gerard Marcus (RPR), député et maire de

• RENNES (Me-et-Vilaine) : le CNI boude la lise d'union UDF-RPR. — M. Yvon Briant, secrétaire général du CNI, a indi-qué jeudi 23 février que son parti refusait de soutenir, à Rennes, la liste d'union (UDF-RPR) conduite par M. Gérard Pouchet (UDF-CDS) car aucun membre de sa formation ne figurait sur cette

· VICHY (Allier) : M. Giscard d'Estaing soutient M. Malhuret, - L'ancien président de la République vient d'accorder son soutien à M. Claude Malhuret (UDF-PR), qui conduit la liste d'union (UDF-RPR) à Vichy contre celle menée par le maire sortant, M. Jacques Lacarin (UDF-PR). Aux législatives de juin 1988, M. Giscard d'Estaing s'était prononcé en faveur de ce dernier à l'occasion de la primaire qui l'opposait déjà

 VILLEURBANNE (Rhône): le PR se retire de la liste d'union de l'opposition. -M. Pierre-Jacques Brivet, memdu Parti républicain, a annoncé vendredi 24 tévrier qu'il se retirait de la liste d'opposition conduite par M. Alain Cheboud, secrétaire fédéral du CDS, contre le maire sortant de Villeurbanne, M. Charles Hernu. M. Brivet estime que M. Chaboud « a réservé la partie belle au RPR, au détriment de l'UDF dont il se réclame ».

Aragnouet : un petit village composé de six hameaux tapis au fond de la vallée d'Aure, dans les Hautes-Pyrénées. Un chapelet de granges qui s'égrène jusqu'au pied des pistes de la station de ski de Piau-Engaly. dernier fleuron de son expansion. Il y a dix ans, Aragnouet ressemblait encore à tous les petits villages montagnards adousés aux cirques rocailleux qui les encerclent. Il vivait à leur rythme et ne cherchait

de notre correspondant

TARBES

pas à rivaliser avec la prospère sta-tion voisine de Saint-Lary, première de la chaîne pyrénéenne, distante seulement de dix petits kilomètres. On y comptait dix emplois, cent soixante-quinze habitants. Cela sem-blait suffire à un bombeur biez alimenté financièrement par les ressources du barrage EDF de Cap-de-Long, dans le domaine du Néouvielle, au pied du parc des Pyrénées. Mais tout change. Aujourd'hui,

Aragnouet est devene, grâce à sa propre station de Piau-Engaly, la troisième station de sports d'hiver de la chaîne par sa fréquentation et la cinquième par le chiffre d'affaires. Elle pèse aujourd'hni 15,8 millions de francs. Le village a atteint trois cents habitants et une centaine d'emplois. Il a créé une école et une

Un homme est, comme souvent, à l'origine de cette réussite : M. Roger Castagné, le maire du village. Il a eu l'audace de transformer les structures municipales en une véritable entreprise à la tête de laquelle il a placé des experts en gestion financière, en marketing, et en communi-

Tentative **POPA**

Il a orienté le destin de la commune en direction de l'Espagne, en s'appuyant, bien avent 1993, sur Bielsa, et en s'inventant, dans le domaine skiable, de nouveaux espaces de glisse et un cadre naturel taillé à l'image de son ambition devenue internationale.

Tant de réussite attire les convoitises politiques. Aragnouet-Piau-Engaly se connaît sujourd'hui des ennemis qui cherchent, selon M. Castagné, à « freiner son expan-sion et à la maîtriser ». Cat l'avenit ensoleillé de Piau-Engaly fait de l'ombre à sa voisine de Saint-Lary...

 M. Alain Juppé : difficile. - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estime que les élections municipales des 12 et 19 mars, seront plus difficiles pour son parti qu'en 1983. Il y a six ans, remarquetill, till y avait un courant porteu hostile aux socialistes qui nous a permis de gegner un grand nombre de municipa tés dans des conditions très iustes. Le climat aujourd'hui n'est pas le même. C'est la raison pour laquelle je crois que les élections seront un peu plus difficiles s.

· Les préférences du RECOURS. ~ L'association de rapatriés le RECOURS a publié, le vendredi 24 février, une liste des candidats qu'il soutiendra aux municipales. Outre MM. Chirac à Paris, Gaudin (UDF) à Marseille, Médecin (RPR) à Nice et Frèche (PS) à Montpellier, sont considérés comme « amis das rapatriés » MM. Bouvet (RPR) à Aix-en-Provence, Roux (RPR) à Avignon, Bousquet (UDF) à Nîmes, Mr Dupuis (RPR) à Cannes, M. Baylet (MRG) à Valence-d'Agen et Léotard (UDF) à

pour faire bonne balance, d'antres Le maire d'Aragnouet décèle effectivement une « véritable opéra-tion publique d'achat de Saintcas se sont ajoutés, soit un total de plus du quart des inscrits (trois cent-soixante). Lary . dans la candidature aux élections de M. Jean-Bernard Vidal. cinquente ans, l'ancien directeur de sa régie municipale, l'ancien instituteur et l'ancien secrétaire de sa mairie, aujourd'hui chef de service... à la mairie de Saint-Lary L. . A la solde», affirme M. Castagné, de M. Vincent Mir, le maire de la municipalité rivale, père d'une ancienne championne de ski.

· Fadaises! », répond ce dernier. à qui, épisodiquement, on reproche de vouloir placer des pions autour de Saint-Lary dès que l'un de ses employés figure sur une liste électo-rale dans le camon.

Mais - coîncidence ? - il y a eu beaucoup de chamboulements sur le fichier électoral d'Aragnouet avant la date-limite de dépôt des inscriptions. Le 31 décembre 1988 M. Castagné a été sommé par huissier d'inscrire sur la liste de sa commune quarante-trois nouveaux électeurs, tous, selon lui, « employés d'un affairiste de Piau-Engaly » qui

aurait, dans le sillage de son oppo-sant, des visées financières jusqu'ici insoupçomables. Parallèlement, et

Finalement le tribunal d'instance de Bagnères de Bigorre a avalisé, le 10 février, les listes électorales établies par le maire. Sur trente six ins-

criptions effectuées par la commission de révision, le tribunal a enregistré un seul abandon et ordonné une radiation. Dans le dossier présenté par l'huissier, le tribu-nal a ordonné huit inscriptions et débouté trento-cinq demandeurs.

Dans un troisième dossier de quatorze inscriptions, seules trois personnes restent inscrites. M. Castagné est donc soulagé. Il

a pu empêcher le « coup de Trafal-» que ses adversaires, assure-t-il. hii préparaient. Il n'a pas, malheureusement, pu conserver à ses côtés son premier adjoint et quatre autres Après trois mandats successifs,

M. Castagné se maintient à la tête d'une liste d'entente et remobilise, pour éviter, dit-il, que son outil com-munal ne soit dilapidé « par un arrièrisme anachronique ».

JEAN-JACQUES ROLLAT.

- LIVRES POLITIQUES, par André Laurens -

S I l'Europe se pense, elle finire blen par exister. Elle a délà une résulté protrop hétérogène, et qui, souvent, la limite plus qu'elle ne la féconde. Pour l'imaginer, telle qu'elle s'esquisse, il faut, en partant de cette réalité, aller plus loin. Non pour prédire un avenir incertain, encore moins poul l'organiser artificiellement, mais pour discemer les indices et les germes « préfigurant ce que pourrait être l'Europe de demain » et constituent les éléments d'une possible « conscientisation ».

Cette démarche délibérément modeste - ce qui ne signifie pas sams ambition — est celle d'un ouvrage collectif initialé le Monde vu d'Europe, dont les maîtres d'auvra ont été Bernard Cassen et Philippe de La Saussay. Près d'une vingtaine de spécialistes, permi lesquels plusieurs collabo-rateurs du Monde et du Monde olomatique, ont apporté leut contribution à cette entreprise qui est aussi la synthèse des travaux d'un colloque ayant réuni à Paris, en avril 1987, un millier de cher cheurs, universitaires, hauts fonctionnaires, industriels et syndicalistes, à l'initiative du Centre de prospective et d'évaluation, du programme FAST de la CCE, du CNRS et du Commissariat général

du Plan. Tant d'organismes prestigieux de savants, de spécialistes, d'informations et de références bibliographiques, il y a de quoi se laisser Impressionner | Pag au point, capendant, d'être rebuté par la densité et la richesse de cette somme qui a le mérite d'être clairement présentée et de parler de l'Europe d'une autre manière que ne le fait le discours commun (lequel est, il faut bien le dire, lassant, car, s'il se pare de volontarisme, il se découvre fort velleitaire).

Comment qualifier ce regard sur le monde à partir d'une Europe qui se cherche ? On dira au'il est aigu et sélectif : qu'il est. précisément, celui d'une tête chercheuse ne s'intéressant qu'aux évolutions et mutations les plus pointues, les plus décisives pour l'avenir. Ce sont, per example, les domaines de la technologie, de la finance, de la la formation, de l'innovation, de la démographie... A travers chaque thème traité, l'Europe est située, avec see retards, see blocages, ses manques et ses atouts, dans

l'environnement mondial. C'est ainsi que Meurice Ronai formes de coopération, le développement du nouvel ordre tech-

Prémices et promesses d'Europe

nologique et constate que l'Europe, n'a pas constitué l'un nisation. Si le projet Eurêka a relancé la dynamique dans ce domaine, la vegue de privatisation en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Allemagne fédérale et en France n'a pas fevorisé « l'émergence d'un capital européen » qui en aurait été le levier. Jean-Loup Motchane souligne, kil aussi, la faiblesse financière de l'Europe, qui s'ajoute à la fragmentation de son marché et à l'insuffisance de ses protections.

Il est vrai que l'Europe n'a pas encore fait sa révolution financière, explique tra Israéléwicz : elle n'a pas connu le mouvement de concentration vécu dans la plupart des autres secteurs; il ki reste à relever ce défi. De même, à l'instar des Etats-Unis, et à la différence du Japon, l'Europe n'a pas compris que les investissements en ressources humaines allaient de pair avec ceux faits dans les écuipements technologi-

ques, relève André-Yves Portnoff. Autre grande question : l'Europe de la culture existet-elle? Il y a une ou des cultures européennes liées à l'histoire du Vieux Continent, mais pes de véri-

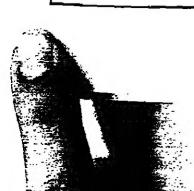
table projet, les obstacles, écrit Ionacio Ramonet, sont d'ordre luridique et d'ordre linquistique. «L'Europe, c'est Babel», et cela ne ve pas sens surprise. «Parement, dans chaque pays européen, observe-t-il, les pro-cluctions américaines (doublées ou sous-titrées) demeurent familières, domestiquées, alors que les productions de nos voisins paraissent toujours exotiques. Il est banai de constater qu'un film parié evec un accent beige ou suisse sera considéré en France comme plus étrange qu'un film parient anglais et agus-titré, a

Pour le philosophe Jean-Pierre Faye, qui explore les voles de la prospective - ou de rétropres pective - européenne, la diverprivilège à l'Europe, « Faute d'unité linguistique, elle dispose de ce forum des langages qui déploie une pluralité des voies d'accès au futur », note-t-il.

Tout n'est donc pas négatif et, au-delà des observations retenues id, il faut sevoir que toutes ces études nuancent leurs appréciations. Si l'Europe est forte dans les secteurs industriels « parvenus à maturités, elle à accumulé du retard dans les secteurs en déve-loppement, souligne ainsi Jacques Decornoy. Il mentionne des progrès peu connus du grand public, en matière junidique ou dans le domaine monétaire, et considère que l'insuffisance de la communication entre les « élites européennes » est un grave problème. En Europe, note Robert Solé, il y aura de plus en plus de vieux en bonne santé, ce qui impose de repenser nos politiques en matière de soint, de retraite, d'environnement social, et de s'interroger sur l'organisation des

cerrières. Bref, l'Europe reste à faire. On le saveit, mais on ne savait peutêtre pas exectement où il fallait agir et dans quelles directions : en regardant le monde denuis l'Europe, on aura des idées plus fines et olus claires.

& Europrospective. Le monde va d'Europe, sons la direction de Ber-nard Cassen et de Philippe de La Saussay. Economica, 344 p., 135 F.



Société

Les lois sur l'IVG remises en question en Bavière et aux Etats-Unis

Les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne vont-ils devoir, sous la pression des partis conservateurs, revenir sur les lois libéralisant l'interruption volontaire de grossesse ? Dans ces deux pays, les adversaires de l'avortement paraissent, en effet, de plus en plus actifs et des plaintes demandant l'amanlation des lois libérales

sur l'interruption volontaire de grossesse ont été déposées tout récemment. Aux Etats-Unis, l'attorney général du Missouri demande le retour de cet état de loi restrictive sur l'avortement existant avant l'arrêt de 1973. Cet arrêt annulait les lois des Etats qui limitalent la liberté de l'avortement. D'antre part, le président George Bush a

déclaré récemment qu'il était favorable à une révision de l'arrêt de 1973. En Allemagne de l'Ouest, M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, a annoncé le 19 février que son gouver-nement allait introduire une procédure attaquant la loi libérale adoptée par le Bundestag en 1975. Cette loi, comme sous le le nom de paragraphe 218, est l'objet de vives attaques au sein des milieux catholiques traditionalistes et au Parti chrétien-démocrate. En France, depuis la loi de 1975 autorisant l'interruption volontaire de grossesse, le nombre des avortements est à pen près stable. En 1987, il y en a en, selon la direction générale de la santé, près de 161 000.

La nouvelle croisade de la CSU

Bruso Durieux (CDS)

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Late to series

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

the same of the sa

The plant and in page and

table of the state of the state

provides for the Control of the Cont

story with the same

No. of Paris Street, St.

the second second second

MA IN WASHINGTON

THE OR CHE COM THE

The state of the state of the

Se of Range was E 25

AND IN THE WARE OF THE PARTY OF

College from W services

S. Park, 18 St. Decimal Age

Wilder of Board

Turk to the Links

THE PERSON NAMED IN

destate pages 2162

And officialist to being

Entrant in come a Section

Section to the Asset to Ten

in their persons

Main + et eure VE R

18 11 161 PAGE 25

Cara Barne

- rull but iften in im's

I to the tites it the second it

of the later and service and

HE HA PARTY THE PROPERTY OF cities, after 10 Theore in party

second () some 3 forms

to a mile the states and

a was in Mari materia 198-101 ON TRACTOR & STOLE

en antificial. Sie 2 de

or your property of a street to be

term with his character of

gen a hamme, un fm

CONTRACTOR AND PROPERTY.

an Topigen . me febet en

Assessment pero process

to move them, because the

THE PER CONTRACTOR AND IN

Me to cold The Me To Me

(With september 1) Topical's MCTCS

AN OWNER OF COMMENTS OF

WAR POR IN SURE SEES

NAME AND ADDRESS OF THE

Tomor 1844 6759 322

" OIL W. PHILIPPIN AND A

Des fiel mitters im tem Bi

1-14-14 B TE

2 · M MUM M 273

A STATE OF ASSESSED

A THE RESIDENCE OF THE PARTY OF

BATTANTA BE

1 steps of Times

...... 30 1 Size.

THE REPORT OF THE PARTY OF

the season of the season of the season of

promise and the

· 南海 中心 电子

par Andre Laurens

A STREET STREET

de notre correspondant

La guerre de l'interruption de prossesse va-t-elle se raliumer en Allemagne de l'Onest? La loi libérale adoptée par le Bundestag en 1975 est depuis quelques mois l'objet d'attaques de plus en plus vives des milieux catholiques traditionalistes. Ces derniers, qui trouvent des relais très actifs au sein des formations chrétiennes démocrates. appellent cette croisade antiavortement un « combat pour la protection de la vie avant la naissance i et ne font pas dans la

Il n'est pes rare de les entendre comparer l'interruption de grossesse à l'extermination des juifs dans les camps hitlériens. La situation sur le front de l'IVG est considérée les milieux favorables au maintien de l'actuelle loi pour qu'une mobilisation soit jugée nécessaire; celle-ci prend la forme d'une campagne de signatures et d'annonces dans la grande presse, similaire à celle qui s'était déroulée en France avant le vote de la loi Veil : des femmes commes, appartenant any milienx politiques, journalistiques et littéraires avouent avoir avorté et se prononcent pour une application sans restriction de la loi. L'hebdomadaire

illustré à grand tirage Stern

(1 500 000 exemplaires) a pris la tête de cette campagne. Mais à la différence des partisans

de l'IVG, qui n'imposent à personne l'obligation d'avorter, les opposants à la loi en vigueur, comme en Allemagne fédérale sous le nom de paragraphe 218, ont pour objectif de renquasi impossible le libre choix des femmes dans ce domaine. C'est déià le cas en Bavière, où les obstacles dressés devant les femmes désireuses d'interiompre une grossesse nt considérables. La situation dans Land fait penser à celle qui régnait en France avant 1975 : les femmes disposant de temps et de moyens vont ailleurs, dans d'autres régions de la République fédérale d'Allemagne plus libérales on ca Antriche.

> Mancentre politique

Les antres, provenant des milieux socialement défavorisés. « se débrouillent ». Un procès se déroule actuellement dans une petite ville de Bavière, à Memmeingen, qui suscite une vive émotion dans tout le pays : un médecin et ses patientes sont impitoyablement placés sous les feux de l'actualité par une accusation qui leur reproche d'avoir contourné les obstacles mis à « l'indication sociale » de l'interruption volontaire de grossesse par le gouvernement de Munich.

Un pas de plus a été franchi le 19 février dernier : le ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, a amoncé que son gouverne-ment allait introduire une procédure attaquant le paragraphe 218 devant le tribunal constitutionnel de Karls-ruhe.On peut se demander d'ailleurs pourquoi les Bavarois out mis si temps à s'apercevoir du fait que la législation sur l'IVG était contraire à la Constitution.

Le brasque durcissement de la CSU bavaroise sur cette question est lié à des problèmes très immédiats de politique intérieure : le succès de l'extrême droite aux élections de Berlin Ouest inquiètent très fortement les partis conservateurs, CDU et plus particulièrement la CSU bavaroise : il s'agit de regagner la confiance de la fraction la plus réactionnaire de l'opinion publique, celle qui, surtont en Bavière, est prête à se laisser séduire par le dis-cours démagogique de M. Franz Schönhuber, le leader des républi-

Ancune mazimité

L'initiative du successeur de Franz Josef Strauss est cependant une habile manœuvre politique : en renvoyant la question de l'IVG devant les juges suprêmes, il botte en touche, comme diraient les rugbymen. Tout en manifestant aux

volonté d'agir contre la loi en vigueur, il se dégage des pressions visant à faire que la loi soit abolie par un vote du Parlement. Car l'unanimité est loin de régner au sein de la coalition au pouvoir à Bonn sur cette question : les libéraux de M. Genscher sont farouchement pour son maintien, et au sein même du Parti chrétien-démocrate, des rsonnalités très populaires comme la présidente du Parlement, Mª Ritz Süssmuth, sont du même avis. Le chancelier Kohl, de son côté, a les yeux fixés sur l'horizon 1990, année des élections législatives. La bataille s'annonce rude, l'issue incertaine, et il n'est pas ques tion de perdre des suffrages féminins. Les sondages montrent en effet que la grande majorité des femmes ne veulent pas de remise en question du paragraphe 218. Il s'agit donc de gagner du temps et de faire ofiance à la sage leuteur du pouvoir judiciaire. Nombreux sont d'antre part les dirigeants chrétiensdémocrates qui ne seraient pas mécontents que le tribunel constitutionnel de Karlsruhe rejette la plainte bavaroise : ils pourraient ainsi se retrancher derrière une décision de l'institution la plus respectée d'Allemagne fédérale pour justifier lenr inaction, et continuer à fustiges

yeux de l'opinion publique une

LUC ROSENZWEIG.

l'avortement dans leurs discours

L'embarras de la Cour suprême

WASHINGTON

correspondence

En annonçant qu'elle examin fin avril le pourvoi de M. Webster, attorney général du Missouri faisant appel de la décision des tribunaux de première instance renversant la lation restrictive de cet Etat sur l'avortement, la Cour suprême a relancé la bataille engagée depuis plusieurs années entre divers groupes et associations hautement motivés et presque fanatisés, et faisant preuve d'une intolérance réci-

La prochaine décision de la Cour prendra, en effet, une grande impor-tance dans la mesure où la haute instance pourrait renverser l'arrêt historique de janvier 1973 qui légalisait en quelque sorte l'avortement. Il y a seize ans, la Cour annulait pratique-ment les lois des Etats qui imposaient des restrictions au droit des femmes à demander un avortement.

Les divers mouvements « pour la vie - contre l'avortement n'ont iamais cessé de condamner avec véhémence l'arrêt de 1973 dénoncé comme instituant un système d'« avortement à la demande » et surtout sacrifiant la vie du fœtus. A leur avis, l'avortement ne doit être envisagé que pour préserver la vie d'une femme enceinte. Chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt de 1973, ces groupes organisent de grandes démonstrations de protestation. Mais certains éléments menent une campagne violente,

S'il s'agit de vouloir porter

atteinte à la réputation professionnelle que f'ai pu construire tout au long d'un quart de siècle d'efforts et de

dévouement, je dois avouer que le résultat est atteint : je suis tout sim-plement écœuré, même s'il me reste

» S'il s'agit d'une manœuvre d'une

» Je tiens donc à rappeler les faits

autre nature, il convient de rechercher à qui peut profiter l'organisation d'une telle machination

assiègent les cliniques, insultant et menaçant le personnel hospitalier et les patientes. Les plus violents défenseurs de la vie des fœtus n'hésitent pa à mettre en péril celle des

Dans l'autre camp, les groupes dits a pour le choix », qui se sont mobilisés pour réaffirmer le droit des femmes à faire leur choix, à prendre les décisions vitales conceruant leur grossesse, out de sérieuses raisons d'être préoccupés. En affet, le remplacement du juge Powell, qui faisair partie de la majorité libérale de 1986 par M. Anthony Kenney, pourrait être lourd de conséquences. Les vues du juge Kennedy sur l'avortement ne sont pas connues mais les groupes mobilisés pour la défense de l'article de 1973 estiment que le président Reagan ne l'aurait pas nommé s'il n'avait été assuré au préalable que le nouveau juge se prononcerait pour le renver-sement de la décision. Bref, la menace pesant sur l'arrêt de 1973 est récile, amplifiée récemment par le président Bush, qui s'est déclaré liquement en faveur d'une révision de cet arrêt.

Un branle-bas de combat

A dire vrai, le président Bush comme son prédécesseur, est dans une situation délicate : il ne peut pas ignorer les sondages indiquant qu'une « majorité silencieuse » est favorable à l'arrêt de 1973. Mais il lui est difficile de s'opposer aux groupes hostiles à la légalisation de l'avortement, représentant une large fraction de la clientèle électorale de son parti. Se sentant menacés par une nouvelle majorité de la Cour suprême, les groupes et associations de l'autre camp out décidé un bran-lebas de combat.

Ils envisagent une campagne de propagande sans précédent, à commencer par une marche sur Washington le 9 avril prochain, décidée par l'Organisation nationale des femmes. La planned parenthood a prévu de dépenser plus de 2 millions de dollars pour pousser les femmes à écrire aux juges de la Cour et inciter diverses organisations à faire connaître leurs vues à la

Les groupes « pour le choix » espèrent convaincre l'Association des médecins américains à souscrire a une déciaration du avantages du point de vue médical des avortements légaux. Ils ont été encouragés par les propos du sur-geon general - la plus baute autorité administrative supervisant la santé publique - concluant qu'il n'avait pas été prouvé que les femmes ayant avorté légalement souffraient plus des conséquences physiques ou psychologiques négatives que celles ayant mené leur grossesse à terme

Une majorité d'observateurs qualifiés expliquent que la Cour suprême, attentive aux réactions de l'opinion et des monvements de société, évitera de renverser l'arrêt de 1973, bref de revenir brutalement en arrière. Si elle redonne aux Etats l'autorité de légiférer en matière d'avortement, elle mettra au point une formule de compromis visant à protéger les droits de la

HENRI PIERRE.

JUSTICE

Trafic de produits pétroliers toxiques

Le directeur d'une société de Limoges est incarcéré

Après la chute mortelle d'un étudiant au centre Tolbiac

Le recteur de l'académie de Paris souhaite

une révision des locaux universitaires

LIMOGES de notre correspondant

Après la découverte d'un trafic de carburant frelaté et dangereux (le Monde du 14 février), M. Jacques Sourdioux, directeur de la Société limousine de carburant (Solic), a été inculpé d'« exploitation illicite de déchets étrangers » et de « trom-perie sur la qualité substantielle des la maison d'arrêt de Limoges. Les deux principaux dirigeants de l'entreprise. MM. Henri et Stéphane Jouzier (le père et le fils), sont en fuite. Un double mandat d'arrêt vient d'être lancé contre eux.

La Solic est accusée d'avoir « allongé » ses stocks de carburant avec des résidus d'huile bitumineuse destinés à la destruction. Résidus dangereux, contenant des subs tances chlorées et des traces de

M= Michèle Gendreau-

Massalou, recteur de l'académie de Paris, veut revoir l'utilisation du

patrimoine universitaire parisien et

notamment du centre Tolbiac où un

étudiant de vingt ans a fait une

chute mortelle, mercredi 23 février.

Elle a demandé au président de

l'aniversité de Paris-I, dont dépend

Tolbiac, une étude sur l'appréciation des conditions de vie et d'étude et

les possibilités de révision de l'utili-

sation des locaux où quinze mille

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

de la terrasse du seizième étage.

ÉDUCATION

pyralène (qui, par combustion, dégage de la dioxine), achetés à vil prix au Bénélux et importés frauduent le mélange était ensuite revenda comme ná carburant nonmal à des transporteurs et à des collectivités publiques, notamment à des hôpitaux dans le Berry et dans le Sud-Ouest. Les analyses de plusieurs prélèvements et des stocks constitués par la Solic en Limousin, à Graulhet (Tarn) et à Chelles réalité de ces mélanges.

C'est sur plainte de préfet de la région Limousin, M. Philippe Loi-seau, que l'information judiciaire a été ouverte sur cette affaire dans laquelle le Fédération limousine ude et de protection de la nature (FLEPNA) s'est portée partie civile au nom de la défense de l'environne-

étudiants se pressent selon un

emploi du temps si serré qu'il n'y a aucun battement pour permettre

une évacuation on une aération

Espérant que le ministre de l'édu-cation, M. Lionel Jospin, accueillera

favorablement sa proposition de redéfinition de l'utilisation de Tol-

biac, Me Gendreau-Massalon a

anssi évoqué l'ensemble du patri-moine parisien : « A Paris, on trouve

le meilleur et le plus prometteur, et

paralièlement, le plus dégradé », &-

t-elle dit. mettant l'accent sur

deux points particulièrement noirs : Censier où les conditions

d'enseignement sont trop souvent indignes des étudiants et des ensei-

GEORGES CHATAIN.

de la boulangère de Reims Environ cinq cents commerçants ont défilé, vendredi après-midi 24 février, dans les mes de Reins

Cinq cents commercants

réclament la mise en liberté

pour réclamer la remise en liberté de Marie-Joëlle Garnier, vingt-six ans, la boulangère qui avait mé, le 12 février, un Français d'origine maghrébine, Ali Rafa, vingt-trois

Jendi soir, le Front national avait amoncé la création d'un comité de soutien national à Marie-Joëlle Garet placée sous mandat de dépôt. Son avocat, Me Henri Garaud, a demandé sa mise en liberté.

« Minute» condamné sour diffragation cavers M. Jean-Christophe Mitterrand

Le tribunal de Paris, a condami jeudi 23 sévrier, la société SEPA, éditrice de Minute, M. Joan-Clande Goudeau, directeur de cet hebdoma daire, et le journaliste Jean-Charles, à payer 80 000 francs de dommages-intérêts à M. Jean-Christophe Mitterrand, fils du président de la République, pour diffamation.

Minute devra, en outre, faire paraître sur la première page de son méro du 1= mars, un commu faisant état de cette condamnation et occurant « au moint la moitié de cette page en hauteur et la totalité

en largeur.

L'hebdomadaire avait publié à la une de son édition du 22 février, et sur deux pages intérieures sous le titre « Les affaires africaines du fils Mitterrand, Jean-Christophe se sucre-t-il dans le chocolat ? » un article comportant, selon le tribunal des accusations « à l'évidence grave-

 Joseph Etcheveste, membre d'iparretarrak, est maintenu en détention. — M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, chargé des iers du terrorisme, a signé mer mise en liberté en faveur de Joseph Etcheveste, membre du mouvemen rationaliste basque loarreturrak.

Cette ordonnance concerne sb confiée à M. Legrand, mais, en fait, Joseph Excheveste restera en détention. Il avait, en effet, été condamné par défaut, en décambre 1985 et en janvier 1988, à deux peines de cinq ans et à une peine de huit ans de ntion par le tribunal correctionne de Bayonne pour trois affaires

L'affaire de la SORMAE

Une lettre de M. Gajas...

Nous avons reçu de M. Dominique Gajas, dont le nom figure parmi ceux des personnes dont le parquet général de Paris a requis l'inculpation dans l'affaire dite des fausses factures de Marseille, la lettre suivante :

 Fapprends à la lecture du Monde du 18 février que mon nom est cité dans le cadre de l'affaire dite des fausses factures de la SAE. J'en suis

et un communiqué de M. Nungesser tillées vers certains organes de presse dans le seul but de mêler mon nom à ceux des personnalités marseillaise politiques initialement visées.

De son côté M. Roland Nungesser, maire RPR de Nogent-sur-Marne et député du Val-de-Marne, dont le nom amai a été cité dans cette affaire (le Monde du 18 et du 24 février) a difque j'ai précisés dans une précédente déclaration en ces termes : fusé vendredi 24 février le communiqué suivant : » Je rappelle qu'à l'achèvement de murets de soutenement que j'avais

« La Cour de cassation a été amenée à statuer, la semaine dernière, sur la désignation de la juridiction chargée d'instruire l'affaire des fausses factures de Marseille, en l'occurrence, la cour de Paris, dont le parquet géné-ral a, aussitôt, pris des réquisitions à l'encontre des personnes dont les noms étaient cités dans la requête du parquet de Marseille.

 Un de mes collègues UDF et moi-même n'étions pas visés dans celle-ci, ni non plus dans l'arrêt de la Cour de on. Mais celle-ci, ayant annulé toute la procédure de la juridiction marseillaise, le parquet de Paris a cru devoir reprendre toute la procédure à la base et faire entendre toutes les personnes, dont les noms étalent apparus, comme ayant eu des rap-ports avec l'entreprise de travaux

iblics mise en cause. » Etant maire et donc officier de police judiciaire, il a fallu recouvris alors à une procédure exceptionnelle pour demander à nouveau à la cour de désigner la juridiction compétente pour ceux qui n'evalent pas été visés dans son premier arrêt, ce qu'elle a fait mercredi 22 février.

- Or, des informations, certainement orientées, ont tendu à provoquer un nouvel amalgame en mêlant ce simple arrêt de procédure nous concernant avec rappel global des accusations portées contre toutes les personnes impliquées, voire inculpées, dans cette sombre affaire.

» Je suis donc dans l'obligation de protester contre cet amalgame inad-missible, puisque les qualifications énumérées ne peuvent en rien me concerner. Elles n'ont aucun rapport avec le fait que j'ai été un client occal de cette entreprise. Je suis

commandés dans ma propriété du Midi:

 la facture, qui m'a été adres-sée, correspondait au prix qui m'avait été initialement indiqué. » • qu'elle a été réglée par chèque. • que le Crédit lyonnais a attesté le débit de mon compte.

· De plus, s'ai demandé une évohiation de ces travaux à un métreur.

qui vient de me confirmer que le montant facturé correspond à la valeur des travaux effectués. Je crois que, ces faits se suffisant

à eucomêmes, je serai maintenant — et enfin — démarqué de l'imbroglio politico-judiciatre marseillais.

· Le tir d'Ariene sans doute

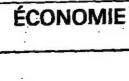
EN BREF

reporté en raison d'une grève. Le vingt-neuvième tir de la fusée suropéenne Ariene, prévu pour la nuit du 28 février au 14 mars, devrait être reporté à la suite de l'échec des négociations entre la direction et le personnel de la société de maintenance technique Thomson-CSF, an grève depuis la jeudi 23 février pour nespace, société qui commercialise les fusées européennes, devait lancer de la base de Kourou (Guyane fransatellite privé japonais de télécom-munication, JC-SAT-1, et MOP-1, satellite météorologique européen. Les spécialistes de Thomson-CSF contrôlent la mise en cauvre des radars de poursuite et de autri du lanceur et les calculateurs qui surveil-

• M. Pierre Aigrain, chargé d'une étude sur la formation des archéologues. - M. Jack Lang, ministre de la culture, a confié à M. Pierre Aigrain, ancien ministre et membre de l'Académie des sciences, une mission d'étude sur la formation des archéologues, sur l'harmonisation des programmes de recherche de terrain et de laboratoire et sur la

mobilité des chercheurs. L'organisation de l'archéologie en France dépend, en effet, des ministères de la culture, de l'éducation nationale et de la recherche, ainsi que du CNRS dont les responsi se sont mis d'accord pour confier cette mission à M. Aigrain. Celle-ci a pour but de renforcer la coordination antre toutes les administrations nées par la recherche archéo

M. Algrain doit remettre ses



Le Monde

gnants, et le campus de Jussieu». Le recteur a enfin insisté sur la nécessité d'un développement quan-titatif et qualitatif des universités parisiennes, envisageant au passage l'hypothèse d'une décentralisation accrue et de la création d'une quatorzième université en lle-de-

Les considérations planétaires de M. Khashoggi

Adnan Khashoggi, brasseur d'affaires saoudien jadis très « pro-che de la tente royale », se montre. C'est déjà une information. La porte de son hôtel particulier à Paris, avenue Montaigne, est ouverte, et l'ancien « roi des inter-médiaires » accepte volontiers la discussion autour d'une tasse de discussion autour d'une tasse de

L'homme le plus riche du monde - du moins a-t-il été prénionde — du moins a-t-a ere pre-senté comme tel par tous les magazines de la planète depuis vingt ans — écarte d'un battement de cil « nos » affaires entre autres de cil enos à arraires entre aures celle de Pechiney-Triangle. Trop petites pour lui l Lilliputiennes, pour tout dire : «It's only ten millions of dollars » («Il ne s'agit que de dix millions de dollars »). Non. de ces affaires, il ne sait rien, per-sonne ne l'accuse d'en savoir quelque chose, et s'il se montre, c'est précisement qu'il n'a rien à cacher.

A son ami Samir Traboulsi, intermédiaire et financier influent dont le nom a - pour son mai-heur - été trop prononcé ces derniers temps, il a donné le conseil qu'il suit lui-même : « Tu n'as rien à te reprocher, alors montre-toi. »

C'est tout simple et facile. Entre deux sauts à Londres, tout juste arrivé d'un bref séjour en Arabie sepudite, il lui suffit d'apparaitre. e Je lui ai conseillé de garder son calme, d'accorder des entretiens à la télévision, de s'expliquer. Toutes ces histoires nuisent à notre métier, mais ce sont des risques

Conseils diplomatiques

Un coffret doré bourré de mouchoirs en papier à la portée de la main, Adnan Khashoggi préfère cependant livrer sa vision géopolitique plutôt que s'arrêter à de vulgeires ambrouilles financières. L'homme a de la philosophie. Quand on lui demande si les hommes politiques français sont plus corrompus que leurs voisins, il répond sagement : « Pas plus que d'autres. » Et de citer les Améri-cains, les Japonais. Mais le sont-ils moins ? « Il faut voir. »

Ce génial inventeur du troc à l'échelle planétaire a une vocation rentrée de conseiller diplomatique.

L'intégrisme l'inquiète : « La menace est sérieuse au Pakistan, et Afghanistan, et même au sud de l'Union soviétique. Avec tous ces pays, on peut discuter, faire du commerce, mais il ne faut surtout pes leur vendre des armes. Ne mettez pas le race humaine en danger ! Contrairement à la légande, je n'ai iamais été opéralégende, je n'ai jamais été opéra-teur dans un marché d'armes, sauf pour mon pays. Si vous prouvez le contraire, je vous offre tout ce que

Le conffit israélo-erabe ne le laisse pas insensible. Il connaît tous les protagonistes. Shimon Pérès ? « Il a de bonnes idées mais il n'a malheureusement pas de majorité. » Itzhak Shamir? « Un tétu habile. » Ariel Sharon, renconment comme l'homme-clé.

Naturellement, Khashoggi Naturellement, Khashoggi comaît aussi les hommes d'Etat arabes. Il a même une légère inquiétude pour Yasser Arafat : « C'est un homme bien, mieux que son organisation, l'OLP. Mais n'est-il pas en danger comme Sadate? » Son regard glisse sur un grand Renoir. En contrebes, une

toile de Monet, un Gauguin, un superbe Cézanna peraphent les murs d'un salon aux allures de

En fait, Juifs et Arabes devraient commercer entre eux, insiste-t-it. Les liens commercieux assurent mieux la peix que des traités. Entre l'Egypte et Israël, vous avez l'exemple même d'une « peix en pepier » qui peut être remise en cause à chaque instant. » Les otages ? Adnan Khashoggi

- toujours très mobile sur sa chaise - ne comprend pas les Occidentaux. Saule l'attitude de Margaret Thatcher lui semble convenis: la fermeté. « Il ne faut pas négocier evec les preneurs d'otages. Est-ce que vous iriez diner avec un homme qui aurait anlavé votre fils ? » il s'interrompt, demande à l'un de ses assistants : « Combien y a-t-il d'habitents en France ? » Et à notre adresse : « Vous voyez : un tel embarras pour cird on six personnes alors

et GEORGES MARION

maturé et injuste de pratiquer

l'amaigame entre les nombreuses

catastrophes aériennes survenues

à des Boeing depuis quelques

mois. Qu'y a-t-il de commun, en

effet, entre la destruction par une

bombe d'un 747 de la Pan Am, le

21 décembre, au-dessus de

l'Ecosse, la chute d'un 737 de Bri-

tish Midlands à la suite d'une

fausse manœuvre de son équi-

page, le 9 janvier, en Angleterre,

et la chute d'un 707 sur le sommet

des Açores en raison d'une incom-

préhension entre son pilote et le

contrôle aérien? Rien, sinon que

Boeing risque de payer de cette

façon la rançon de ses succès, car

plus de deux grands avions civils

sur trois volant dans le monde sor-

tent de ses usines, et la probabilité

qu'ils aient un accident est accrue

par cette domination technique et

commerciale. Ses dirigeants sont

conscients de la montée des périls,

d'autant plus que, de revente en

location, ses avions parviennent

dans les flottes de compagnies peu

sérieuses ou désargentées, qui

entretiendront moins bien des

appareils fragilisés par l'âge. L'administration américaine, qui

fait la loi universelle en la

matière, devrait bientôt renforcer

la réglementation pour mettre fin

ALAIN FAUJAS.

à la dérive constatée.

FAITS DIVERS

La dégradation de la sécurité aérienne

(Suite de la prmière page.)

Sous la pression de l'augmentation du trafic et de la concurrence acharnée à laquelle elles se livrent, les compagnies américaines n'ont pas toujours respecté les procédures permettant à des avions vieillissants de rester sûrs. Le 28 avril 1988, l'un des plus vieux Boeing 737 d'Aloha Air-lines perdait 6 mètres de fuselage, et une hôtesse était aspirée dans le vide : Aloha n'avait pas remplacé des rivets attaqués par la corrosion. Au cours du dernier trimestre de 1988, des avions de Continental, American Airlines, TWA et United Airlines perdaient des de-Gaulle, avec 345 personnes à pièces en vol ou se trouvaient son bord. A 4 000 mètres d'alticloués au sol par des lissures pro voquant des dépressurisations intempestives. Le jour même du dernier accident, la compagnie Northwest était condamnée à une amende de 801 000 dollars par les autorités aériennes américaines (FAA) pour n'avoir pas vérifié et réparé convenablement certains de ses avions.

La configuration d'Ermenoaville

Chez United, on affirme que le 747 concerné était âgé de dix-neuf ans et qu'il n'avait pas dépassé les 58 000 heures de vol. alors que certains appareils de ce type ont atteint les 79 000 heures de vol. Par ailleurs, il venait de subir une inspection assez appro-fondie et avait été déclaré bon pour le service.

Les responsables de la FAA font remarquer que la porte de

Les perspectives européennes de 1993

soute a disparu et rappelle qu'ils avaient diffusé, le 1° juillet 1988, une instruction demandant à toutes les compagnies de vérifier le système de verrouillage des soutes après que, le 11 mars 1987, la porte d'un 747 de la Pan Am se

fut ouverte en plein vol. Si cette hypothèse se trouvait confirmée par les recherches en cours, on se retrouverait dans la configuration de la catastrophe aérienne d'Ermenonville. Le 3 mars 1973, un DC 10 de la compagnie Turkish Airlines décolle de l'aéroport de Roissy-Charlesmai verrouillée, cède et la diffé- tion?). Il est pour le moins pré-

rence de pression avec la cabine aspire à l'extérieur plusieurs pas-sagers avec leur siège, qui détrui-sent au passage les câbles des gou-vernes. L'avion désemparé s'écrase dans la forêt d'Ermenon-

Pour l'accident du Boeing d'United Airlines, de nombreuses questions techniques restent, pour l'instant, sans réponse. Elles devront être élucidées avant que l'on puisse répartir les responsabilités de la catastrophe entre le constructeur Boeing (a-t-il conçu son avion de façon suffisamment sure?), le transporteur (a-t-il convenablement entretenu l'avion?) et l'équipage (a-t-il res-pecté les procédures de vérifica-

les avions accidentés portaient la marque du numéro un mondial, le constructeur de Seattle (Etats-

Quand les passagers disparaissent en vol

10 000 mètres d'altitude, la pression est trois fois moins forte qu'à l'intérieur de l'avion, environ 260 millibars contre 750 millibars. En cas de mise en contact des deux atmosphères, par suite d'une ouverture dans la carlingue, se produit une décompres-sion explosive et, pendant deux ou trois secondes, l'aspiration vers l'extérieur, où règne la pression la moins élevée, est irrésistible. Accidents ou attentats, ces décompressions ont ainsi projeté

A 8 000 mètres ou

 Le 23 décembre 1980, deux enfants pakistanais sont

éjectés d'un Tristar de Saudi Airlines, à la suite d'une explosion survenue à l'intérieur de l'appa-reil. Its sont repêchés vivants

dans la mer Rouge ; · Le 2 avril 1986, quatre passagers sont aspirés dans le vide et tués à la suite de l'explosion d'une bombe à bord d'un Bosing 727 de TWA, au-dessus

Le 28 avril 1988, une hôtesse disparaît en vol, audessus du Pacifique, le fusalage d'un Boeing 737 d'Aloha Airlines s'étant déchiré sur six mètres à la suite de la rupture de vieux

LAURENT GREILSAMER

Communication

Pour favoriser la réalisation de grands reportages

Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes

pas rester plus longtemps un univers féodal où la concurrence univers féodal où la concurrence ressemble le plus souvent à une logique de mise à mart. Il faut imaingrae de formes de collaboration entre les chaînes dans l'intérêt du téléspectateur et de la production.

Albert Mathieu, le bouillant directeur d'antenne de Canal Plus, part en croisade. Il veut convaincre ses collègues et concurrents qu'une émission diffusée sur la chaîne cryptée peut trouver, quelques mois plus tard, un nouveau public sur une antre télévision.

Proposition sacrilège dans cette guerre de tranchées qu'est devenue la programmation des écrans nationaux : chaque chaîne veille jalonsement sur sa production et se réserve les droits de rediffusion sur trois ou cinq ans. Pas question de vendre ou d'acheter à un concurrent. La règle vaut tant pour la fiction que pour les dessins animés ou les grands reportages. C'est dans ce dernier domaine que Canal Plus tente d'ouvrir une brèche. Constatant que le genre était en voie de disparition, la chaîne payante s'est mise à produire de grandes enquêtes sur des phéno-mènes de société : Sans domicile fixe », « Ville de chiens », « Le monde célibataire », « L'argent de la drogue ». Des documents de qualité, à l'écriture très journalistique, accumulant témoignages et portraits sans commentaires ni analyses.

Séduit par « Sans domicile fixe ., Jean-Marie Cavada a racheté le film pour le programmer à 20 h 30 sur Amenne 2 en le faisant suivre d'un débat. La tentative fut couronnée par un beau succès d'audience. Après de longues discussions, Albert Mathieu a convaincu FR 3 de renouveller l'opération le 11 mai avec l'émission « L'illettrisme », diffusée la semaine dernière sur Canal Pius. . Pour les abonnés de Canal Plus, explique Albert Mathieu, un sel document provoque une émotion, pose des

 L'audiovisuel français ne peut questions sans apporter de réponses. La vocation d'une chaine généraliste est donc d'organiser ensuite un grand débat autour du thême et d'en faire un événement du « prime time . Chacun y trouve son comple. time ». Charan y arouve son comple.

Le 1 % de la population qui voit le document sur Canal Plus ne risque pas d'hypothéquer l'audience de la seconde diffusion. »

Une collaboration d'abord économique

Aujourd'hui, Canal Pius souhaite aller plus loin, associer systemati-quement une autre chaîne à la production de l'enquête en lui permettant de la diffuser trois mois plus tard. L'intérêt d'une telle collaboration est d'abord économique. La réalisation de longues enquêtes est rela-tivement coûteuse (de 1 à 1,2 million de francs). Le financement d'un partenaire permettrait à la chaîne payante d'en faire une douzaine par an et, surtout, d'aborder des sujets internationaux, sans doute plus contenx mais dont le marché potentiel est aussi plus important. La chaîne de M. André Rousselet prépare ainsi un projet sur - les enfants qui font la guerre - qui serait tourné au quatre coins du

 Nous ne pourrons jamais faire vivre une production ambitieuse si elle n'est financée que par un diffuseur unique, conclut Albert Mathien. Aux Etats-Unis les programmes circulent entre les net-works, les télévisions indépendantes. le cable, et trouvent ainsi leur amortissement. En France, il faudra bien organiser le marché entre Canal Plus, les grandes chaînes généra-listes et les télévisions de complémera. Les responsables de l'audiovisuel doivent cesser de gérer la production au nom du simple orgueil de boutique pour devenir un peu plus pragmatiques. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Au « Grand Echiquier »

Le ras-le-bol de Maïa Plissetskaïa

La perestrolica e gagné depuis tongremps les vanétés soviéti-ques, mais elle déborde maintenant au-delà des frontières dans co domaine-là aussi. Le « Grand Echiquier », que Jacques Chancel présente lundi 27 février, est exclusivement consacré à l'URSS : il a été tourné là-bas et devrait être diffusé en mars par la télévision soviétique — qui avait pris l'initiative de l'opérasous le titre « Telescope Show ». Tant mieux, car les spectateurs des deux pays y apprendront

Une des nouveautés est le retout à Moscou de Michael Rudy, pour la première fois depuis sa défection. Jacques Chancal avait déjà reçu une première fois, il y a douze ans, le jeune pianiste, il a însisté pour le faire participer à cette nouvelle émission, et le spectateur redécouvrira Moscou avec lui. Un eutre retour de marque aurait pu êrre celui de Rostropovitch : les Soviétiques le souhaitaient, mais là, quelques conditions devaient êtres remplies au préalable. Un premier progrès a été la réadmis-sion du célèbre violoncelliste à l'Union des compositeurs soviétiques en janvier. Le reste est affaire de temps, on devrait voir émission de ce type, si l'expérience est poursuivie.

L'émission comporte de nombreux et intéressants dialogues avec des artistes soviétiques sur ce qu'ils pensent de la nouvelle politique de glasnost, jouri

tion pour se fondre dans l'AACC, qui

regroupe les agences conseil en publicité. De droit, l'AACC comptera

dans son bureau un membre de l'ancienne AACDC, et son conseil

d'administration, deux membres de

Le groupe américain Bain

Holdings prend le contrôle d'un important distributeur de livres

ouest-affemand, Libri. - Le groupe

américain Bain Holdings, propriétaire d'une trentaine de sociétés commer-

ciales et de services, a pris le

contrôle total d'un des plus impor-tants diffuseurs de livres en Républi-

Lingenbrink GmBh (Libri). Libri, dont

les entreorises sont situées à Franc-

l'organisation dissoute.

Temirkanov, chef de l'Orchestre de Leningrad, n'hésite pas à dire tout le bien qu'il pense de Soljenitsyne - alors, pourtant, que l'Archipel du goulag est toujours interdit en URSS - et admet qu'il n'a retrouvé sa fierté de citoyen soviétique que depuis trois ans. e maintenant que nous sommes devenus des gens normaux et civilisés ».

Mais la palme de la contestation revient à Maïa Plissetskaïa, interrogée par Ternirkanov de Madrid, où elle s'est quasiment exilée. La célèbre ballerine se plaint vivement de la direction du Bolchol où sévit un « régime stalinien» et dont les directeurs, selon elle, « sont malheureux de ne pouvoir fusiller les gens ». Elle révèle avoir dénoncé cette situation en envoyant des lettres « aux plus hautes autorités », « .le crois qu'on ne peut pas aller plus haut », ajoute-t-elle, en dési-gnant M. Gorbetchev. Mais elle n'a recu auciune réponse, car e on ne transmet les messages ni par écrit ni par oral ».

En attendant, l'étoile du Bolchoi prend son mai en patience dans son exil de Madrid, qu'elle considère comme « un refuge, une bouffée d'air frais ». Espétout si elles sont diffusées au Telescope Show, feront progresser la perestroïka dans son

MICHEL TATU. Antenne 2, hundi 27 février, 20 h 35.

SPORTS

CYCLISME: L'annulation de Bordeaux-Paris

Premières propositions pour assurer la libre circulation des personnes au sein de la Communauté

BRUXELLES

CEE

(Communautés européennes) de notre correspondant

vice-président quest-allemand de la Commission européenne, qui doit met-tre en place le marché intérieur de 1993, doit assurer, parmi ses tâches, la libre circulation des personnes à l'inté-rieur de la Communauté c'est-à-dire pour la partie la plus visible de cette mission. l'élimination des barrières physiques, la suppression des postes de contrôle aux frontières. C'est dans cette perspective que s'est tenue, mercredi 22 février, en sa présence, la promière réunion du groupe de coordina-tion chargé en décembre 1988, par le conseil européen de Rhodes, de coor-

M. Bangemann aborde apparemment ce dossier avec un souci d'efficacité et sans beaucoup d'états d'âme. Deux observations simples mais essen-tielles bornent sa réflexion. La dispantion des frontières physiques est consi-dérée comme la mesure la plus importante pour le citoven; faute d'y parvenir, le concept du marché intérieur ne pourra être véritablement ressenti comme une réalité. L'élimination des contrôles aux frontières est parfaitement compatible avec le maintien rer la sécurité des citoyens.

Au reste, selon M. Bangemann, les aspects policiers touchant au trafic d'armes, de drogue, au terrorisme, au

grand banditisme . ne sont pas le plus difficiles à résoudre ».

La Commission a proposé de ne pa attendre décembre 1992 pour parveni à un accord d'ensemble, mais d'essayer, au cours des six mois à venir, c'est-à-dire avant la fin de la présidence française, de s'entendre sur trois questions:

1) définir ensemble la notion de droit d'asile : 2) établir une liste commune des pays pour lesquels des visas seront demandés à l'entrée dans la CEE;

3) se mettre d'accord sur les procédures à appliquer en matière d'extra-

M. Bangemann insiste pour que cette réflexion, au moins dans un pre-mier temps, soit strictement limitée aux mesures qui sont nécessaires pour abolir les contrôles. « Pour l'instant, selon lui, cela n'aurait pas de sens de surcharger la barque en abordant des roblèmes sur lesquels il sera extrè-sement difficile de prendre des décisions. Une telle attitude conduirait inévitablement à ne rien faire. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est définir des proédures et des méthodes communes. •

M. Bangemann est-il conscient que certains gouvernements, notamment celui du Royaume-Uni, sont hostiles i cette suppression des contrôles aux frontières? Le vice-président de la commission répond que les Douze ont signé l'Acte unique curopéen, qui prétement ce changeme

PHOLIPPE LEMAITRE

Les professionnels abandonnent la course

Société du Tour de France a décidé d'annuler la 86° édition de la course Bordeaux-Paris, qui était programmée pour le

Cette mesure ne constitue pas une surprise, car cette épreuve figurait depuis longtemps déjà sur la liste des chefs-d'œuvre en péril. Ce n'est d'ailleurs pes la première lois qu'elle est rayée du calendrier. A trois reprises (1955, 1971, 1972) Bordeaux-Paris avait été supprimé faute d'une participation suffisante et il fut de nouveau menacé en 1986, en raison de la pauvreté des candi-

Cette année-là, les organisateurs imaginèrent de remplacer la course detrière entraîneurs par une épreuve de masse ouverte à tous. L'initiative était séduisante a priori et le projet, ambitieux. Mais la première expérience se révéla décevante. Cent cinquante concurrents seulement, dont deux femmes, répondirent présent, alors que les grandes compétitions cyclo-sportives, telles que la Louison-Bobet on La Marmotte, rassemblent plusieurs milliers

d'engagés. Récents responsables de la Société du Tour de France, Jean-Pierre Carenso et Jean-Marie Leblanc ne cachèrent pas que la formule de l'épreuve de masse n'avait pas répondu aux espérances et qu'elle possit des problèmes pour

Après une longue réflexion, la l'avenir. Si les cyclo-sportifs ont par-ciété du Tour de France a ticipé en grand nombre à Bordeaux-leidé d'amunier la 86° édition Paris 1988, les professionnels ne lui ont pas apporté l'oxygène nécessaire, pour reprendre les termes du communiqué des organisateurs et les arguments de Jean-Marie Leblanc. Ce dernier n'a pas pour habitude de måcher ses mots, et il aime les situations nettes - « La décision d'annuler Bordeaux-Paris 1989 nous coute, dit-il, mais il n'est pas possi-ble de persister dans l'échec. »

Or, les routiers professionnels, sans donte réfractaires à la distance - de l'ordre de 600 kilomètres, s'en détachent progressivement. Merckx, Hinault, Moser, Fignon, Kelly. Roche ne s'y sont jamais aventurés, alors que Bober et Anqueril ont inscrit leur nom au palmarès. Le fait que Jean-François Rault, vainqueur l'an dernier, reste à l'heure actuelle demandeur d'emploi est significatif.

JACQUES AUGENDRE.

• TENNIS : Tournoi de Lyon. li n'y a plus de Français en lice au Tournoi de Lyan, Henri Leconte a du en effet s'incliner, vendredi 24 février, devant le Suédois Anders Janya (4-6, 7-5, 6-3).

BOXE : Duran champion du monde. – Le boxeur paneméen Roberto Duran, a remporté, vendredi à Atlantic City (Etats-Unis), le titre de champion du monde des poids moyens (WBC) en mettant K.-O. au 11º round l'Américain Iran Barkley. L'Association des agences conseil en développement com-mercial (AACDC) rejoint l'Assofort et Hambourg, est relié à 1 700 ordinateurs installés dans les librairies ouest-allemandes ; la ciation des agences conseil en communication (AACC). - Deux société a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 250 millions de deutsch marks (plus d'un milliard de francs). organisations professionnelles de la publicité vont se trouver réunies : l'AACDC, qui regroupe les spécialistes de la promotion et du marke-ting direct, a décidé son autodissolu-

 M. Bernard Tapie demande la saisie d'un numéro de l'Idiot international. - M. Bernard Tapie a introduit une action en référé au tribunal de grande instance de Paris pour demander la saisie d'un numéro spécial de l'Idiot International qui lui est consacré. Lancée à l'initiative de Jean-Edern Hallier, directeur de la publication et auteur de plusieurs articles et d'un éditorial particulière ment violent à l'encontre du député de Marseille, cette édition - tirée selon l'écrivein à quatre cent mille exemplaires - deveit être distribuée en kiosque dès lundi 26 février. M. Tapie en dénonce les « propos mensongers > et une « atteinte grave à son honneur et à sa considéra-tion ». Une accusation que réfute M. Hallier, qui a décidé de porter plainte contre M. Tapie pour vol et



Lieuvre uff

The second second

The second second

and the second

The same of the sa

Marie Carlo

-

Canal Plus souhaite coproduite avec ses concurrentes

Erzel Carlo

The make the state of the same

and seminate descriptions are a series

THE PERSON NAMED IN COLUMN

Culture

Urbanisme et art contemporain à Nîmes

Martial chez les Césars

Martial Raysse aménage une place près de la Maison carrée : symbolisme, néo-classicisme et ironie sont de la partie. En prime : une belle exposition Oldenburg près des arènes.

Nîmes est une ville romaine. Martial Raysse en est si fortement tial Raysse en est su tortement convaincu qu'étant chargé de inétamorphoser une petite place de la ville, il en a fait un jardin à l'antique. Comme la fontaine qu'il avait conçue pour la place du Marché il y a deux ans a en l'heur de plaire aux Nîmois, la municipalité lui a confié la place d'Assas.

Etait-ce un si beau cadeau? Située au-dessus d'un parking sou-terrain, elle est longue et très étroite, bordée de maisons basses peu remarquables. Difficulté supplémentaire : le projet devait inclure deux monuments, l'un à la gloire du chevalier d'Assas - natif du Gard, - l'autre à celle du Nîmois Ernest Denis, collaborateur de Lavisse et grand ami de

De ces contraintes, Raysse a déduit l'idée d'un projet tout en lougueur, avec un cours d'eau pour axe et des sculptures pour scansions. Le bon Ernest Denis a été masqué par un empilement de blocs cyclopéens couronné d'oliviers parmi lesquels lit un petit personnage de bronze. Les rampes du parking out été revêtues de dalles ornées de signes et d'ins-criptions. L'eau jaillit de la bouche d'une tête monumentale, effigie de Nemausus, qui donna son nom à la cité. Elle coule dans un canal rectiligne de plus de 20 mètres jusqu'à un bassin circulaire décoré de deux figures de bronze, le Jour et la Nuit, et de quatre colonnes de pierre qui soutiennent une étoile et un linteau. Un second canal finit au pied d'une pyramide à faces convexes qui porte une tête taillée de patricienne romaine, celle de Nemausa, épouse

imaginaire de Nemausus. L'Antiquité est partout, dans les matériaux, les poses des statues, les éléments d'architecture, les allégo-ries, dans la mosaïque d'oiseaux et jusque dans les têtes de divinités qui

MUSIQUES



Piace d'Assas à Nîmes, la fontaine de Martial Raysse

da Pompéi corrigé par Hubert Robert. Ces fausses ruines, ces fabriques, ont de la grandeur. Mais si l'on se laissait prendre à leur dignité, on oublierait que Raysse est un néo-classique pervers.

Est-ce un hasard si son Nemausus ressemble étrangement aux portraits de Fernande Olivier par Picasso? Une insovertance si son portique mêle le calcaire et l'acier inoxydable? Et pourquoi la Nuit, jeune fille peu vêtue, a-t-elle des sandales de

apparaissent entre les pierres du plage en plastique coulées dans le tumulus. Il y a du Pompéi là-dedans, bronze ? Ces bizarreries empêchent que l'ensemble paraisse trop sérieux et même un rien compassé. Quand tillenls et micoconliers auront des feuilles, ce forum moderne fera une

> Sorbet fraise et coulis de crevettes

Martial Raysse, avant d'en venir à l'art de références et de symboles pipés qu'il pratique désormais, fut, dans les années 60, le héros du pop art français. C'est donc sans doute par sonci de cohérence que la galerie des Arènes rend hommage à Claes Oldenburg, héros suédo-new-yorkais du pop américain? Oldenburg, lui, n'a pas changé. Pop il fut, pop il reste. Ses monuments ont des formes de batte de base-ball, de tranche de pain grillé ou de banana-

Tout cela est drôle mais point inoubliable, d'autant que les esquisses ne sont pas servies par un sensible talent de dessinateur. On peut leur préférer des œuvres plus anciennes, exécutées sous l'influence de Poliock, de Dubuffet et de Johns. Peu figuratives, fondées souvent sur de jeux de mots et de lettres, elles témoignent d'une énergie satirique qui s'est parfois perdue dans de plus récents et plus ambitieux travaux. Du simple point de vue de l'histoire de l'art américain contemporain, une telle exposition est donc fort ins-

On aimerait finir sur ces éloges Mais le Musée des beaux-arts, s'il accueille au rez-de-chaussée les dessins du Musée Matisse de Nice que l'on a pu voir à Nantes cet hiver (1). l'on a pu voir à Nantes cet hiver (1), accueille à l'étage une première présentation de son fonds d'art ancien. Or le bâtiment, qui était sale et obscur, a bénéficié il y a peu de temps d'une restauration de J.-M. Wilmotte, exemplaire de finesse et de discrétion. On se demande donc par quelle aberration les salles blanches de Wilmotte ont été ripolinées avant que les œuvres ne soient accrochées. que les œuvres ne soient accrochées Et ripolinées comment? Dans deux nuances de rose, sorbet fraise et coulis de crevettes. Bassano, Bourdon et Subleyras ont ainsi le choix de la sauce dans laquelle ils sont

sort indemne d'un tel traitement, et surtout pas Delaroche, dont la toile a été placée de telle manière qu'il n'y a pas assez de recul pour l'observer. Mépris de l'architecte, mépris des œuvres : c'est un peu trop de légèreté pour que l'on n'en dise rien.

* Claes Oldenburg, galerie des Arènes, jusqu'au 9 avril. Henri Matisse, Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule, jusqu'au 27 mars.

(1) Voir l'article de Genevière Breerette dans le Monde du 4 janvier.

VARIÉTÉS

« CATS », au Théâtre de Paris

Le miracle des chats

On peut réunir en France une distribution de danseurs capables de chanter, de chanteurs capables de bouger.

On peut monter une comédie musicale à Paris.

Les Français aiment la comédie musicale, ils en revent et, sur ce sujet, le consensus entre spectasujet, le consensus entre specta-teurs et gens de scène est total. Seulement, chaque fois que quelqu'un se risque à sauter le pas, les mêmes haussent les épaules. Les Français, dit-on, savent faire de très belles choses, mais la comé-die musicale non, ça n'est pas leur affaire, il est vrai que les réussites sont rares et que, comme pour tout sont rares et que, comme pour tout ce qui est musical, le coût d'une production est tel qu'un demi-succès équivant à un échec.

Or, actuellement, le Starmania or, actuellement, le Starmania de Michel Berger prolonge au Marigny son succès du Théâtre de Paris, où îl est remplacé par Cats de Llyod Webber, créé îl y a huit ans à Londres et qui, depuis, n'a cessé de triompher à New-York, Tokyo, Vienne, etc. Cats est une vraie comédie musicale. Sur de courtes histoires de chats sens lien courtes histoires de chats sans lien entre elles, de T.S. Eliot - très bien adaptées en français par Jacques Marchais, - c'est un specta-cle entièrement chanté par des gens qui dansent, avec des tableaux d'ensemble, des enchaîne-ments de cinéma, des numéros en solo, des chansons de Top 50 et des récitatifs. La musique de Llyod Webber exige des vraies voix étendues plus naturellement, le sens du rythme et un souffle à

toute épreuve. Parisien autant que New-Yorkais, le producteur Mel Howard a fait le pari de monter Cats à Paris et à l'américaine (le Monde du 11 février), c'est-à-dire avec le luxe et le professionnalisme - et les moyens - qui font la légende de Broadway. Il y a mis le prix, le temps, a passé des cen-taines d'auditions et a réussi ce qui jusqu'à présent semblait utopique : réunir des danseurs qui savent chanter sans avoir besoin de playback, des chanteurs capables de bouger, les uns et les autres pou-vant tenir un ou plusieurs rôles - les nommer tous est impossi-ble! - et former un ensemble par-

faitement coherent. Paris est complètement transformé, le décor – du à Paul Gallis – de décharge publique pour féérie foraine, avec carcasses de voitures er nuit étoilée de lampions, se pro-longe dans la salle, grimpe aux bal-cons. Les costumes et les maquil-lages de John Napier témoignent d'une somptueuse imagination... A vrai dire, on est loin du specta-cle de la création, mis en scène par Trevor Nunn à Londres en 1981, qui était fait avec peu de choses, mais entraînait dans le rude uni-vers des chats de gouttière, voyous arrogants, seigneurs lubriques et capricient.

Ici on a plutôt à faire à ces chats sans puces que l'on voit à la télévision trottiner sur des parquets bien cirés pour manger leurs crotir à ronronner sur les genoux de la dame qui les nourrit. Ici, c'est l'univers strass et paillettes de la comédie musicale. C'est un choix et il est assumé avec autant d'élégance que d'humour. Les éclai-rages de David Hersey sont raf-finés, les enchaînements se font à la perfection, il y a de la machine-rie et des fumigènes, des effets de magie, la chorégraphie reste comme à Londres et à New-York celle de Gillian Lynne. Il y a des danseurs virtuoses, des acrobaties, des scènes émouvantes, d'autres de fantaisie, des batailles dansées, des nostalgies chantées, des gags, des sketchs buriesques – en particulier celui du vieux chat tragédien et matamore... Il y a une jeunesse et un punch éblouissants.

A un moment où la mode est de s'attendrir sur les chats presque autant que sur les bébés, ce specta-cle correspond à une attente du public. Le soir de la générale il sait pas de clamer son enthou-siasme. On avait passé une belle soirée de charme.

COLETTE GODARD. ★ Théâtre de Paris, 20 h 30. Tel.

The second secon

The second secon

· - -Control of the Control of the Contro The state of the s

The second second

The same of the sa

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

« Les Troyens », de Berlioz, à Nice

L'œuvre ultime

Nice est, après Lyon, la seule ville de France à oser présenter l'ultime chef-d'œuvre les Troyens, dans son intégralité.

Quand Berlioz s'arrêta à Nice, en 1831, la ville était encore italienne. Il avait juré de revenir à Paris tuer sa fiancée qui avait profité de l'exil de deux ans imposé au lauréat du Prix de Rome pour accorder sa main à un autre... Il se serait fait justice après, cela va sans dire. An moment de passer la frontière, il découvre que la vie a encore du bon : l'inspiration lui vient d'une ouverture d'après le Roi Lear et une Niçoise lui fait connaître sur les galets du rivage des plaisirs que la vengeance

Treize ans plus tard, Berlioz revient à Nice en convalescence. Il trouve son ancienne chambre de l'Hôtel des Ponchettes occupée par des Anglais et s'en va réver à une nouvelle ouverture, A la Tour de

Démission à la Maison de la culture du Havre

Le cinéaste Raul Ruiz, qui avait été nommé en mai 1985 à la tête de la Maison de la culture du Havre, et ont démissionné de leurs fonctions.

Ils devaient centrer les activités de la maison sur la production de films, et se plaignent de l'insuffi-sance des subventions, du manque de soutien de la ville. Mais ils étaient eux-mêmes contestés par leur conseil d'administration et les personnels qui, dans un communi-qué, ont dénoncé leurs trop fréquentes absences, leur manque de ligne directrice. Raul Ruiz est invité par l'université de Harvard de Boston, et Jean-Luc Larguier prend la direction du Centre dramatique de viendra chercher la douceur du cal. soleil d'hiver et retrouver ses souve-

En 1891, vingt-deux ans après la mort de Berlioz, Raoul Gunsbourg, alors directeur de l'Opéra de Nice, s'avisa de représenter les deux premiers actes des Troyens - ceux qui forment la Prise de Trole et qui n'avaient été exécutés à Paris qu'en concert, en 1879 - suivis de quelques extraits emprantés aux actes suivants (comms aussi sous le titre les Troyens à Carthage). Il ne sem-ble pas que le résultat ait été à la hanteur de l'intention, surtout en comparaison de ce que le théâtre de Karlsruhe avait présenté l'année précédente : une exécution intégrale des Troyens en deux soirées consé-

On sait qu'il a fallu attendre le Festival Berlioz en 1980 de Lyon pour qu'un semblable événement se se en France, puis celui de 1987 pour que les Troyens soient donnés comme il devrait toujours l'être : en une seule soirée, L'Opéra de Marseille, qui avait monté les deux volets de l'ouvrage à quelques années d'intervalle, s'apprête à leur rendre leur unité (les 28, 31 mai, 3 et 6 juin), mais, entre-temps, l'Opéra de Nice, reprenant le principe contestable des deux soirées successives, se trouve être la seconde ville française, après Lyon, à avoir osé ouvrir son théâtre à l'ultime chef-d'œuvre de Berlioz.

> Maîtrise et sensibilité

La production, venue de Cardiff où elle avait obtenu un franc succès en 1987, a été âprement discutée les premiers soirs. Les décors pen flattems (voire un peu comiques pour la chasse royale), les costumes et les accessoires mélant le vingtième siècle et l'Antiquité, n'aident pas précisément la première approche d'un ouvrage complexe et méconnu. La

Nice, qu'il baptisera finalement le réglée par Tim Aldery, d'une grande Corsaire. Enfin, en 1868, usé par la mobilité, sans vaine agitation suit maladie, c'est encore à Nice qu'il bien le rythme dramatique et musi-

> dimensions de celles de Parsifal ou du Crépuscule des dieux, mais les détails sont tellement plus nombreux et saillants qu'elle pose des problèmes d'interprétation sans comparaison possible, d'autant qu'il n'existe aucune tradition, que le chef et les chameurs n'out que le temps d'apprendre, à peine celui de retenir. Or, dans cet opéra où il n'y a psychanalyse! pas seulement de belles choses, comme disaient à l'entracte quelques abonnés distraits, mais aussi beaucoup de choses d'une rare difficulté, l'entraînement et l'expérience sont des atouts irremplacables.

. Michael Schonwandt, qui dirigrait les Troyens pour la première fois, a fait preuve d'un bout à l'autre de maîtrise et de sensibilité, même s'il a laissé passer maintes occasions de saire s'épanouir la musique. L'orchestre philharmonique a large-ment renouvelé les prouesses qu'on avait saluées dans le Ring l'an dernier, d'autant qu'ici, les musiciens travaillent sans filet car tout s'entend. Les chœurs manquent parfois encore un peu de rigueur, mais pas de vaillance et les représentations ultérieures gagneront en préci-

dront de l'aisance, car la distribution assez moyenne avec quelques rôles secondaires très faibles et un Enée discutable (Paul Frey) ne laissent pas une impression définitive malgré les qualités réelles de Carol Yahr (Didon), Jeffrey Wells (Narbal), Birgitta Svenden (Anna), Gérard Garino (Yopas) et Mini Lerner (Cassandre). Ces représentations n'en resteront pas moins l'un des événements de la saison et un jalon dans l'entrée définitive des Troyens dans le répertoire lyrique après un

Les chanteurs, eux aussi, pren-

GÉRARO CONDÉ

★ Opéra de Nice, prochaines repré-sentations : 25 et 26 février, 14 h 30, les 1° et 2, puis les 4 et 5 mars à 19 h 30.

La Somnambule », avec June Anderson

La traversée des apparences

Passé aux ravons du docteur Freud,

Bellini s'en sort bien. La partition des Troyens a les incorrigible : jeudi, il s'est, à juste titre, « jeté aux pieds » de June Anderson, éblouissante interprète de la Somnanbule, au Théâtre des Champs-Eiysées, mais il a, comme de coutume, copieusement sifflé metteur en scène et décorateur, coupables d'avoir réinterprété la dou-cearre histoire romantique du chef-

> Pendant la brève introduction orchestrale (comme à la fin de l'ouvrage), la pauvre Amina regarde mélancoliquement par la fenêtre, tandis que son mari lit le journal dans son fauteuil. Evidenment elle n'est pas heureuse, et la voici qui franchit les apparences en robe bianche à la recherche de son passé.

> C'est donc à travers ses souvenirs qu'est saisie l'intrigue, que les per-sonnages prennent leur caractère. Les soupçons, la brutalité, l'intelligence du fiancé expliquent assez que le mariage sera médiocre. Quant aux scènes de somnanbulisme, elles ne sont plus simplement des événements sont plus simplement des evenements extraordinaires, d'un romantisme bien séduisant, qui permettent au livret de tenir debout, mais l'image des rêves et des désirs d'une jeune fiancée qui devient femme. Le metteur en scène allemand

Helmst Polixa a su préserver la natveté et la poésie de l'œuvre, sans nullement en dévoyer le sens, sans insister outre-mesure, tout en donnant un speciacie subtil et savoureux qui nourrit la durée musicale. En particulier, les chœurs que jouent un rôle très important dans la Somnambule, en costumes et gants gris, hant de forme ou chapeaux mous (de vrais clients du docteur Freud), ont une extraordinaire partition de gestes synchronisés, d'une invention met-veillense tout au long, qui contribue beaucoup à l'atmosphère onirique, expressionniste ou surréaliste léployée autour d'Amina.

Les décors de Kathrin Kegler-Fritsch revêtent, comme il se doit, l'apparence d'une sorte de chambre noire à soufflets d'appareil photogra-phique (symbole très psychanalyti-que) au bout de laquelle on aperçoit

les glaciers de Grindelwald (l'action Montpellier, parfaitement à la hauest censée se passer en Suisse), un cheval blanc, un croissant de lune, ou, encore, l'ouverture d'un diaphragme, et la seconde scène de somnambulisme est une danse périlleuse entre des têtes coupées, au sol, émer-

geant d'une nappe de brouillard !... Cette conception du rôle d'Amina convient certainement mieux à June Anderson que celle d'une pale héroine romantique, promise aux évanouissements et bientôt à la phti-sie, sans doute... Cette robuste blonde à la voix îrradiée de soleil, qui s'envole de plus en plus haut, com-ment n'étoufferait-elle pas dans ce milieu de paysans braves, mais bornés ? Elle passe comme une fée venue d'ailleurs à travers ces gens tout gris, et elle est la poésie, le rève, la tendresse, la passion, le désir, tout ce qui colore sa voix et la musique de Bellini, si parfaite en son ingénuité.

Au premier rang de ses parte-naires, le chef d'orchestre Cyril Diederich, qui l'accompagne avec une souplesse et une précision irréprochables et offre à sa voix, comme un miroir magique, l'Orchestre de Montpellier, limpide, léger, vif, ultrasensible; il faut réunir dans le même éloge le chœur de l'Opéra de

teur du rôle primordial qui lui est dévolu. L'ensemble de la distribution

contribue à la qualité du spectacle : Raul Gimenez (Elvino) est un fiance fruste, comme le veut le rôle, à la voix frémissante et généreuse, malgré un timbre assez monochrome; Donna Brown (Lisa), rivale d'Amina, tire son épingle du jeu face à l'éblouissante Anderson, grâce à une expression sine et poétique, et elle vocalise très joliment : Laura Zannini (Teresa) et Dimiter Petkov (le comte Rodolfo) sont plus contesta-bles, tandis que John-Paul Bogart donne un vrai caractère au rôle secondaire d'Alessio.

Il est agréable de constater, après les tristes expériences de l'Elixie d'amour et des Puritains, que, pour un spectacle monté autour d'une grande vedette, on peut aussi faire de l'excellent théâtre, n'en déplaise aux siffleurs des Champs-Elysées.

JACQUES LONCHAMPT. * Prochaines représentations les 26 février et 5 mars (à 17 heures), 28 février et 3 mars (à 19 h 30). Copn duction avec l'Opéra national du Pays de Galles, l'Opéra de Nancy et le Théâtre municipal de Lausanne.

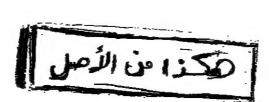
« Coupe franche », de Jean-Pierre Sauné L'étranger dans la scierie

Lui, c'est François. Il est jeune, il vient on ne sait d'où. Il arrive, un soir, dans une scierie des Pyrénées ariégeoises. Il retrouve un ami, une sorte de père, Gyuri. Celui-ci le fait embaucher par Favier, le gendre du vieux patron qui, maintenant, commande. La scierie ne marche pas fort. Favier, semble suiri des problèmes Favier semble avoir des problèmes avec son frère, Yvon, et sa femme, Marie. François observe, ne dit pas grand-chose, et séduit Marie, qui veut quitter le pays, vivre autrement.

C'est un premier film. Sympathique par sa volonté de sortir des frontières du grand Paris, pour explorer un coin de la France profonde, analyser des passions, des frustrations, un conflit familial, par rapport à une nature un peu sauvage. Sombre forêt, travail des bûcherons, le réalisateur

vient troubler les eaux dormantes où se complaisent les frères Favier, a la mine sombre et résolue, mais l'his-toire n'avance que par à-coups, avec des dérapages. Jean-Pierre Saunier peut mieux faire, on le sent. Il a préparé une pâte qui n'a pas suffisam-ment levé. Julie lézéquel est très bien dans ses désirs, ses hésitations, son aspect terrien. Cela fait plaisir car le cinéma français ne la gâte pas telle-

JACQUES SICLIER.



عكذا من الأصل

MONA CHÉRIE, Le Prologue (45-75-33-15) (lun. mar.) 21 h, Dim. 15 h

PARTOUT, LA BALLE AU CENTRE Au Bee fin (42-96-29-35) (mar.) 23 h 15; dim., lun. 22 h (22), CROQU'SHOW. Chez Georges (43-26-79-15) 20 h 30 (dern. sam.) (22).

20-79-151 20 it 30 (oern. sain.) (22).

BERENICE. Vincennes. Théâtre
Daniel Sorano (48-08-60-83) (mer.,
jeu., ven.) 21 h; dim. 18 h (22).

LA FORCE DE L'HOMME ET DES
CHOSES. Théâtre du Bel-Air (4364-80-80) (dim. soir, lun.) 20 h 30;
dim. 17 h (22). dim., 17 h (22). LE BARON DE BESENVAL. La

Suisse et la Révolution française. Centre culturel suisse (42-71-38-38). Mercredi à 20 h 30 (22). METCROII 3 20 h 30 (22).
GERMAINE DE STAEL ET JAC-QUES NECKER FACE A LA RÉVOLUTION. Centre culturel suisse (42-71-38-38) Jeudi à 20 h 30 (23).

(33).

UNE SUISSESSE DANS LES
GUERRES RÉVOLUTIONNAIRES, EGULA ENGEL. La
Suisse et la Révolution française.
Centre culturel suisse (42-71-38-38).
Vendredi 20 h 30 (24).

LE DÉPOIS DES LOCOMOTIVES.

Nouveau Théatre Mouffetard (43-31-11-99). 20 h 30 (24). LE BAL DE N'DINGA. Bouffes du Nord (42-39-34-50) (lun) 21 h, dim. 16 h (24).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). O Les Douze Clowns de minuit : 14 h 30 et 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-

08-76-58). La Ritournelle : 20 h 45. ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). 0 La Fête de l'amour : 20 h 30. ATELLER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h. BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). 6 Le Bal de N'Dings : 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). O
Une absence: 20 h 30.
BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). O L'Homme objet: 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). [phigénie: 20 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-34-08)

LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Salle Richellen. O La guerre de Trois n'aura pas lieu : 20 h 30. CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-36-32-93). 0

La Porte de l'aurore : 20 h 30. DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 à 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 b.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38.38). O Une Suissesse dans les guerres révolutionnaires Regula Engel, la Suisse et la Révolution française : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). La Galerie. O Zaire ou le Fanastisme religieux : 20 h 30. La Renserre. La Chevelire :

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 b. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sam histoire:

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle L O Borgen, le bibliothécaire de Babel: 18 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quolle famille!: 21 h.

mille !: 21 h.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-2216-18). Frédéric Chopin ou le Malheur
de l'idéal : 21 h.
GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Diming Room: 20 h 30.

GURCHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Histoire d'un fou : 18 h 45. Adies Agaths : 20 h 30. 0 22-34 : 22 h 15.

HOTEL, LUTETIA (SALON BORGHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune: 20 h 45. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chanve : 19 h 30. La Leçon : L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).

La Face cachée d'Orion: 20 h 30. O Adieu Monsieur Tchékhov: 22 h 15. LA BASTILLE (43-57-42-14). Alice: 19 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99). Entre mons LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11).

LE PROLOGUE (45-75-33-15). O Mona LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45.
Renaud et Armide: 20 h. Théâtre rouge.
Contes érotiques arabes du XIVe siècle:
20 h. O Quant au diable, n'en parlous
pas: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). O Les Sept Miracles de Jésus : 18 b. La Poire d'em-

MARAIS (42-78-03-53), Q Uno vie bouleversée : 18 h 30. L'Avare : 20 h 45.

PIANO **★**○★○★○★ Récital BEETHOVEN - SCHUMANN Mardi 7 mars, 20h 30 SALLE PLEYEL

LOCATION 45.63.88.73

I.E. BOURVIL (43-73-47-84). Ce suir, on enlève tour : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Revizor : 18 h 30. Pierrot gardien de l'or-dre : 20 h 30. O La Vie après l'amour : MARIGNY (45-08-85-97). Starmania :

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h. MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse: 21 h 15. MICHODIERE (47-42-95-23). Páque-

rette : 20 h 45 MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan:

MONTPARNASSE (43-22-77-74).
Voyage au bout de la naît : 19 l. La
Vraie Vie : 21 l. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74), Teresa: 21 h. NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD
(1-31-11-99). Le Dépôt des locomo-tives: 20 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand
Strudier 20-h 30.

Standing: 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). © Un bon petriote: 20 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). © Le Calle: 18 h 30.

CEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45. PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté on la Mort d'après Damon et Robespierre : 20 h 30. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux: 21 h. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). • Nina et les comédiens ambalans : 21 h.
POCHE-MONTPARNASSE
92-97). Safle L. Le Plus Héureux des
trois : 20 h 45. Safle IL Journal d'une petite fille : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor: 20 h 30.
POTINIÈRE (42-61-44-16). La Fronsse:

POTRMERE (42-61-44-16). La Fronsse; 20 h 45. RANELAGH (42-88-64-44). La Noce et Sur la grand route: 20 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). O Alice an paya sans merveilles: 18 h 30. O La Locandiera: 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer: 20 h 30. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-

21-93). On achète bien les veaux : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ♦ Marius : 20 is 30. Selle L ♦ Le Journal d'un fou : 18 is 30. Selle L. ♦ Les Bonnes : 18 h 30.

L'Ecume des jours : 20 h 30.

THEATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer: 20 h 30. THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cars, d'après Old Possum's Book of purc-tical Cars : 20 h 30.

THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O La Force de l'homme et des choses :

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-81-15). Grand Théâtre. Le Livre de Job : 20 h 30. Théâtre Gémier. Le THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grand Thélitre. La Veillée : 20 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). O La Vie singulière d'Albert Nobbs : 21 b. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière mi-mute : 21 h.

VARIETES (42-33-09-92). La Présidente : Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Antonin mal conçu: 19 h. Méfic-tol, ma fille: 20 h 30. Bonne fête Paulette: 22 h, dim. 20 h 30. Us partout, la balle an centre: 23 h 15. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Safle I. Arou = MC 2: 20 h 15. Les Epis noirs: 21 h 30. Laurent Violet: 22 h 30. Safle II. Les Sacrés Monstres: 20 h 15. J'ai pas d'amis: 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purée : 20 h 15 et 23 h 45. Mangenses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a

CAFE DE LA GARE (42-78-52-51). Sen! en chaîne: 22 h.

CAVE DU CLOTTRE (43-25-37-63).

Cest quand même mienz de s'aimer :
20 h 30. Anthentique mais vrai : 22 h.

J'coûte cher : 23 h 15. CHEZ GEORGES (43-26-79-15). Croqu'show: 22 h 30.

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Super Mathieu!: 21 b 30. LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30.

LE GRENIER (43-80-58-01). Mémoires d'une jeune fille dérangée : 22 h. PETIT CASINO (42-78-36-50). Je sors de Polytechnique, t'as pas cent balles? : 21 h. Nons, on some : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les Astro-Balding: 18 h 30. Le nouvel imita-tour qui bouge: 20 h. Nos désirs font dé-sordre: 21 h 30. Ya une femme 12 d'sous : 22 h 45.

Région parisienne

BOBICNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Grande saile. La Tra-gédie du vengeur ; 21 h. IVRY (THÉATRE D'IVRY) (rens- sur

place). Paris, bonjour : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h. MONTREUM. (SAILE BERTHELOT) (48-58-65-33). Enumérations: 20 h 30. NEULLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTIC) (46-24-03-83). Penu d'âme : 20 h 30.
VINCENNES (THÉATRE DANIEL SO-RANO) (48-08-60-83). D Dim. Bárá-nice: 18 h.

Samedi 25 - Dimanche 26 février

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI

SAMEDI
Philippe Soupault le voyageur magnétique: Collège (1927), de Jaunet W. Horne, 15 h; le Journal d'une fille pertine (1929), de Georg Wilhelm Palat, 17 h; The British Film Institute Production Board: The Gold Diggen (1983, v.o.), de Sally Potter, 19 h; Children (1976, v.o.), de Tarence Davies, Madonna and Child (1980, v.o.), de Terence Davies, Death and Transfiguration (1983, v.o.), de Terence Davie, DIMANCHE

DIMANCHE Philippe Soupant le voyageur magnétique: l'Age d'or (1930), de Luis Bunnel, 15 h; les Deux Timides (1928), de René Clair, 17 h; The British Film Institute Production Board (v.o.): The Falls (1980, v.o.), de Peter Greenassuy, 19 h.

SAMEDI Rimini et le cinéma : Nostalghia (1983, v.o. s.t.f.), d'Andrei Tarkovski, 14 b 30; Blow up (1967, v.o. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, 17 b 30; Casanova (1976, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 b 30.

DEMANCHE Rimini et le cinéma: Répétition d'orchestre (1978, v.a. s.1.f.), de Federico Fellini, 14 h 30; Paisa (1946, v.a. s.1.f.), de Roberto Rossellini, 17 h 30; l'Apicnitzar (1986, v.a. s.1.f.), de Théo Angeloupolos, 20 h 30.

VIDÉOTHÉQUE DE PARIS (40-26-34-38) SAMEDI

SAMEDI

Paris la mait: Actualités anciennes:
Actualités Gaumont, 12 h 30; la Nuit est
d'argent: Bande annonce: Nuit d'or
(1976) de Serge Monti, le Paradis pordes
(1939) d'Abel Gance, 14 h 30; la Nuit est
d'argent: la Règle du jeu (1939) de Jean
Renoir, 16 h 30; Pigalle: Cock Robin
chante El Norte (1987) de Peter Sinclair,
Neige (1981) de Judiet Berto et Jean-Henri
Roger, 18 h 30; Pigalle: Pigalle (1961) de
Maurice Pialat, Bob le Flambeur (1955)
de Jean-Fierre Melville, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE

Paris la mit: Montmartre nocurne:
Montmartre nocurne (1954) de J.-C. Bernard, Tonchez pas au grisbi (1954) de Jacques Bector, 14 h 30; Brèves Repountres:
Royal Opéra (1980) de L. Soniaz, Simone Barbès ou la vertu (1980) de Marie Ciande Treilhou, 16 h 30; les Halles: Actualités Gaumont, les Halles centrales (1927) de B. Kaufmann, Halles de Paria: Série Chrosiques de France (1966) de Robert Destanque, Voici le temps des assassins (1956) de Jalica Duvivier, 18 h 30; le Nuit des monte-ca-l'air: le Voleur de paratonnerres (1945) de Grimmuit, Passage socret (1984) de Laurent Pertin, 20 h 30.

A-7-0).

BAGDAD CAPÉ (A., v.o.): 14 Juillet
Parmasse, 6 (43-26-38-00); Le Triomphc, 8 (45-62-45-76). pnc, 5" (45-62-45-76).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.):
Forum Arcen-Ciel, 1" (42-97-53-74);
Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de
Beauregard, 6" (42-22-37-23); Les Trois
Balzac, 3" (45-61-10-60); Sept Paransriens, 14" (43-20-32-20).

RAYTER (45-61-10-60)

siens, 14 (43-20-32-20).

BAXTER (*) (Ft.): 14 Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00); Studio 43, 9* (47-70-63-40).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Ft.): La Géode, 19* (46-42-13-13).

LE BLOB (*) (A., v.a.): George V, 8* (45-62-41-46); La Nouvelle Mazéville, 9* (47-70-72-86); v.f.: Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-46).

LA BOCA DEL LOBO (physics, v.a.):

9" (41-70-12-80); Y.1.: Paine Benniparname, 14" (43-20-12-06).

LA BOCA DEL LOBO (peruvien, v.o.):
Latina, 4" (42-78-47-86).

CAMILIR CLAUDEL (Fr.): Gaumont
Orbita. 2" (40-26-12-12); Ganmont
Orbita. 2" (47-42-60-33); 14 Juillet
Orbita. 5" (43-25-59-83); Gaumont
Alessa, 14" (43-27-48-50); Bienvente
Montpartesse, 15" (45-48-50); Bienvente
Montpartesse, 15" (45-48-50); Bienvente
(A., v.o.): Cané Benubung, 3" (42-7152-36); Action Rive Ganche, 5" (43-2944-40); Epéc de Bois, 5" (43-37-57-47);
Elyetes Limonh. 8" (43-53-36-14); Sept
Partasticus, 14" (43-20-32-20).

LES CICONES N'EN FONT QU'A
LEUR TETE (Fr.): UGC Montparname, 6" (45-74-94-94); George V. 8
(45-62-41-46); UGC Normandis, 8(45-61-61-6); Pathé Français, 9" (42-0679-79).

COCETAIL (A., v.o.): Forum Orient

70-33-88]: Trois Socrétan, 19 (42-06-79-79).
COCKTAIL (A. v.e.): Forum Orient Express, 1w (42-33-43-26); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Bistric, 8 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 5 (42-36-83-93); UGC Montparnause, 6 (45-74-94-94); Pathé Prançais, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bestille, 12 (43-30-159); Fauvette Bis, 19 (43-31-60-74); Mintral, 14 (43-39-52-43); Pathé Montparnause, 19 (45-74-93-40); Pathé Montparnause, 19 (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
COP (**) (A. v.o.): Pathé Marignam-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-20); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Paris Ché l, 10 (47-70-21-71).
COUPE FRANCHE [fr.]: Gammont Parassers.

Ciné I, JP (47-70-21-71).

COUPE FRANCHE (Fr.): Gammont Parnasse, 149 (43-35-30-40).

DANS LES TÉNERRES (Rsn., v.o.):

Utorin Champollion, 5° (43-26-84-65).

DEUX (Fr.): Forum Horizon, 1° (45-68-57-57): UGC Odéon, 6° (42-25-10-30):

Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43): UGC Normandie, 8° (45-63-16-16): Pathé Français, 9° (47-70-33-88): Les Nation, 12° (43-43-04-67):

UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59):

UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44): Gammont Alésia, 14° (43-27-84-57): Puthé mont Aléxia, 14 (43-27-84-50); Puthé Moutparnasse, 14 (43-20-12-06); Gan-mont Convention, 15 (44-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Puthé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DESTANT VOICES (Brit., v.A.): Cino-ches, 6 (46-33-10-82). DOMANI, DOMANI (R., va.): Cine Beaubourg. 3: (42-71-52-36); Les Trois Luxembourg. 6: (46-73-97-77); UGC Rotunde, 6: (45-74-94-94).

DROLE D'ENDRORT POUR UNE RENCONTRE (fr.): Lineanaire, 6' (45-4457-34).

EAT THE RICH (Brit., v.a.): Forum
Orient Express, 1" (42-33-42-26).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.a.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont
Ambassado, 8" (43-59-19-08); George
V. 9" (45-62-41-46); 14 Juillet Bestille,
11" (43-57-90-81); Escarial, 13" (47-0728-04); Gaumont Parrasse, 14" (43-3530-40); Gaumont Alésia, 14" (43-2784-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15"
(45-75-79-79); v.i.: Rex, 2" (42-3683-93); UGC Gobelins, 13" (43-3623-44); Miramar, 14" (43-20-89-52);
Gaumont Convention, 15" (48-2842-27); Pathé Clichy, 18" (45-2246-01); Le Gambetta, 20" (46-3610-96).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE

10-96).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.): Gaumont Les Halles, !* (40-26-12-12); Gaumont Des Halles, !* (40-26-12-12); Gaumont Coden, & (47-42-60-33); 14 Juillet Odén, & (43-25-59-83); Le Pagode, & (47-65-12-15); Gaumont Champs-Elyabes, & (43-59-04-67); 14 Juillet Sestille, 11* (43-57-90-81); Canmont Pannasse, 14* (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugreneffe, 15* (45-75-79-79); v.f.; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06).

06-061.

LE FESTIN DE BABETTE (Dun. v.a.):
Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

FUTUR IMMEDIAT, LOS ANGELES
1991 (A., v.a.): Forum Orient Express,
1º (42-33-42-26); UGC Danton, 6 (4225-10-30): George V, 8 (45-62-41-46);
v.f.: Rex. 2 (42-36-33-93); Paramount
Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelius, 13 (43-36-23-44); Les Mozoparnos,
14 (43-27-52-37); Imagea, 18 (45-2247-94).

14" (43-27-52-37); Images, 18" (45-22-47-94).

GORILLES DANS LA REUME (A., v.n.): Forum Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); Kinopanoruma, 15" (43-65-16-16); Kinopanoruma, 15" (43-65-050); v.f.: Rex, 2" (42-36-83-93); Bretagne, 6" (42-25-57-97); Puramount Optra, 9" (47-42-56-31); Les Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Misrial, 14" (45-39-52-43); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Cischy, 18" (45-22-46-01).

18 (43-22-46-01).

1E GRAND BLEU (Fr., v.a.): Grumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); v.f.: Rez (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Las Montparnos, 14 (43-27-52-37).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.a.): Utopia Champolian, 5 (43-26-84-65).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.a.): Cimoches, 6 (46-33-10-82).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.a.): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

HINDERAIRE D'UN ENFANT GATÉ

TINERAIRE D'UN ENFANT GATE (Fr.): Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); George V, 8º (45-62-41-46); Trois Parassiers, 14º (43-20-30-19).

44-57-34).

LE MATTRE DR. MUSIQUE (Bel.):
Ciné Beanbourg. 3º (42-71-52-36):
UGC Odéon. 6º (42-25-10-30): UGC
Rotonde. 6º (45-74-94-94): UGC
Champo-Elynées. 8º (45-62-20-46):
UGC Opéra. 9º (45-74-95-40): UGC
Lyon Bestille. 12º (43-43-01-59): UGC
Gobelins. 13º (43-43-31-44): Mistral.
14º (45-19-52-43): 14 Juillet Beaugronelle. 13º (45-75-79-79).
LES MARIS. LES FEMANTES. LES

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); 14 Juillet Octon, 6= (43-25-59-83); Elysten Lincoln, 8= (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, 11= (43-57-90-81). E MOINE NOIR (Sov., v.a.): Le Trium-phe, 8" (45-62-45-76). MON CHER SUIET (Fr. Suis.): Saint-Audré-des-Arts I, 6' (43-26-48-18). MOONWALKER (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46). NATAL (Fr.-Brés., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86): 14 Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00).

v.o.): Le Triumphe, 9: (45-62-45-76).
L'OUES (Fr-All.): Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Miramar, 14: (43-20-80-52).

(43-59-19-08); Grumont Ambustade, 8:
(43-59-19-08); Miramar, 14: (43-20-89-52).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI
(Fr.): UGC Ermitage, 8: (45-63-16-16); UGC Optra, 9: (45-74-95-40); Miramar, 14: (43-20-89-52); Convention Saimi-Charles, 15: (45-79-33-00).

PARRAIN D'UN JOUR (A. v.o.); Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); 14: Juillet Oddon, 6: (43-59-19-08); Genmont Ambustade, 8: (43-59-19-08); George V, 9: (45-62-41-46); La Nonvelle Maxieville, 9: (47-70-72-86); 14: Juillet Bastille, 11: (43-57-90-31); Ganmont Aldein, 14: (43-27-84-50); Sept Parassistens, 14: (43-27-84-50); Sept Parassistens, 14: (43-27-84-50); Sept Parassistens, 14: (43-27-84-50); Parassistens, 14: (43-27-84-50); Sept Parassistens, 14: (43-27-84-50)

PELLE LE CONQUERANT (Dan., va.) : Cinoches, & (46.33-10-82).

La Petite Volleuse (%): Gammont Les Helles, 1° (40-26-12-12); Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77); Elysées Lincoln, 8° (43-39-36-14); Gaumont Ambessade, 8° (43-59-36); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); Les Montpartaus, 14° (43-27-52-37); Gaumont Convention, 19° (48-28-42-27).

PHANTASM II (°). (A., v.l.): Rex, 2° (45-74-94-94); Images, 18° (45-22-47-94).

47-94).

LE PRÉCE DE VÉNUS (All. vo.): Bienvende Montpartesse, 19 (45.44-25-02).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin. v.f.): Forum Crient Expres. 1º (42-33-42-26); Utopia Champoliou, 9· (43-26-84-65); Stadio 43, 9· (47-70-63-40); La Bastille, 11º (43-54-07-76).

QUI VEUT LA PÉAU DE ROGER RABBIT? (A. v.a.): UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); v.f.: Rez. 2º (42-36-83-93); Les Montparton, 14º (43-27-52-37).

EADRO CORREAU (Fr.): UGC Momparusse, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelini, 19 (43-36-23-44); Images, 18 (45-22-47-94).

SALAAM BOMBAY 1 (indo-Fr., VA.): Lucernsire, 6 (45-44-57-34). Lucernsire, 6' (45-44-57-34).

SALSA (A., v.a.): George V, B' (45-62-41-46); v.L.: Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); Farcette, 13' (43-31-56-86).

LE SORGHO ROUGE (Chin., v.A.): Forum Orient Express, 10' (42-33-42-26); Chiny Palace, 9' (43-54-07-76); Les Trois Babzac, 8' (45-61-10-60); La Bastille, 11' (43-54-07-76); Sept Paramount, 14' (43-20-32-20).

LA SOURE (Fr.): Forum Orient Express.

siens, 14 (43-20-32-20).

LA SOURE (Fr.): Forum Orient Express,
1* (42-33-42-26); Pathé impérial, 2*
(47-42-72-52); Pathé MarigaraConcorde, 8* (43-59-92-82); Fauvette,
13* (43-31-56-86); Pathé Momparnasse,
14* (43-20-12-66); Convention SaintCharles, 15* (45-79-33-00); Pathé Cichy, 18* (45-22-46-01); Le Gembette,
20* (46-36-10-96).

LE SUD (Arg.-Fr., vo.): Sopt Parnasnicas, 14* (43-20-32-20).

LA TABLE TORIENNANTE (Fr.): Esée

siens, 14 (43-20-32-20).

LA TABLE TOURNANTE (Pr.): Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES TRIBULATIONS DE RALTHA-SAR ROBER (Pol-Pr., v.o.): Les Trois Lunembourg, 6' (46-33-7-77).

TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.): L'Entropôt, 14' (45-43-41-63).

TUCER (A. v.a.) : Breisges, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéos, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23) ; Escarial, 13 (47-07-28-04).

UN MONDE A PART (A., v.a.) : Conches, 6 (46-33-10-82). UN POESSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-

60-33); Pathé Hantefanille, & (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, & (42-22-72-80); La Pagode, D. (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, & (47-20-76-23); Gaumont Parmasse, 14- (43-35-30-40); 14- Juillet Beaugranelle, 15- (45-57-79-79); UGC Maillot, 17- (47-48-06-06); v.f.: Pathé Franças, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67); Pathé Monparasse, 14- (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14- (43-71-84-50); Pathé Monparasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-77); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

VELVE MASS PAS TROP (A., v.a.); UGC Binnitz, & (45-62-20-40).

LA VOLUVRE (Fr.); Gaumont Les Halles, 14- (40-26-12-12); Gaumont Anbassade, & (43-35-30-40); Gaumont Anbassade, & (43-33-30-40); Gaumont Convention, 15- (48-22-42-27).

WILLOW (A., v.a.); UGC Erminge, & (43-63-14-16); C. (6GC Montray-

Convention, 15 (48-28-42-27).

WILLOW (A., v.o.): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31).

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.): Ciné Benubourg, 3 (42-71-52-36); Clumy Palace, 5 (43-54-07-76); 14 Juillet Parnesse, 6 (43-26-38-00); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); La Bastille, 11 (43-54-07-76).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ACCUSÉS. (*) Film eméricain de Jonathan Kaplan, v.o.: Ciné Besubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danten, 6 (42-25-10-30); UGC Rounde, 6 (43-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-00); UGC Convention, 19 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

10-96).
LES CANNIBALES. Film portuguis de Manorl de Otiveira, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Sains-Germain Stadio, 3" (46-33-63-20); Le Triomphe, 8" (45-62-45-76); Max Linder Pandrama, 9" (48-24-88-88)

Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88).

SUIS LE SERGNEUR DU CHATEAU. Film français de Régin Wargnier: Forum Horizon, 1" (45-0857-57); Pathé Impérial, 2"
(47-42-72-52); Pathé Hamefenille,
6" (46-33-79-38); UGC Montparnause, 6" (45-74-94-94); Pathé
Marignan-Concorde, 8" (43-5992-82); Saint-Lazure-Pasquier, 8"
(43-67-35-43); Les Nation, 12" (4343-04-67); Fanvette, 13" (4343-04-67); Fanvette, 13" (43-3156-86); Mintral, 14" (43-38-82-43); 43-04-67); Faurette, 13th (43-31-56-86); Mistral, 14th (43-32-52-43); Sept Parnassiens, 14th (43-20-32-20); 14 Jeillet Beaugrenotle, 15th (45-75-79-79); UGC. Convention, 15th (47-48-06-06); Pathé Chichy, 15th (47-48-06-06).

MADAME SOUSATZRA. Film américain de John Schlesingur, v.a.: Garmont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Vendème Opéra, 2° (47-42-97-52); Pathé Hantefenille, 6° (46-33-79-38); George V. 8° (45-62-41-46); La Nouvelle Mazéville, 9° (47-70-72-86); La Bastille, 11° (43-34-07-76); Trois Parmasières, 14° (43-20-30-19).

MONTIE-MONTIE. Film français de Paul Bonjeanh; Forum Arro-a-Cel, 1° (42-97-53-74); Pathé Mariguen-Concorde, 8° (43-59-92-82); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); Fanvette Bs. 13° (43-31-60-74); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Trois Scorfein, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

MORT D'UN COMIMIS VOYA-GEUR Film américain de Volker Schlöndorff, vo.: Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); Max Linder Panonana, 9° (48-24-88-88); UGC Lyon Bustille, 12° (43-43-01-59); vf.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40).

SCOOP, Film américain de Ted Kotcheff, vo.: Forum Horizon it f.63.

SCOOPER, 9 (47-493-40).

SCOOP. Film américain de Trol Kotcheff, v.o.: Forum Horizon, 1º (43-08-57-57); Pathé Hantefeuile, 6º (46-33-79-38); Pathé Minigam-Cancorde, 8º (43-59-92-82); v.f.: Saint-Lazaro-Pasquier, 8º (43-87-35-43); Paramount Opées, 9º (47-42-56-31); Fanyette, 1.3º (43-31-42-56-31); Fanvette, 13* (43-31-56-86); Pathé Montparnase, 14* (43-20-12-06); Convention Seint-Charles, 13* (45-79-33-00).

TABATABA. Film franco-malgache de Raymond Rajnonsrivelo; Racine Odéon, 6* (43-26-19-68); Stedin 43, 9* (47-70-63-40).

And the second of

Med

19 w

1

-

offering . It

Strains.

Temperature.

4:12

il.

The second secon

5 100 a

The same

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4948

HORIZONTALEMENT

 Spécialiste de certaines manœuvres. Création du passé. – II. Peuvent être chassées en toutes saisons. Empêche d'alter droit au but. – III. A de beaux brins de plumes. Faisait la mesure. Source de violence. - IV. Pronom.

pas plein de com-préhension. Conjonction. Suivras une direction. - V. Est à l'ombre. Finit par s'abimer. Prouve que rien n'a changé. - VI. Peut être amené à « poser » de nombreux lanins. Visible près de certaines vrilles.
- VII. Ce n'est pas pour accorder ses violous qu'ils peuvent être utiles. A donc fait

des heureux. -VIII. Mangeurs d'herbe. Tronc qui a de nombreuses branches. Préfixe. -IX. Traduit différents sentiments. Ne parle pes sérieusement. Démon-tre. — X. Assista à une tardive arri-vée. Aime bien les bouquets. Est habitué à voir les choses de haut. — XI. Certains l'ont continuellement sur le dos. A beaucoup bâti grâce à de nombreux travaux. — XII. On fait pression sur lui. Passe par Périgueux. Faite pour refaire. moufles. A craqué pour « Carmen ». ~ XIV. Mot de passe. Pas très loin de Laval Charges sans dignité. -XV. Agents de transmission. Marque l'égalité. A un petit lit.

VERTICALEMENT

 Nombre d'entre eux sont de vraies limaces. Travaille la terre loin d'ici. - 2. Fait prendre les armes. Fait de nouveau porter. - 3. Est appelé à voir partir des gens. Donne des boutons. - 4. Est employé pour faire le « marché ». Anteur ancien. - 5. Grace à elle, d'aucuns out fait de bonnes « sorties ». Conjonction. Susceptibles d'être bien vus sans pour autant se faire remarquer. -6. Cité auvergnate. Fait appel. Cen-tre de recherches. - 7. Permet de ne pas s'attarder. Hérome de Zola. Lieu de combat. - 8. On s'y met très régulièrement. Eléments d'une



9. Endroit où l'on met souvent la main au conteau. Vivent sur la pierre. – 10. Fait grossir un canal. Qui s'est donc fait voir. – 11. Déplace des foules. Ne saurait satisfaire ceiui qui voit grand. Passe avant les autres. Repousse les ténèbres. - 12. Attisait des passions. Compagnon de Mandarin. -13. Favorisa de sages pensées. Quelqu'un qui peut se mettre au courant. - 14. Retire les pieds. Va aux champs. - 15. Préposition. A pris fin il y a très longtemps. Pas

Solution du problème nº 4947

Horizontalement 1. Médiateur. — II. Acariens. — III. Naniame. — IV. Al. Gil. — V. Glu. G.I. Ça. — VI. Elle. Noir. — VII. Recousa. — VIII. Sels. Lin. — IX. Réitère. — X. Eva. Ma. —

XI. Massepain. Verticalement

1. Manager. Hem! - 2. Ecailles. Va. - 3. Dan. Ulcères. - 4. Iris. Eole. - 5. Ais. Usine. - 6. Témoins. - 7. Ente. Onlema. - 8. Us. Ici. Irai. - 9, Clarine.

GUY BROUTY.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

10 17 17 17 17 L.

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN

THE PERSON NAMED IN

The state of the s

The second secon

Control of the Contro

The second secon

The second secon

The second second

THE WAY WAY

The same of the same of The second sections

The Total State Comme

And the state of the same of t

Company of the same

William of Bridge

Section 1975

Sugar Str. Sum.

War 4 4 4 4

The Waynes of the Board of the THE PERSON OF TH

The American Street and The state of the s The second of the second of the second

The state of the s

Special Control of the second Appending the second

The second of the second The second second

The second

A Comment of the Comm

And the second second second

The same of the same of

18 8

Maria de la como de la

Age of the second The state of the state of the 1 ... m. 1 1 Age of the second secon Agreement the major that Age and the second per from the second Code the second All and the seconds

The state of the s

TOP TO STATE OF THE STATE OF TH

Talent at

16 17 18

LES FILMS NOUVEAUX

State line and the state of the

The second secon

The second secon

The state of the s

The second of th

 $\frac{\log (w-\mu^*) + \log (\log \log k)}{|w-\mu^*| + \log \log k}$

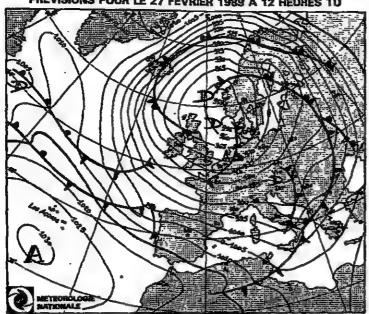
Total Asia for terring

Age of Section 1982.

2 2 4 4 5 6 2 8 Wall

\$ 5

SITUATION LE 25 FÉVRIER 1989 A 0 HEURE TU PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 février à 0 heure et le dimanche 26 février à 24 heures.

La dépression sinée sujourd'hui sur le Sud de l'Irlande se déclarera progres-sivement vers le nord de la France, puis vors le Danemark. Ainsi, le système per-turbé très actif qui lui est associé, traversers is France sujourd hui dans un rapide flux d'onest, tout en provoquant la tempête. Demain, la situation ne s'améliorera qu'après le passage d'un from froid secondaire.

Dimanche : tonjours du vent violent sur l'Ouest, mais c'est sund par Pouest que l'amélioration arrivers.

En début de journée, ou ne fera pas une grande différence par rapport a aujourd'hui. Le temps sera médiocre sur tout le pays, avec un cicl convert, des averses ou des pluies en toute région. Des orages éclateront sur le Massif Central et il n'est pas impossible de voir d la grêle. Le veni d'ouest sera violent sur les côtes de l'Aquitaine, des Charentes, de

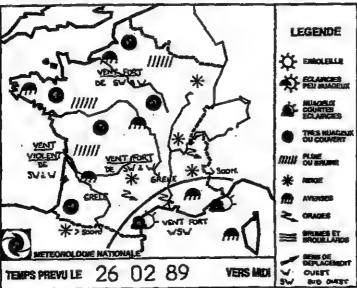
la Vendée et du sud de la Bretagne. Les rafales atteindront 100 km/h. Dans l'intérieur et sur le littoral de la Man-che, le vent d'ouest soufilers en pointes de 70 à 80 km/h.

Les régions méridionales et la Corso feront figure de privilégiées avec un ciel moins chargé qu'ailleurs. Toutefois, on emendra l'orage près du golfe du Lion.

La neige tombera à partir de 500 mètres sur les Pyrénées et de 300 mètres sur les autres massifs tout au long de la journée. Au fil des heures, des éclaireies par-

viendront à se ménager une petite place sur le littoral atlantique. L'amélioration sera nette dans l'après-midi, avec l'arrêt des précipitations de l'Aquitaine au Limousin, aux Pays de Loire et à la Bre-tagne. Le vent d'ouest à nord-ouest sers

Sur les autres régions, ça ne s'arran-pera guère. En particulier de l'Alsace au Lyonnais et aux Alpes, on ne verta pas le soleil de toute la journée.



	Valo 989 à 6	urs ex	trêm	maxima es relevées entre es la 25-2-1985	1			le	25-2-19	89 89	}
F	RANCI	[TODES		3	0	LOS ANCE			N
	14			TOULOUSE		4		LUXD34B0		_	
ALACCED		9	P	POINTEAPHRE	30	21	10	MADRID.			C
MARRIEZ	22201 -	4	P	ÉTRA	NGE	R		MATRIALE.			P
BOURGES		1	D	ALGER	16	11	T			_	7
CEST		- 4	P	AMSTERDAM		- 5	P	MILAN			D
CAEN		2	С	ATRENES		13	Ĉ		<u> </u>		A
CHERBOURG		3	A	BANGELE		25	P	MOSCOU.		_	
CLERMONT	ERR. 10	1	N	BANGE OF		2	Ď.	NATHOR .			D
DUON	10	2	D	ED GRADE		11	C	NEW-YOR			C
GRENOSLE S	ME 14	3	D	REPLEY :		. 12	P	020			C
TRIE	7	3	C	BUNDLES		7	-	PALMA-DE			N
LIMOGES	6	2	A	LE CAIRE		10	Ď	PÉKIN			D
LYON	12	4	D	COPENSIAGRE		3	P	100-06-JA	1990 . 33	24	D
MARSERLEA		5	D	DAKAR		18	Ď	DIE	17	11	P
NANCY		4	D	DELE		11	Ď	SINGLIFOX		24	C
NANTES		- 4	P	DESEA		13	N	STOCKER	X 4	. 0	C
NICE		6	P	GENEVE	_	ĭ	D	STENEY .	27	20	D
PARIS MONES		•	C	HONGRONG		16	D	TOXYO	6	5	P
PAU		3	P			10	D	TINE		12	P
PERTICIAN .		3		PERSIEN		5	D	VARSOVIE		7	N
DENAME		و	A	TIZBOIG/E		12	Ā	VENEZ		9	С
STRASBOURG		4	Č	LONDRES		2	D	VERNE.		8	С
A	В			DI	V	C)	P	T	*	
averse	brume	cour			el Jenx	GE 9	ge	phie	tempête	nei	88

PARIS EN VISITES

- Une heure an Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard de Ménilmomant, face rue de la Roquette (V. de Langlade). - L'hûtel de Lanzan », 14 h 30, mêtro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

Pont-Marie (P-1. Jasier).

L'UNESCO. Visite et film

"Tegypte". 14 h 30, place Fontenoy
(Tourisme culture!).

Le Palais de justice en activité".

14 h 30, devant les grilles (M.-C. Las-

- L'ancien village d'Auteuil », 14 h 30, métro Egliso d'Auteuil (Les

«Le Palais de justice en activité» 14 h 30, devant les grilles (M. Pohyer). « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie mêtro Saim-Paul (Résurrection du Passé). - Montée dans la coupole et les cam-paniles de l'église Saint-Augustin -, 14 h 45, mêtre Saint-Augustin. Lampe de poche (M. Banssar).

La Sorbonne et le quartier de l'Université., 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

Le Panthéon et la hibliothèque

Sainte-Genevière . 15 houres, porte d'entrée, rue Clothilde (Paris et son his-«Les Compagnons du devoir du tour de France. Histoire, chefs-d'œuvre, fonctionnement», 15 heures, devant l'entrée, 82, rue de l'Hôtel-de-Ville

(Conneissance d'ici et d'ailleurs). MONUMENTS HISTORIOUES

« Exposition Claude Perrault (1613-1688), médecin, savant et architecte ». 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, «La place Dauphine et la statue équestre d'Henri IV », 15 heures,

CONFÉRENCES

square du Vert-Galam.

Musée des monuments français, place du Trocadéro, 18 h 15 : «Le Jansé-nisme, état présent des études», par B. Chédomau.

B. Chédomeu.

35, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : « Les forces économiques et
sociales. Le programme Delors. La perspective 1993 », par J. Moreau (Maison
de l'Europe).

78, bonlevard Malesherbes, 20 h 30 :
« La religion des esclaves, un culte de
possession pratiqué acmellement au
Maroc », par V. Paques (L'Homme et
la commissance).

20.45 Jenx: Interglaca, 22.20 Magazine: Ushmala, 23.15 Feallleton: Mont-Royal (8º épisode), 0.05 Journal, 0.25 Série: Drôles d'histoires, 0.50 Série: Drôles d'histoires, 1.15 Série: Mannix.

26.40 Variétés : Champe-Elysées. 22.25 Série : Médecios de suit.

23.25 Journal. 23.40 Magazine : Lamettes noires pour mits blanches.

20.30 Saundynamite. 21.50 Journal. 22.15 Magazine: Le divan. Invité: Patrick Sébastien. 22.35 Magazine: Musicales. 23.35 Magazine: Sports 3.

6.30 Documentaire : Histoires unterelles, 7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.50 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 8.00 Jurdinez avec Nicolas, 8.15 Clab Documbée dimanche.

ponsieur le maire. 8.00 Jurdmer avec Nicolas. 8.15 Clab Derothée dimanche. 8.25 Spécial DIsney dimanche. 9.30 Sèrie : Les chevaliers du cicl. 10.00 Pas de pitié pour les croissants. 10.30 Magazine : Les animans du moude. 11.90 Magazine : Anto-moto. 11.30 Magazine : Téléloot. 12.30 Jeurs Le juste prix. 13.00 Jeurnal. 13.20 Magazine : Reportages. 13.35 Série : Tounerre de fea. 14.25 Moudo Diago. 14.50 Série : Rick Hanter, inspecteur choc. 15.49 Tiercé à Vinconnes. 15.50 Série : Pour l'amour du risque. 16.40 Dessins assinés : Disney parade. 17.55 Série : Douce France. 18.20 Série : Vivement handi 118.50 Magazine : 7 ser 7. Invité Laureut Fabius. 20.60 Journal. 26.40 Cinéma : le Verdict mu 22.55 Magazine : Sport dimanche soir. 23.40 Journal et Météo. 9.85 Documentaire : Allers-retours. 8.50 Concert.

8.30 Magazine : Cilin-matin. 9.00 Emissions religiouses.

8.30 Magazine: Călin-matin.
9.00 Emissiona religieuses.
12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin.
15.08 Série: Magama. 15.50 L'école
des fazs. 16.40 Tăléfiho: Le code
Rebecca. 17.40 Documentaire: L'odyssée sous-marine du commandant Consiese. 18.30 Magazine: Stude 2.
19.31 Série: Maguy. 20.00 Journal.
20.35 Série: Les esquêtes du commissaire Maigret. 22.00 Musiques au
com. 23.20 Journal. 23.45 Magazine:
Apos. 0.00 Documentaire: L'adyssous-marine du commandant Conses (rediff.).

TF 1

A2

LUNDI 27 FÉVRIER

Charles.

le 14 l'évrier 1989.

- Marie-Paule et Fabrice HERRIN

Christophe le 22 février 1989.

Décès Mª Henri Aigueperse,

Ses enfame,
Et ses petits-enfants,
out la tristesse de faire part de décès de

teurs et professeurs d'enseignement général de collège (SNI-PEGC). La Fédération de l'éducation natio-

Et toutes les organisations du Comité

de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (OCOMCEN), out la grande tristesse de faire part du décès de

Hami AIGUEPERSE. secrétaire général du SNI de 1946 à 1953.

fondateur de la MGEN.

SNI-PEGC.

Le Carnet du Monde

Naissances

Julie, Caroline et Anne, ont la iole d'annoncer la paissance de

La Tour de Fournieux, 73460 Montailleur. 73200 Albertville.

annoncent l'entrée dans la vie de

5, rue Alexis-Chanssinand, 94200 Ivry.

M. Henri AIGUEPERSE, survenu le 22 février 1989, à l'âge de

L'inhumation a en lieu dans l'inti-mité, à Bois-le-Roi (Scine-et-Marne).

- Le Syndicat national des institu

nale (FEN).

La Muruelle générale de l'éducation nationale (MGEN).

La Fédération générale des retraités orientale (CEMO),
Sa cofondatrice, Yvette Grimaud,
Son président, le professeur Tran Van
Khé,

grande figure du mouvement syndica) et de l'action pour l'émancipation des hommes. dans sa quatre-vingt-septième amée.

Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité le 24 février, à Bois-le-Rei (Seine-et-Marne).

209, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Télévision

Les programmes complets de radio et de étiévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté disassede-landi. Signification des symboles : > Signifé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter u Ou peut voir u u Ne pas manquer u u u Chef-d'ouvre ou classique.

Samedi 25 février

20.30 Sèrie: Palace. 21.45 Les superstars du catch. 22.40 Spectacle: Magic, magic, 23.00 Cinéma: le Principe de l'arche de Noé 10 0.25 Cinéma: Saxo 10 10 2.20 Cinéma: Candy Monatain 20 10 3.45 Boxe. 5.30 Série: Berge-

20.38 Téléfilm : Epreuve de force.
22.15 Série : La belle et la bête.
23.15 Magazine : Télé matches.
23.25 Série : Arabesque. 8.00 Journal
de minuit. 0.05 Arabesque (suite).
0.25 Série : Amicalement rôfre.
1.15 Les enquêtes da commissaire Maigret (rediff.). 2.45 Journal de la mait.

Dimanche 26 février

6.40 Magazine: Sports 3 (rediff.). De 8.00 à 9.00 Amuse 3. 9.00 Magazine: Rencontres. > 10.30 Magazine: Latitudes. 11.30 RFO bebdo. 12.00 Musicales (rediff.). 13.00 Magazine: D'un soiell à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine: Sports loisirs. 19.00 Série: Les aventures de Sherlock Holmes. 20.00 Série: Benny Hill. 20.30 Documentaire: Au cour du dragon. 21.30 Magazine: Océaniques. 22.95 Journal. 22.30 Cinéma: le Sexe faible a m 23.50 Musiques, masique.

En cinir jusqu'il 7.50. 7.00 Top 50. 7.50 Cabou cadin. 8.15 Boxe (rediff.). 8.45 Cinéma: la Folic Journée de Ferris Bueller u 10.25 Cinéma: Mis-

Ferris Bueller w 10.25 Cinéma : Mission w m En clair jusqu'à 14.00.

12.30 Magazine : Avance sur image.

13.05 Magazine : Mon zénith à moi.

14.00 Série : Les jupous de la Révolution.

15.40 Documentaire : Australie, un nutre monde. 16.05 Spécial surprise sur prise.

17.00 Basket-hall américain.

17.55 Magazine : Sport flash.

18.00 Cinéma : Par le fer et pur le fen m En clair jusqu'à 20.30.

14.45 Desia : Le Culottes rouges m m

0.05 Cinéma : la Culottes rouges m m

0.05 Cinéma : la Maison des spectres m

1.30 Cinéma : N'oublie pas ton père an vestialre o

6.30 Le Journal permanent. De 7.30 à 11.00 Dessins animés. 11.00 Série : Antonna. 12.00 La belle et la bête (rediff.). 13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : Le ernel échange. 15.05 Télé-

CANAL PLUS

LA 5

FR3

CANAL PLUS

vestiaire C

LA 5

 M= Yvome de Albertis. Ses enfants et petits-enfants, M. Gabriel Cayol, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre René de ALRERTIS.

survenu le 20 l'èvrier 1989, à l'âge de

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont en lieu le 22 février, à Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône).

- Beaumont (Puy-de-Döme). Riom

M= Marie-Ange ARNAUD, née Chahanet,

survenn le 24 février 1989, dans sa

Les obsèques auront lieu le lundi 27 février, à 10 h 30, en la basilique Saint-Amable, à Riom (Puy-de-Dôme).

Le présent evis tient lieu de faire-

- Le Centre d'études de musique

Et amis, ont la tristesse d'annoncer la brusque

disparition de leur cofondatrice et secré-taire générale jusqu'en 1981,

M= Nelly CARON FISCHER,

La cérémonie religieuse a cu lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Lacunec, 4, impasse Oudinot, Paris-7°, le samedi 25 février, à 9 beures.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnes du Mondo », sons priés de joindre à leur envol de texte une des dernières bandes pour justifier de

2.50 Bouvard et compagnie (rediff.).
3.10 Magazine: Ciné Cinq (rediff.).
3.20 Volsin, voisine (rediff.).
4.20 Fenilleton: Dominique. 5.00 Volsin, voisine (rediff.).
6.00 Bouvard et compagnie (rediff.).
6.20 Massique:
Aria de rêve.

20.35 Telefilm : Massacre au camp

film: Poirot joue le jeu. 16.50 Magazine: Télé-Matches. 17.55 Série: 200 dollars pius les frais. 18.50 Journal lunages. 19.00 Série: La fièvre d'Hawail. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma: la Dérobade m. 22.30 Cinéma: les Bijoutiers du clair de lune 0 0.00 Journal de minuit. 0.05 Cinéma: Pauline et l'Ordinateur m. 1.35 Magazine: Ciné Ciné (rediff.). 1.45 Cinéma: la Grande Récré 0 3.15 Magazine: Ciné Cinq (rediff.). 3.25 Cinéma: les Lokes de Lois m. 4.50 Musique: Aria de rève.

8.40 La hicarne d'Amitear. 9.00 Jen :
Clip dédicace. 11.00 Revener quand
went voulez. 11.55 Indoconsommation.
12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Misgarine : Ciné 6. 12.30 Série :
La petite maison dans la prairie.
13.20 Téléfini : Le noir et le blanc.
14.50 Téléfini : Le noir et le blanc.
14.50 Téléfini : Le noir et le blanc.
16.35 Migarine : Quand la science
mène l'esquête. 17.30 Misgarine : Le
glaive et la balance. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Rrigade de mit. 19.00 Série : Espion
modèle. 20.00 Série : Cosby show.
20.35 Chiema : les Prédateurs du
futur

22.25 Capital (rediff.).
22.30 Chiema : A bour de souffile in un
0.00 Revenez quand vous voulez
(rediff.). 0.55 Musique : Boulevard des
chys. 2.00 Malaventure (20 épisode).
2.10 Anne, jour après jour (20 épisode). 2.25 M 6 aime le cinéma
(rediff.). 3.15 Documentaire : S'il te
plaît, moutre-moi nos histoires.
3.40 Magarine : Quand la science maire : S''l te plaît, moutre-moi nos histoires.
1'enquête (rediff.). 4.30 Documentaire : S''l te plaît, moutre-moi nos histoires. 4.55 Malaventure (rediff.).
5.05 Anne, jour après jour (rediff.).
5.20 Poly en Tunisie (4 épisode).
5.45 Missique : Roulevard des clips.

tro-vingt-sixième amée.

18, rue de Boisséjour,

Tous ses professeurs,

le 22 février 1989, à Paris.

cette qualité.

Collaborateurs,

63110 Beaumont

Les familles Arnaud, Rosnet et Brisseau, Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,
Ainsi que les familles Tissandier, Parquet, Chabanet, Sauvestre, Roussel,
font part du décès de

survenu le 23 février 1989.

106, quai Louis-Blériot.

(Le Monde du 25 févriet.)

- On nous prie d'annoncer le retour

M. Frederic

survenu le 22 février 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 février, en l'église de Notre-Dame d'Antenil, 1, rue Corot, Paris-16, à 15 h 45.

Et ses amis,

110-112, avenue Mozart, 75016 Paris.

M. Xavier Prosperini,
 MM. Christian et Robert Prosperini,

Et ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de M= Xavier PROSPERINI,

née Albertine Bergogne, directrice d'école bonoraire,

survenu brutalement, le 16 février 1989,

Les obsèques ont eu lieu à Toulon, le

111, chemin du Soleil-Levant,

- Martine Corneloup,

Nathalic,

Les obsèques auront lieu mardi 28 février 1989, à 14 à 15, en l'église Saint-Rémi de Maisons-Alfort.

Ou'il repose en paix.

Remerciements

20.35 Téléfam: Massacre an Camp gréé. 22.06 Téléfam: Entre files et Maña, 23.45 Six minutes d'informa-tions. 23.50 Musique: Boulevard des clips. 2.06 Magazine: Adventure (rediff.). 2.25 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 3.20 Magazine: Le glaive et la balance (rediff.). 4.10 Magazine: M6 aime le cinéma (rediff.). 5.05 Magazine: Adventure (rediff.). 5.30 Musique: Boulevard des clips. née Fitouri, M. Paul Fourcroy très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès

M. Abdelkader FITOURL

leur père, beau-père et grand-père,

Anniversaires

Micbel LÉVY (X70),

une pieuse pensée est demandée en ce dix-septième anniversaire de sa mort.

- Teaves Remard Lazers, pround Michmar: Claude Klein, juriste, profes-seur de droit international à l'université thème : . l'Etat d'Israël et le judaïsme », mardi 28 février, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003.

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME LE JOUR MEME
s'ils nous perviennent avant 70 h
au siège du journel.
7, r. des kellens, 75427 Paris Cédex 09.
Télex MONPAR 650 572 F. Télécopieur : 45-23-06-81.

Terif de la figne K.T.

- Les amis de

Nelly CARON

invitent à s'unir dans la prière pour le salut de son âme.

- Pénètre en toi-même et lu trou-

samedi 25 lévrier, à 9 heures, amphi-théâtre de l'hôpital Laëmec, 4, impasse Oudinot, Paris-7°. Renée Juresco,
 Mathilde Pascalis
et ses enfants,
 Mario-Claire Negroni,
 Pierre et Maria Juresco
et leurs enfants,
 Inniverse de leurs enfants,

Janine Lévy et son lils, ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel JACNO,

L'incinération aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 1= mars,

75016 Paris. 10, rue Galvani, 75017 Paris,

LE NEPVOU de CARFORT,

De la part de Sa famille

dans l'ordre des Palmes académiques,

à l'âge de soixante-quatorze sos.

ont la douleur de faire part du décès à l'âge de trents-huit ans, de

Jean-François RETZ.

remercient tous ceux qui se sont associés

- A tous ceux qui ont connu et aimé

Communications diverses

CARNET DU MONDE

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatores et facturées. Minimum 10 lignes,

E comité régional de tourisme d'Ile-de-France, dans le rapport qui a permis au conseil régional d'élaborer un schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, consacre un long chapitre au parcs de loisirs à thème. Ceux-ci ont, ces dernières années, » sait l'objet d'un véritable engouement » mais ont entraîné chez leurs promoteurs une certaine

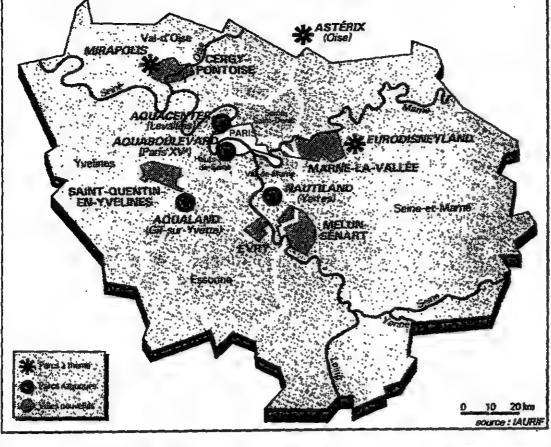
Le plus important de ces parcs, celui dont l'avenir paraît le plus assuré, mais dont les «retombées » doivent être soigneusement précisées et, si possible, contrôlées, est évidemment celui d'Eurodisneyland, qui doit ouvrir en 1992 à Marne-la-Vallée.

La déception des exploitants des parcs de loisirs français s'explique de deux façons. La frequentation a été inférieure à ce qui était prévu : ils attendaient 4 200 000 visiteurs en 1987, ils n'en ont accueilli que I 150 000, soit 37 % de leurs objectifs.

Compte tenu de l'importance des investissements qu'ils ont engagés, la rentabilité de leurs entreprises reste aléatoire. Plus de 1.3 milliard de francs correspondant aux trois premières réalisations françaises (Mirapolis, Zygo-folis sur la Côte d'Azur et Futuroscope près de Poitiers), a été investi dans les parcs à thème au cours des trois dernières années, auquel il faut ajouter les 188 millions de france réinvestis en 1988 à Mirapolis.

Français et Américains

L'importance de ces investissements a entraîné, explique le rapport, des montages financiers faisant appel à des opérateurs multiples et variés : établissements financiers, banques, entreprises du bâtiment et des travaux publics, assurances, opera- erreurs d'appréciation?



teurs touristiques, etc. Mais en debors des Schtroumpfs en Lorraine, où les fonds propres atteignent 54 %, dans la plupart des parca ils dépassent rarement 40 % du montant de l'investissement.

Cette insuffisance de fonds propres risque de faire supporter aux gestionnaires un endettement très lourd et de retarder la rentabilisation des capitaux investis. . Dans le meilleur des cas, le retour sur investissement ne devrait interve-

Faute d'expérience et de recul. les études de marché ont été dans une très large part transposées directement des expériences américaines. Or les comportements des Français, face à ces produits nouveaux, sont très différents. Les taux de fréquentation annoncés à partir des zones de chalandise se sont révélés très largement surestimés. Dans le cas de Mirapolis, le taux de fréquentation est estimé à

l'ensemble des parcs est estimé à 2,4 millions de personnes.

Pour les parcs aquatiques (Gifsur-Yvette, Yerres et bientôt Aquaboulevard, à Paris), le recul manque pour dresser un premier bilan. Par analogie avec d'autres équipements du même genre, on peut présumer cependant une certaine difficulté à fidéliser la clientèle; une fois le succès de curiosité passé, les fréquentations se 15 % pour les clientèles situées à stabilisent. Il convient donc de se moins d'une heure et 3 % pour les lancer avec prudence dans ce Comment s'expliquent ces autres. Pour la région parisienne, genre d'investissement, conclut le le potentiel de clientèles pour comité régional du tourisme.

Un sort spécial doit, bien entendu, être réservé an projet d'Eurodisneyland. Projet important d'abord par son ampleur : à terme, c'est-à-dire en 2017, deux parcs à thème, 18 000 chambres d'hôtel, deux golfs, etc., sur 1 995 hectares répartis sur cinq communes; des 1992, le Magic Kingdom sur 57 hoctares, avec, on périphérie, 5 000 chambres d'hôtel, 20 000 mètres carrés de commerces, 30 000 mètres carrés de bureaux, un golf de 18 trous, etc. Important ensuite par les investissements prévus : avant 1992, 15 milliards de francs seront engagés par le seul secteur privé (1). Important casin par le nombre des visitenrs attendas : une dizaine de millions par au dès

Mickey

en Seine-et-Marne

Le rapport du conseil régional s'interroge longuement sur l'importance et la nature des retombées que l'on peut espérer d'un tel investissement.

Ces recombées ont été étudiées par plusieurs cabinets et prévoient : 4 000 emplois par an (dont 57 % en région · lle-de-France) en période d'investissement (chantier); 30 000 emplois permanents en fonctionnement; ane incidence sur l'activité de l'ordre de 0,25 à 030 % du produit intérieur brut; des rentrées fiscales supplémentaires : TVA. impôts sur les bénéfices, impôts fonciers et taxes profession-

Au cours de la première phase d'exploitation, Disney envisage pour lui d'employer 12 000 persomes dont 6 000 dans le Magic Kingdom et 5 200 dans les hôtels et les secteurs récréatifs et de ser-

Cette présence d'Eurodisneyland va donc modifier profondément l'équilibre touristique de l'est de l'Ile-de-France. Pourtant. estiment les rapporteurs, « si les retombées et les slux de clientèles apparaissent importants, il convient d'être vigilants et d'assu-rer leur rationalisation dans l'espace et dans le temps ».

Plusieurs questions restent en

 Beaucoup de ces retombées attendues n'échapperont-elles pas à la région, compte tenu, notam-ment, de l'organisation commerciale très intégrée d'Eurodisney.

2) La clientèle sera-t-elle aussi nombreuse que prévu?

3) La floraison de projets hôteliers à la périphérie du parc ne risque-t-elle pas en particulier de conduire à des désillusions chez les exploitants des hébergements de proximité ?

 Les flux touristiques engendrés par les visiteurs du parc n'iront pas de manière naturelle et durable irriguer l'ensemble des établissements et des équipements touristiques de la zone. Bon nombre de ces visiteurs risquent d'être des « clients captifs = prisonniers d'un « 10ur ». estiment les auteurs du rapport qui proposent « une étude plus fine - des retombées attendues et l'installation sur le site d'une Maison du tourisme « bien identifiée et s'inscrivant dans les circuits de communication modernes, destinée à informer et orienter les futurs visiteurs du parc ».

FRANÇOIS RESEYTE.

(1) Le mourage de l'ensemble de (1) La monage de l'ensentat de l'opération est particalièrement complexe puisqu'il met en œuvre de nombreux partenaires : Etat (pas moins de treize ministères), région llo-de-France, département de Scino-et-Marae, RATP et EPA du secteur IV de Marao-la-Vallée, Walt Disney et une société pivot en cours de formation dont le capital est ens nar des actionnaires privés et

(2) La TVA a été ramenée à 7 % r Eurodimeyland, mesure étendue me aux autres passes et aux forains.

and the same

 $\tau_{i+1,j+1,\cdots,j}, \; \tau_{i+1,j+1,\cdots,j+1,\cdots,j}, \;$

the same of the sa

STATUT PRIVÉ OU STATUT PUBLIC ?

Comment gérer la culture ?

A culture coûte cher... (1). Nombre de grandes villes ont donc entrepris d'améliorer la gestion de leurs équipements culturels, avec trois objectifs : diminuer ou stabiliser les budgets, plafonner les ressources venant de la collectivité, augmenter les recettes propres. Le modèle proposé est celui de l'entreprise privée : rechercher l'équilibre, et même le profit.

La privatisation est, il est vrai, extrêmement tentante. Elle permet d'échapper aux nombreuses contraintes du service public : personnel communal, comptabilité publique, annualité du budget, déresponsabilisation

Pour tourner ces difficultés, on assiste à une floraison d'associations parallèles. Jean Guibal, qui dirige le Musée dauphinois à Grenoble, explique qu'une association des Amis du musée a réalisé en six mois 120 000 francs de chiffre d'affaires en vendant des souvenirs à l'accueil. Le Musée de Colmar est géré par une association qui reçoit une subvention de 3,5 millions de la ville sur un budget de 8,5 millions. Le resta provient des entrées (350 000 visiteurs par an), des dons de mécènes et... de la vente des cartes postales (1,5 million).

Problème : la cour régionale des comptes s'intéresse de près à ces activités extrêmement lucratives. Car le statut associatif comporte des inconvénients. Le fisc, en particulier au sujet de la TVA, souhaiterait plus de transparence. Une modification de l'article 6 du code du commerce, intervenue le 8 janvier 1988, crée la SARL d'entrepreneur de spectacles et devrait contraindre toutes les associations culturelles qui recoivent plus de 400 000 francs de subvention à se convertir en sociétés de droit privé. Ce qui concerne la plupart des centres d'action culturelle et des maisons de la culture.

Mais le statut purement privé présente un autre inconvénient : l'abandon par les élus de tout contrôle sur le fonctionnement, la programmation, les objectifs, bref, sur la politique culturelle.

Hors du privé, point de salut ? Le statut public offre en réalité de multiples formules que les collectivités ne songent pas toujours

administratif », mais il peut aussi être «industriel et commercial». Or n'imports quelle activité culturelle peut être considérée comme « industrielle et commerciale », ce qui lui permet de recevoir le mode de gestion, plus souple, de la régie, qui autorise l'autonomie financière (budget et recrutement propres), et même la personnalité civile. Mais, dans ce demier cas, seule la tutelle, c'est-èdire le préfet, peut nommer le directeur. Ainsi, à Briançon, explique Jean-Pierra Rouze, directeur du service des affaires culturelles de la ville, ela programmation annuelle des spectacles a été confiée par le municipalité à une « régie autonome » disposant de la personnalité juridique, d'un comptable assermenté et d'un directeur ». Mais ce dernier est aussi le patron de l'office culturel de la com-

Même les règles des services municipaux « classiques » autorisent la souplesse de gastion, «Les statuts privés servent surtout à masquer l'incompétence», affirme Pierre Métait, secrétaire général de la ville d'Annecy. Les instruments existent: la comptabilité analytique, par exemple, ou encore la séparation des dépenses obligatoires (fonctionnement, salaires), reconduites automatiquement chaque année, des dépenses d'animation, attribuées en fonction du projet présenté par le directeur de l'équipement. Deux méthodes pratiquées à Annecy. Ou encore, pour contourner l'obstacle de l'annuité, la solution du provisionne-

Une journée de théâtre à Angers

La ville d'Angers a mis en place un contrôle de cestion sur tous les équipements culturels. La comptabilité analytique permet l'établissement de tableaux de bord comprenant les relevés des activités du personnel (en nombre d'heures), le nombre d'entrées. et l'utilisation des locaux (dans le temps). Un système de facturation interne entre les différents services municipaux a été instauré, afin d'établir « la vérité des prix ». « Nous avons ou ainsi calculer que le coût réel de fonctionnement du théâtre municipal pendant une

ment, sur une même journée, atteint 13 300 F. le reste étant à la charge du budget municipal, explique Michel Harcouet, chargé de l'opération à la municipalité. Nous avons aussi découvert œu'un élève de l'École des beaux-arts colitait aussi cher qu'un enfant en crèche ; mais le premier paie 400 F d'inscription, et les parents du second

La leçon n'est pas inattendue: la culture, ça coûte cher. Mais de telles méthodes permettent de trouver des solutions. «Le théâtre s'est révélé sous-utilisé : cent soixante et un jours par an. Il a donc été ouvert aux troupes indépendantes, pour leurs répétitions, et à des tournées d'un genre différent des spectacles habituels, afm d'attirer d'autres spectateurs. De même, le programmation a été coordonnée pour éviter les concurrences entre équipements. »

A liyon, une solution plutôt subtile a été trouvée pour la gestion du tout nouveau musée d'art contemporain, dit Musée Saint-Pierre, comme l'explique Gérard Bosquet, directeur des services culturels de la ville, «Dans le budget, on inscrit des recettes égales à zéro et un déficit limité. Ainsi, toute subvention ou don de mécène ou revenu supplémentaire en cours d'année vient accroître la trésorerie, sans retourner au budget général. » En 1988, le budget est de 3 millions, alors que les dépenses réelles sont estimées

Le débat entre gestion publique et gestion privée peut donc être largement dépassé. Le problème est plutôt, comme le dit Guy Saez, chercheur zu CNRS et professeur à l'IEP de Granoble, de « trouver le mode de gestion le mieux adapté à la réalité de la gestion des équipements culturels municipaux ».

ANTOINE REVERCION. (Záliz.)

(1) Le budget cultural des collectivités locales a triplé entre 1978 et 1984. La part des villes représente la moitié des dépenses publiques en faveur de la culture, soit 15 milliards de france en

(2) Soule exception à cette règle: les SEM dont l'objet est la diffusion hertzienne ou par câble d'émissions tâlévisées, où les collectivités doivent

FRANCHE-COMTÉ

Eau filtrée

Les trois cent vingt habitants de la petite commune d'Amoucourt, en Hante-Saone, consomment depuis pen une ean traitée seion la technique de l'« ultrafiltration par membrane », une innovation qui devrait se développer dans les prochaines années. La Lyonnaise des eaux, qui gère le réseau du village, expéri-mente également ce procédé dans deux usines pilotes en Californie. Mais ces dernières fonctionnent pour le moment « à vide ».

L'ultrafiltration par membrane, explique un responsable de la Lyonnaise des eaux, supprime le décanta-tion et le traitement par produits chimiques. Après « dégrillage », l'eau arrive « à très grande vitesse dans des tubes en matière synthéti-que ». La membrane, percée de mil-liers de trous de 0,01 micron de diamètre, retient les diverses particules, les virus et presque tontes les bacté-ries. Mais l'esn subit toujours une phase de chloration pour mer les dernières bactéries avant d'être

envoyée chez les perticuliers. Avec le système classique, l'eau, même parfaitement potable, est parfois trouble, notamment dans les zones rurales », explique-t-on. Cétait le cas à Amoncourt, surtout après les orages. Le filtrage par membrane évite cet inconvénient. Mais, en suppriment les bassins, il permet également un gain de place qui peut se révêler précieux en

PROVENCE - ALPES-COTE D'AZUR

Un château en Vaucluse

Dès le mois de mai, le château de Saumane, propriété du conseil géné-ral du Vaucluse, accueillera le Centre méditerranéen de langues et de

Ce centre départemental de formation permanente et de recherche fonctionnera comme une annexe du GRETA d'Avignon; à l'intention des chois d'entreprise, cadres, sala-riés, édus, étudiants, etc. ; il dispensera des formations liées prioritairement aux langues et cultures méditerranéennes et jumelées à des activités de recherche visant un rapprochement avec les pays du sud de l'Europe, ainsi qu'à l'organisation d'expositions, conférences, visités.

MIDI-PYRÉNÉES

Feu vert pour Puymorens

Le tunnel du Paymorens devrait être ouvert - avant l'été 1994 -, annonce un communiqué du ministère de l'équipement et du logement après une réunion à laquelle ont participé à Paris les principaux respon-sables élus et administratifs des régions intéressées par le projet.

Le tumel du Paymorens, d'une longueur de 4 800 mètres environ. est situé sur la RN 20, à la limite des départements de l'Ariège et des Pyrénées Orientales. Sur la liaison Toulouse-Barcelone, l'ouvrage permettra d'éviter le franchissement du col du Paymorens (1920 mètres), parfois fermé en période hivernale. Il permettra également d'améliorer les liaisons entre les Pyrénées-Orientales et l'Andorre.

Le coût du projet (turnel et accès) est de 550 millions environ. Le financement sera assuré par les collectivités locales (départements de l'Ariège, de la Hante-Garonne, des Pyrénées-Orientales, région Midi-Pyrénées) pour 70 millions, une subvention du FEDER, (Fonds européen de développement régio-nal) pour 180 millions; des emprents gagés sur les recettes de péage pour 300 millions.

L'ouvrage sera concédé par l'Etat à la Société des Autoroutes du sud de la France. L'objectif est de lancer l'enquête d'atilité publique avant l'été 1989.

La capitale du confetti

Il existe une usine près de Castres, dans le Tarn, qui prépare la fête à longueur d'année et a tourné à plein régime en période de Carna-val. La papeterie des Salvages est en effet la dernière fabrique permanente de confettis en France, une autre fonctionnent par intermittence se trouve dans la région de Reims.

En service depuis 1906, l'entre-prise tarnaise emploie sept salariés et fabrique 350 tonnes de confettis par an, soit les trois quarts de la pro-duction et 60 % du marché national. Pour 1989 la mode est an tricolore, bleu-blanc-rouge, commémoration du Bicentenaire de la Révolution oblige. Gros succès anssi pour le confetti phosphorescent pour les discothèques en attendant les toutes dernières innovations : le confettispectacie de cinq centimètres de diadevraient sortir prochainement.

AND STATE OF an Same of Man-

The report of the state of the

大大学 からなる からなる かっちょう The state of the s BOOK SERVICE S The same with the same The state of the s A STATE OF THE STA The state of the s **新疆中** 2000年 1000年 THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADD place when the manager of the con-

The state of the s

-The state of the s Marie Marie Contraction of the C

THE WAR SHOWN THAT I ! many the second serve

MARKET C. W.

Marine manipulation A STATE OF THE STA The state of the second state of the second The state of the s The state of the s A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH the water than the same Application of the second

The state of the s A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Service of the servic Signature Signature Control of the C Company of the Second Company of the April Gales of Milanday, 1997 A. The state of the s The same of the sa The state of the s

and the second second second to francisco in the first will be many the state of the second second The specific of the state of th Appropriate the second The State of Mary Mary to make the second

PROPERTY AND STATE TOTAL TANK

Supported and Advantage

waster the state of the state o

Harm Michigan John .

A THE WASTE OF THE PARTY OF THE

300 072-1-

3 4 2 20 7

SECTION OF THE SECTIO

The same of the same of the same

A to a second second

a go to serve a com-

Économie

SOCIAL

61. W

.

1.00

The state of the s

mark the

The state of the s

- - -

語いる

372.00

 $(v_1, \dots, v_k) = v \in \sigma_i^*$

 $x_1, \dots, x_k \in \mathbb{R}_p \to \mathbb{R}$

1.00

..... 14 14 15

-

1 11 11 11 11

Baisse de 0,6% du nombre de chômeurs en janvier

Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi

Amaoncées vendredi 24 février au soir, les stastistiques du chômage pour le mois de janvier font apparaître une amélioration après l'« accident » de décembre qui interrompait une tendance à la baisse sur quatre mois consécutifs. En données corrigées des variations saisonnières, selon les données

A priori satisfaisants, ces résul-

tats s'expliquent par une série de phénomènes, dont le plus positif tient dans l'excellente tenne du mar-ché du travail. Publiées conjointe-ment, les estimations provisoires de

l'enquête trimestrielle sur l'activité

et les conditions de main-d'œuvre confirment la tendance à la création

Dans les seules entreprises de plus

de cinquante salariés du secteur marchand non agricole, les effectifs auraient augmenté de 0,5 % au dernier tirmestre de 1988 et de 1,4 % sur l'ensemble de 192mée. Au total, ce sont cent mattra-pinet directifs auraient augmenté de 1,4 % sur l'ensemble de 192mée. Au total, ce sont cent mattra-pinet directifs au l'entre de 1,5 marche de 1

ce sont cent quatre-vingt-dix mille emplois supplémentaires qui

auraient eté dégagés, et il fandrait remonter à 1976 pour retrouver une pareille croissance. Pratiquement,

tous les secteurs d'activité partici-

pent de cette création de l'emploi, à l'exclusion de l'industrie (-0,4 %),

prise globalement alors que le déve-

loppement provient surtout des services marchands aux entreprises (+ 8,2 %) et du travail temporaire.

qui amait fourni quarante mille emplois supplémentaires à lui seul. Très forte, cette tendance se traduit

par un mouvement de reprise d'emploi parmi les inscrits à l'ANPE de 32,9 % en un mois et de

Malheureusement d'antres fac-

teurs ne sont pas aussi rassurants.
Pour partie, les bons chiffres de janvier sont également dus à une opératiton annuelle qui consiste à modifier le mode de calcul des variations

saisomières devenues totalement

imprévisibles en raison du maintien

des jeunes dans le système scolaire

et de leur sortie de plus en plus aléa-toire. Cette année, la correction a

été plus importante que précédem-

8,4 % en un an.

fournies par le ministère du travail, on un au, toutefois, la diminution est de 1 % comptait 2 562 800 demandeurs d'emploi avec 28 100 demandeurs d'emploi de moint en fin de mois, soit 0,6 % de moins qu'en décembre dernier et 1 % de moins qu'en janvier 1988. En données brates, avec 2 661 200 chômears inscrits à l'ANPE, l'évolution est de + 0,6 % en un mois. Sur

ment pour tenir compte « des modi- avec habileté par M. Michel Delefications récentes intervenues dans le calendrier de l'entrée dans la vie barre puis porté à son comble par M. Philippe Séguin en 1987, les effets de la réactivation, décidée lors active», ainsi que le précise le com-muniqué du ministère. Résultat : le mois de janvier 1989 bénéficie d'une de l'arrivée de M. Michel Rocard, touchent à leurs fins. Les entrées en appréciation à la baisse plus favora-ble que d'ordinaire, alors que les hausses et les diminutions de 1988 stages de toute nature n'ont jamais été aussi faibles (- 15,4 % en un an), et les différents dispositifs connaissent des décrues, y compris les TUC et les STVP (stages d'initiasont atténuées a posteriori.

Techniquement justifiée, cette révision ne fait que révéler une situation préoccupante créée par les mécanismes de la politique d'emploi actuellement à l'œuvre. D'une certaine façon, le machine d'interven-tion s'affole et ne permet plus une conduite maîtrisée. Après le grande époque du traitement social piloté

le taux de chômage s'établit à 10,1 % de la population active, alors qu'il était monté jusqu'à 10,4 % au plus fort. devenus moins performants, il est maintenant à la merci d'un retournement de conjoncture ou tributaire d'une arrivée soudaine de jeunes sur le marché du travail. Acmellement, les seuls movens de

tion à la vie professionnelle). Certes, M. Jean-Pierre Soisson en tire argument pour proclamer qu'il privilégie le traitement économique et renonce à des méthodes artificielles. Mais le ministre du travail se trouve aujourd'hui placé dans une situation extrêmement vulnérable.

Ces instruments de lutte étant (EMOI)-4 JE WAI RIEN POUR VOUS, ET LE MOIS PROCHAIN ('EST HON



plus compter que sur deux formules nouvelles : l'aide à l'embauche du premier salarié et le contrat de retour à l'emploi (CRE). Ces maigres perspectives justi-

et la courbe se situe en dessous des niveaux atteints en 1988 et en 1987. Seion l'INSEE,

contrôle du chômage à sa disposi-

tion, qui soient encore en progres-sion, sont les stages de réinsertion en alternance (dix-neuf mille en jan-

vier), les dispenses de recherche d'emploi pour les chômeurs les plus âgés et les préretraites FNE, ces

deux dernières mesures totalisant

quatre cent trente mille personnes à

la fin de 1988. Pour l'avenir, ainsi

qu'il le rappelle dans sa déclaration du 24 février, le ministre ne peut

fient que l'on se préoccupe, au sein du gouvernement, d'imaginer un nonveau plan pour l'emploi, qui pourrait être annoncé en mai et qui viendrait relayer celui de septembre dernier. C'est qu'au-delà du bon chiffre de janvier, les signes d'un profond bouleversement du marché du travail se précisent avec la montée en puissance de la précarité. Rien n'étant acquis, l'augmentation de 15,3 % en un an des inscriptions à l'ANPE à la fin d'une mission d'intérim peut inquiêter. Tout comme le fait que l'on compte deux embauches en contrat à durée déterminée pour une définitive ou encore que le chômage des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans a augmenté de 8,7 % en un an. Les nuages de demain sont là.

ALAIN LEBAUBE.

La préparation de la convention médicale

Trois syndicats appelés à négocier

Pour la première fois, la convention entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les organisations médicales représentatives sera discutée avec un troisième syndi-cat de médecins : outre la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF), la nouvelle éduca-tion de médecins généralistes MG France, créée en 1989 par d'anciens militants de la CSMF, vient d'être ministre de la santé et de la protection

Cette représentativité est accordée par le ministère après enquête d'un ins-pecteur de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Ilo-do-France, sur cinq critères (les effectifs, la régularité des cotisations, l'indépendance, l'« expérience » et l'ancienneté) attestant, comme le rappelait le minis-tère en 1984, pour la précédente convention, « une capacité d'agir au nom des médecies libéraux ou, pour le moins, d'une partie suffisamment représentative d'entre eux ». En 1984, on avait considéré notamment qu' « au-dessous de 5 % des effectifs de la profession, un groupement syndical ne pouvait être regardé comme représen-tatif ».

La CSMF, avec, selon l'enquête, 10 987 cotisants (au lieu de 13 300 à l'automne 1984), soit 12,06 % des médecins libéraux demeure sans conteste la première organisation. MG France compte 4961 cotisants, soit 5,16 % des médecins libéraux, et est implantée aussi dans presque tous les départements, ce qui compense sa jeu-nesse et le fait qu'elle ne réunisse que des généralistes, qui forment au demeurant, comme ce syndicat l'a fait valoir, plus de la moitié du corps médical. La FMF, avec 4381 cotisants (4,81 %), au lien de 7500 en 1984, présente dans une quarantaine de départements (elle est née d'une scis-

possède en revanche une longue expérience des discussions conventionnelles.

Les autres organisations candidates ont des effectifs nettement inférieurs : la plus importante, le Syndicat des médecins libéraux, qui réunit des médecins pratiquant les « honoraires libres » (le « deuxième secteur » médical), ne compte que 1 606 cotisants (1,68%).

La présence de MG France va « 166chaine convention : ce syndicat est très hostile aux « honoraires libres » intro-duits par la convention de 1980 (le de du 1ª février), alors que la CSMF a pris sur ce point une position ambiguë et a même à un moment incité ses adhérents à choisir ce « deuxième secteur ». Il estime aussi que, depuis 1980, la pratique conventionnelle n'a réussi à assurer ni une maîtrise des dépenses d'assurance-maladie ni une rémunération suffisante à des médecins sans cesse plus nombreux.

Pour cela, le syndicat propose de mener une politique d'évaluation des procédures de diagnostic et de soins, et l'encourager une tationalisation des « filières de soins », en accordant, par exemple, des facilités de remboursement ou en évitant l'avance des frais aux malades qui passent d'abord par le généraliste avant de s'adresser au spécialiste : la France est pratiquement le seul pays où l'on peut voir sans restric-tion autant de médecins que l'on veut. MG France souhaite qu'on aide les médecins respectant les tarifs conventionnels, par exemple, en rémunérant le temps passé à la formation continue, et ceux qui s'installent dans des zones à moindre densité médicale.

La CSMF a amonoé son intention de déposer un recours contre la décision ministérielle, l'estimant « contraire aux textes législatifs en vigueur ».

• Rectificatif. - Dans l'article Le plan de renouveau du service public publié au Journal officiel. — Le plan de renouveau du consecré à «l'expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF» (le Monde du 25 février), une série d'erreurs de transmission s'est produita. Le déal service public, présenté par M. Michel Rocard au conseil des ministres du 22 février, fait l'objet accordé pour une reconversion dans d'une longus circulaire (4 pages) ou hors de l'entreprise sara de plus de douze mois et non de deux mois. Les suppressions d'emploi pour 1989 s'élèveront au maximum à 6500 et non à 7500. Enfin, M. Paul publiée au Journal officiel du vendredi 24 février. Cette circulaire comprend quatre parties : relations du Calandra n'a pas déclaré que « les organisations syndicales sont réfor-mistes » mais que « les organisations travail, développement des responsabilités, évolutions des politiques publiques, accueil et service des usa-

AFFAIRES

La Belgique relance la « guerre du camembert » avec la France

Les autorités belges ont réfuté point par point, vendredi 24 février, les arguments avancés par Paris pour minimiser les résultats des tests sur deux camemberts français qui avaient fait apparaître des traces de listéria. Contrairement aux affirmatins du ministère français de l'agriculture, « aucune analyse n'a été effectuée sur des fromages dont la date limite de vente était dépas-

belge à la santé publique, M. Roger Delizée, précisant que Paris avait été averti - à plusieurs reprises - en 1988 des cas de contamination. · Les derniers résultats étaient si évidents qu'il eût été criminel de ne pas agir ... a conclu M. Delizée pour justifier l'interdiction de vente des fromages «Le Rustique» et «Le Grand Rustique».

OPA sur le groupe industriel américain Emhart

La firme d'investissements newyorkaise Topper LP a amonoé, jeudi 23 février, le lancement d'une offre d'achat de près de 2,4 milliards de dollars (15,1 milliards de francs) sur le groupe industriel Emhart Corp. Nous désirons vivement cier une transaction amicale. a indiqué l'un des représentants de Topper, qui n'exclut pas de prendre le contrôle du conseil d'administration lors du renouvellement des administrateurs au cours de la pro-chaine assemblée générale prévue le

Groupe industriel diversifié dans la métallurgie et l'électronique, Emhart a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de dollars (18,3 milliards de francs).

Farley rachète le groupe textile West Point Pepperell

Le conseil d'administration du groupe textile américain West Point Pepperell Inc. a accepté, jeudi 23 février, l'offre publique d'achat de la société Farley dont le montant a été porté de 1,4 à 1,7 milliard de dollars (10,7 milliards de francs). Ainsi s'achève une bataille boursière qui avait débuté à la fin du mois d'octobre dernier (le Monde du 26 octobre).

Selon un accord définitif de fusion signé entre les deux groupes, il est prévu que l'arley reprenne à sa charge l'importante dette de Peppe-rell. La valeur totale de la transaction en incluant le refinancement de la dette de Pepperell, s'élève à cuvi-ron 3 milliards de dollars (19 mil-

sée », a affirmé le secrétaire d'Etat

Rhône-Poulenc se renforce dans la pharmacie

Rhône-Poulenc vient de confirmer le nouveau projet d'acquisition révélé par le Nouvel Economiste, qui lui permet-tra de devenir le leader mondial de matières actives pour la fabrication de l'aspirine et du paracétamol. Le groupe français envisage d'acquérir les unités de production d'acide salicylique, de salicylate de méthyle, d'acide acétyl salicylique (aspirine) et d'acétylpara-minophénol (paracétamol) du chimiste américain Monsanto implantées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

La firme achèterait également les parts que détient Monsanto dans une société commune opérant dans ce sec-teur en Thallande. Le chiffre d'affaires total de l'ensemble de ces activités est de l'ordre de 500 millions de francs, ce qui permettra à Rhône-Poulenc de dou-bler son activité dans ce domaine.

La conclusion définitive de cette acquisition devrait intervenir dans les prochains mois.

· Mercedes investira 100 mil-

ligards de francs en cinq ans. -Daimler-Benz, premier groupe industriel de la RFA, continuera à construire en priorité des voitures, a déclaré, vendredi 24 février, M. Edward Reuter, son président : « Même en l'an 2000 », a sjouté M. Reuter, 70 % de l'activité de Daimler-Benz sera consacrée à la construction automobile. les 30 % restants étant partagés entre sa filiale AEG (électrotechnique) et son secteur séronautique, avec le motorista MTU et l'avionneur Domier. Après l'entrés Messerschmitt-Boelkow-Blohm IMRRaéronautiqua), ce secteur sera recircupé en une nouvelle unité appelée Aerospace. Au cours des cinq prochaines années, a annoncé M. Reuter, Daimler-Benz a prévu des investissements de 30 milliards de deutschemarks (100 miliards de francs), dont les trois quarts iront à la construction automo-

ETRANGER

L'abandon du projet de fusion entre Banesto et Banco Central

Les deux principales banques privées espagnoles renoncent à leur mariage

La plus grande opération de concentration bancaire de l'histoire de l'Espagne n'aura finale-ment pas lieu. Neuf mois après la signature de l'accord prévoyant la fusion de la Banque centrale et de la Banque espa-gnole de Crédit, dite Banesto, les conseils d'administration des deux établissements ont décidé, vendredi 24 février, à l'issue d'une réunion conjointe, l'abandon de l'opération.

MADRID de notre correspondant

C'est le 17 mai 1988 que le jeune M. Mario Conde, fraîchement débarque à la tête de Banesto, et le vieux M. Alfonso Escamez, président depuis quinze ans de la Banque centrale, avaient signé, en grande pompe, l'accord prévoyant dans un délai de trois ans la fusion de leurs deux établissements. Une véritable révolution s'agissant des deux principales banques privées du pays, qui couvrent ensemble quelque 25 % du marché financier national!

La mode, il est vrai, était alors aux fusions. Quatre mois plus tôt, les Banques de Bilbao et de Biscaye - qui, pour leur part, poursuivent aujourd'hui l'opération avec succès - avaient conclu un accord semblable. Chacun ne parlait alors, dans les milieux financiers à Madrid, que de la nécessité d'accroî-tre les dimensions des banques espagnoles, traditionnellement modester, pour mieux faire face au défi de l'Europe-unie.

Antodéfense

La décision prise par MM. Conde et Escamez, toutefois, semblait avant tout liée à des préoccupations d'autodéfense. Tous deux venaient, en effet, d'être victimes d'une tentative de prise de contrôle pour le moins inamicale. Une OPA hostile lancée par la Banque de Bilbao contre Banesto avait échoué de peu. Quant à la Banque centrale, elle fai-sait face à l'offensive des investisseurs du KIO (Kuwait Investment Office), alliés à deux magnats espagnols de la construction, MM. Alberto Alcocer et Alberto Corting. Les Koweitiens et les « Albertos », comme on les appelle simplement à Madrid, avaient fondé une société conjointe, Cartera Central, qui s'était mise à acheter massivement des actions de la Banque centrale, devenant et de loin, avec 13% du capital, son principal action-

En fusionnant, MM. Conde et Escamez rendaient plus coûteuse, prise de contrôle extérieure : en particulier la participation de Cartera Central au sein de la Banque centrale se trouve désormais diluée au sein d'une entité supérieure.

Etait-ce toutefois là un motif suffisant pour réaliser une telle fusion? On ne semblait guère le croire au ministère de l'économie, où l'on soulignait que les deux banques faisaient face à de sérieux problèmes de gestion, et avaient davantage besoin d'assainissement rigoureux que de concentration hâtive. Si les autorités monétaires acceptèrent finalement la fusion, c'est surtout parce qu'elle semblait devoir couper court à l'offensive des Koweitiens, dont l'irruption au sein du système financier espagnol commençait à inquiéter Madrid.

Mais Cartera Central n'allait pas pour autant renoncer à ses ambi-tions. La société achetait alors 2% du capital de Banesto, qui, ajoutés à ses 13% de la Banque centrale, la transformait d'office en actionnaire principal de la nouvelle entité résultant de la fusion. Une véritable lutte pour le pouvoir, s'étalant - au grand dam des autorités monétaires première page des journaux, oppo-sait alors les « Albertos » d'un côté, MM. Conde et Escamez de l'autre. Longtemps maintenus à l'écart des organes de direction, les représen-tants de Cartera Central obtenaient de haute lutte, en juin 1988, leur entrée au sein du conseil d'adminis-tration de la nouvelle société chargée de mettre en œuvre la fusion. Ils acceptaient en échange de ne plus remettre en cause cette opération de concertation dont ils avaient jusquelà contesté les conditions, tant juridi-

ques qu'économiques. Mais l'armistice fut de courte durée. Après avoir engagé comme président une recrue de choix. l'ancien ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, Cartera Central lancait une nouvelle offensive, cette fois contre la gestion de M. Conde Ce dernier était notamment accusé d'avoir artificiellement « gonflé » les bénéfices comptables de Banesto par la cession massive d'actifs patrimoniaux..., certains ayant été vendus à des propres filiales de la

Le retrait des Koweitiens

La position de M. Conde devenait difficile, plusieurs de ses alliés tradi-tionnels l'abandonnant, comme le vice-président M. Juan Abello, l'homme qui l'avait introduit dans le monde de la finance, et qui allait finalement démissionner. Le conflit éclata au grand jour le 24 janvier, lorsque dix membres du conseil d'administration (dont trois viceprésidents) refusèrent d'approuver la gestion de M. Conde. Dans un tel climat, le gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, convoquait alors un à un les principaux protagonistes de l'affaire, les sommant de démêler rapidement cet embrouillamini qui nuisait fâcheuse ment à l'image du système financier espagnol.

Dans ces conditions, l'abandon de la fusion pe constitue guère une surprise et clarifie en tout état de cause la situation, chacun se repliant sur ses positions. Les dirigeants de Cartera Central s'affirment désormais décidés à revendre leurs actions de Banesio, afin de concentrer leur effort d'investissement sur la Banque centrale, où les « Albertos » ont toutes les chances de consolider leur position dominante. M. Mario Conde pourra, de son côté, une fois débarrassé ainsi de ses principaux rivaux, recomposer sa situation au

Quant aux autorités monétaires, elles no regretteront certainement pas un projet de fusion qui ne les avait jamais enthousiasmées... d'autant que la seule raison qui les avait amenées à l'accepter semble sur le point de cesser d'être. Les Koweitiens out, en effet, laissé entendre que, dans un tel climat d'affrontement, ils voulaient rompre leur alliance avec les - Albertos > et revendre leur participation de 48,3 % au sein de Cartera Central. Beaucoup de confusion, en somme, pour en revenir finalement à la case départ!

THIERRY MALINIAK.

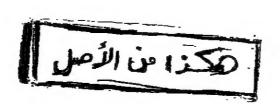
Madrid va prendre de nouvelles mesures contre l'inflation

En Espagne, après la hausse des pròx de janvier (+ 1 %), qui, una fois encore, a surpris tout le monde par son ampleur, le minis-tre de l'économie, M. Carlos Solchaga, a déclaré qu'il n'y aurait plus de prévisions en matière d'inflation. Toutefois, e-t-il ajouté, la lutte contre le dérapaga des prix reste prioritaire pour le gouvernement, qui envisage de prendre des mesures en durcissant la politique monétaire. M. Solchaga n'a pas dévoilé la nature de ces mesures ajoutant seulement que l'objectif du gouvernement était d'obtenir une inflation inférieure à celle de 1988 (+ 5,8 %).

Le fait de renoncer aux prévisions s'explique aussi per la rup-ture des négociations sur la concertation sociale entre gou-

gné M. Solchaga. Les prix ont augmenté en janvier de 1 % alors que les prévisions officielles tablaient sur une inflation de 3 % en 1989. En 1988, le gouvernement aurait dû réviser à la hausse jusqu'à 5 % ses prévisions d'inflation pour l'année, initialement fixées à 3 %. Mais les prix ont finalement augmenté de presque 6 %.

M. Solchaga a toutefois insisté sur le fait qu'il fallait attendre les effets des mesures prises à la fin janvier et au début février par la Banque d'Espagne (hausse des taux d'intérêt et toires des banques) pour lutter contre la surchauffe de l'économie espagnole.



« Purge », « pause », « consolidation », les qualificatifs abordent au terme de cette semaine où la place parisienne à l'image des autres marchés financiers, à l'exception de Tokyo, a été secouée par la crainte de l'inflation et de la Tokyo, a été secouée par la crainte de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt. La tourmente est venae des Etats-Unis, avec les déclarations pessimistes de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivies mercredi par la publication d'un manvais indice des prix à la consommation de janvier (+ 0,6 %). II. n'en fallait pas plus pour faire resurgir le spectre de l'inflation. Les réactions surent inquiétantes, importantes mais sans sembler vraiment inquiétantes. Wall Street donna le ton mercredi en perdant 42,5 points (2 %). Le Dow Jones connaissait alors sa plus forte baisse depuis le 11 novembre deruier. Le lendemain, les Bourses européennes suivirent le mouvement à des degrés différents. La dépression la plus dernier. Le lendemain, les Bourses européennes suivirent le mouvement à des degrés différents. La dépression la plus spectaculaire viendra de Paris où l'indicateur instantané qui avait déjà perdu 1.16 % la veille, plongera jeudi jusqu'à 2.8 % avant de revenir en clôture à - 2.52 %. Toutefois, cette chute s'effectua sans panique. Sur le marché à règlement mensuel, le volume des transactions est resté modéré, analogue aux journées précédentes (2 milliards de francs). Signe que les vendeurs d'actions n'étaient pas si nombreux. Signe également d'une hésitation et surtout d'une grande prudence.

L'ambiance, en revanche, était totalement différente sur le MATIF. A peine venait-il de sonffler ses trois bougies que ce jeune marché fut pris d'une véritable frénésie de spéculation anticipant une hausse des tanx. Il battait ce jour-là son record d'activité avec deux cent soixante-quatre mille contrats négociés (voir encadré). Vendredi, « la saute d'humeur » ou la « vague d'inquiétude » des deux journées précèdentes s'atténuait. Les boursiers s'offraient même le luxe d'une légère reprise durant la matinée (+ 0,6 %) réconfortés par plusieurs éléments tel le coup d'arrêt à la baisse de la place new-yorkaise, le déficit commercial français pour janvier moins important que prévu (2,8 milliards contre des

Secousse sans panique!

estimations oscillant entre 4 et 5 milliards de francs) et surtout la décision de la Bundesbank de ne pas élever ses taux, même si le relèvement du loyer de l'argent se poursuit aux Etats-Unis.

Toutefois, au fil des beures, à l'approche du week-end, les opérateurs devenaient plus timorés et la séance s'achevait sur un retrait de 0,64 %. An chapitre des préoccupations, l'annonce handi en milieu d'après-midi de

De leurs variations dépendra, en grande partie, la tempe de la Bourse. Sans pronostiquer une prolongation de la haisse, une stabilisation des cours ou encore un nouveau départ, les analystes sur graphiques appelés encore « chartistes » observent que l'indice CAC se rapproche d'un seuil de résistance. Ils le situent aux alentours de 425. L'indice peut alors stopper sa chate (il vient d'un plas bant de 457,3 observé le 6 février), S'il « casse » ce palier, le prochain niveau se situe à 390. Dans le meilleur des cas, la baisse pent se limiter à 1,2 %, dans le pire, c'est-à-dire en retenant la deuxième hypothèse, le baromètre de la place peut encore baisser de 10 %

Rumeur autour de BSN et Perrier

Cette tourmente aura relégné au second plan la fin du terme boursier de février dont le bilan, pour la première fois depuis dix mois, est négatif. Les opérations de liquidation débutées hudi 20 février se soldent par une perte de 0,21 %, à comparer aux 9,14 % de gains de janvier et encore aux 2,58 % de décembre. Peu après, était publiée la position de place du mois de janvier en de place du place du mois de janvier en de place du place du mois de janvier en de la place du pl la position de place du mois de jauvier qui donne un aperça de la situation des opérateurs et révèle un peu leur sentiment. Ainsi, le volume des achais à découvert, effectués par des intervenants croyant donc à la hausse des cours, s'est réduit de 2 %, revenant à 4,643 milliards de francs, représentant à peine deux séances de transactions. La position des vendeurs à découvert qui tablent sur une baisse des cours s'est appréciée de 1 %, atteignant 1,6 milliard de francs, soit à peine une journée d'échange.

A le différence des autres semaines, peu d'évênements ont vraiment stimulé les titres. À l'exception d'une russeur autour de RSN, Perrier et de son actionnaire principal

Semaine du 20 au 24 février

Exor. Tel un serpeut de mer, l'évocation d'un rapprochement entre les deux firmes agro-alimentaires en raison de leur intérêt pour les boissons est revenue avec insistance. Malgré les démentis, l'idée d'un regroupement industriel a une nouvelle fois circulé sons les lambris, certains évoquant d'ailleurs les parités d'échanges proposées à trait étime 2001. proposées: trois titres BSN pour un Perrier. « Un scénario intelligent, mais qui n'est pan dans nos préoccupations actuelles », répondait-on chez les intéressés.

scruelles », répondait-ou chez les intèresses.

Sur le front des offres publiques d'achat (OPA), les intervenants suivent toujours avec intérêt le feuilleton de la Ruche Méridionale (I.RM). Le groupe de distribution CFAO, chevalier blanc venu au secours des dirigeants du succursaliste, a jusqu'au 28 février pour enchérir sur la dernière offre de Rallye. Le prix proposé par cette chaîne de distribution bretonne et accepté en début de semaine par le Couseil des Bourses de valeurs (CBV) est de 2 850 F, ce mi professe I RM di environ 1.5 milliard de francs. le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) est de 2 250 k, ce qui valorise LRM à eaviron 1,5 milliard de francs. Vendredi, Saint-Gobain ausonçait son intention de lancer des Offres publiques d'échange OPE) sur deux de ses sociétés corées sur le second marché, Saint-Gobain Emballage et le SEPR. Les modalités des opérations Emballage et le SELYE. Les modantes des operations n'étaient pas dévoilées. Le groupe verrier poursuit sa politique de réduction ou de suppression des actionnalres minoritaires pour avoir me totale liberté d'action dans ses filiales et surtout pour réintégrer l'ensemble des bénéfices. L'an dernier, Saint-Gobain a repris la totalité du capital de Certain Teed aux États-Unis et de Saint Roch en Releigne. La ferme française n'aure plus antenne filiale. Belgique. La firme française n'aura plus qu'une filiale cotée : la Cristaleria Espasola, à Madrid.

Enfin, les dernières « affaires » ont laissé de marire les intervenants, qu'il s'agisse de la Société générale on de Beghin Say. Le dénouement dans la bataille autour de la première hanque commerciale privée du pays a en peu d'effet sur les cours. Personne n'envisageait avec sérieux la possibilité d'un maintien de cours à 525 F pour accompagner la cession des titres de M. Péberean à d'autres actionnaires. L'action terminait en baisse à 462 F. Pareillement, la décision de la justice de se saisir da dossier Begins Say pour une moins-value de 860 millions de francs réalisée lors de la revente de titres Montedison n'a pas vraiment êmn, la décision était attendue depuis les déclarations de M. François Mitterrand à l'émission «7 sur 7» une semaine ampuravant. Au palais Brongniart, les imprécations contre «Pargent facile» font désormais partie du passé et n'impressionment plus.

DOMINIQUE GALLOIS.

24-2-89 Diff.

542 - 9 331,40 - 22,60 195 - 11,50 153,68 + 0,60 56,20 + 0,20 2,70 + 0,27

24-2-89 Datt.

100,90 - 0,35

0,20 0,25 0,80 0,64 1.18 0,20 0,30 0,22 9

101,50 -161,50 -160,45 -99,99 -103,02 -105,72 -

107.72 -

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

7 081 670 590 542 338 802

95 081 333 143 104 248

224 371 420 847

(*) Du 17 au 23 levrier inches

103,73 - 0,22 3,740 + 9 101,85 + 0,06 102,75 - 0,95 102,75 + 0,05

cap. (F)

740 145 421 643 696 848 235 403 910

220 961 537 215 857 038 206 887 617 175 095 808

168 572 217 168 279 753 159 173 430 156 262 035 153 210 427

132 285 645 131 866 701

Mines, caoutchouc,

Vuleurs à revenu fixe

Géophysique Imétal Michelia

8.80 % 1977

9,80 % 1978

9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982

16 % 1982 15,75 % 1982 CNE 3 %

CNB bg. 5 000 F. . . CNB Parties 5 000 F . . . CNB Snez 5 000 F . . .

CNI 5 000 F

Saint-Gobain
Elf-Aquitaine
Source Perrinr
Sté Générale
Enzi (Gle dei)
Paribas
Lifang-Coppée
L'Air liquide
Saez financière

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Inquiétude

La crainte d'une reprise de l'inflation et surrout d'une généralisation de la hausse des taux d'intérêt a pesé sur Wall at surtout a une generalisation de hausse des taux d'intérêt a pesé sur Wall Street, qui a commi sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la mi-août dermier. I 'indice Dow Jones a chuté de 79.28 points (3,4%) au terme de ces cing séances. Il est revenu sous la barre des 2 250 points en terminant à la veille du weet-end à 2 245.54. Les deux séances les plus marquantes resteront celles de mercredi et de vendredi. Le 22 février, la publication des chiffres de la hausse des prix de détail en janvier (+0.6%), la plus élevée depuis deux ans, entrainait un repli de 42.50 points de l'indice (+2%). Après une légère reprise jeudi, Wall Street succombait à la généralisation de la hausse des taux. Le Dow Jones perdait à nouveau 43,92 points (-2%) dans un marché nerveux où 162 millions de titres étaient échangés contre 150 millions la veille.

octored and and		_
	Cours 17 fev.	Cours 24 fév
Alcoa ATT Boeing Chase Man. Bank. Du Pont de Nemous Eastman Kodak Excou Ford General Flectric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pitzer	17 ièv. 62 1/2 31 1/2 62 5/2 62 5/2 62 5/2 62 5/2 62 5/2 64 8 1/4 44 7/8 54 3/8 49 1/4 126 1/4	24 feb 62 1/ 29 5/ 61 1/ 31 5/ 95 46 5/ 43 3/ 45 3/ 47 5/ 121 1/ 52 3/ 45 7/ 54 7/
Schlumberger Texaco UAL Corp. (es-Allega)	50 1/8 125 1/2	50 1/ 125 1/ 30 5/
Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	31 7/8 31 3/4 55 5/8 64 1/2	31 1/ 55 1/ 62
and the same		_

いた 完全の

Same of the second

. I to Make

and the second

1477

LONDRES

Morose A l'image des autres places européennes, la City a terminé en baisse affectée par les tensions sur les tenx d'innérêt. Sur le front des OPA, le groupe minier Consolidated Gold Fields a progressé après avoir rejeté, lundi, l'offre améliorée à 3,2 milliards de livres (32 milliards de francs) de la compaguie Minorco, encouragé par l'annonce des résultats semestriels. Dans le secteur de l'emballaga, MB Group s'est déprécié après son rejet de l'offre d'achat faite par le consortium anstralien Elders. MB Group a réaffirmé ses intentions de fosion avec le français Morose intentions de fusion avec le français Carnaud. Le chimiste ICI a progressé à

Indices FT du 24 février : 100 valeurs, 2019,5 (contre 2042,9), 30 valeurs 1663,4 (contre 1677,7) : Fonds d'Etat, 88,08 (contre 89,08) et mines d'or 169,2 (contre 154,7).

la suite de la publication de ses résul-

	17 fév.	ZA fév.
Beecham Bowster	585 478	562 458
BP Charter	272 478	272 1/2
Courtanids De Beers (*) .	295 1/2 12 1/2	301 1/2 13 1/2
Prec Gold (*) Glaxo	7 5/16 12 37/64	7 1/16 12 33/64
GUS	16 1/2 11 63/64	16 1/2 11 41/64
Reuters	644 369	632 368 1/2
Unilever	150	540 186
War Loun	40 3/8	39 11/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Les craintes d'un raffermissement des tanx d'intérêt se sont renforcées cette semaine à Francfort et les valeurs out semante a Franctor, et les valeirs out-perdu en moyeme 3 %. La tervosité s'est emparée du marché et l'indicateur DAX a touché son plus bas niveau de l'année jeudi. Toutefois les volumes

d'affaires sont demeurés peu élevés. Indice du 24 février : Commerzbank 1 614,5 (contre 1 660,3), DAX 1288,04 (contre 1315,09).

	Cours 17 fev.	Cours 24 fév.
ABG BASF Bayer Commerchank Dentschebenk Hoeckst Kasstadt Mannesman Stantens Volkswagen	212 291 300 241 513,50 306,78 413 212,76 522,10 317,58	214,10 282,70 292,80 236 507,50 292,50 421 209 511,50 316,50

TOKYO Cinquième semaine de record

La Bonrse de Tokyo a poursuivi sa progression et l'unice Nikkel a terminé jeudi avec un nouveau record, pour la cinquième semaine consécutive. L'ensemble des marchés boursiers et financiers du Japon, ainsi que ceini des changes, étalent fermés vendredi en raison des obsèques de l'empereur Hirohito décédé le 7 janvier.

Indices du 23 février : Nikkel, 32452,49 (contre 32173,39) ; général, 2487,24 (contre 2473,33).

	Cours 17 fév.	Com 23 fé
Akai	690	. 70
Bridgestone	1 389	1 38
Canon	1 420	146
Fuji Benk	.3 680	365
Honda Motors	1970	199
Matsushita Electric	2 320	2 36
Mitsubishi Heavy	1 200	121
Sony Corp	6 850	649
Toyota Motors	2.518	256

Banques,	assurances
	l'investissement

	24-2-89	Diff.
Bail Équipement	300	- 2
Bancaire (Cie)	550	- 2 + 9
Cerclem	679	- 3
	854	- 71
CFF	465	- 24
CFI		- 43
Chargeurs SA	1 312	
Eurafrance	1 630	- 40
Hénin (La)	533	- 23
mm. Pl-Moncean	371	- 38
Localrance	435,10	- 11,10
Locindus	813	- 1
Midi	1 481	- 159
Midland Bank	203	- 7
OFP	1 310	- 41
Paris, de reesc	401	- 17
Prétabail	1 060	+ 23
Schneider	667	- 13
Société générale	462	- 17
Suez (Cie Fin.)	306	- 3.50
	191	1 2
UCB	131	7 4

Alimentation

	24-2-89	Dut.
Beghin-Say '	626	+ 6
Bongrain	2 830	- 201
BSN	639	- 11
Carrefour	3 060	- 182
Casino	203	- 182 + 3
Euromarché	2 580	_ 19
Guyenne et Gasc.	795	- 18 - 104
Moet-Hennessy	3 821	- 104
Nestlé	28 450	- 610
Occid. (Gle)	827	- 9
Olida-Caby	436	- 30,90
Pernod-Ricard	1 230	- 53
Promodès	2 840	inch.
St-Louis-Bouchon	1 165	- 5
Source Perrier	1 639	- 26

Filatures, textiles, magasins

	24-2-89		Dut.
Agache (Fin.)	1 395	-	25
BHV	520	+	3
CFAO	1 910	(-	78
Damart-Servicoste	3 075	-	25
DMC	471,50	-	15,50
aleries Lafayette	1 199	-	11
Redoute	3 196	-	4
Jouvelles Galeries	540	-	52
rintemps	574	+	44
Roudier	198	+	4
AOX	63,40	-	2,30

Mines d'or, diamants

i	24-2-89	Diff.		
Anglo-American Amgold Buf, Gold M. De Beers Drief, Cons. Gencor Gold Field Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deep	114,10 433 88,10 82,70 59,10 121 158,80 36,50 351,50 48,50 190,50	+ 17 + 7.70 - 6.05 + 6.55 + 10 - 1.86 + 2.49 - 0.50 + 3.35		

Pétroles

	24-2-89	Diff.
Elf-Aquitains	426	+ 0,50
Esso	320	+ 4,50
Exx00	277	- 5
Petrofins	2 090	- 125
R.P.France	86,50	- 1,70
Ртіппадаг	660	- 17
Raffinage	98	- 7
Royal Dutch	363	- 2
Sogerap	359	+ 17,90
Total	409,88	- 6,20

Le MATIF bat tous ses records

terme international de France (MATIF) a battu tous ses records de transactions avec 264 461 contrats, dont 172 369 sur le Notionnel, pour un montant de 86 milliards de francs, et 26 400 sur le PIBOR trois mois, soit 132 milliards de francs. Ajoutons-y d'autres records, celui des positions « ouvertes », c'est-à-dire en spéculation, 135 000 contrats sur le Notionnel, 30 000 sur le PIBOR et 280 000 sur les options en Notionnel. Le record précédent pour les transactions avait été établi, le vendredi 17 février, avec un volume de 179 000

Voilà un démarrage en flèche pour la quatrième année du MATIF, qui célébrait, lundi 20 février, son troisième anniver-saire après son lancement, tout à fait spectaculaire lui aussi, le 20 février 1986. En trois ans, il a traité 33 millions de contrats, dont 12,4 millians en 1988, s'inscrivant au troisieme rang international, derrière Chicago et Tokyo, le record du 23 février sur le Notionnel égalant presque un jour d'activité normale à Chicago sur les bons du Trésor à trente

M. Gérard Pfauwadel, président de MATIF SA (ex-CCIFP), organe de fonctionnement du marché, a indiqué qu'il « fallait maintenant réussir l'internationalisation du marché pour participer au phénomène de globalisation des marchés à terme mon-diaux ». MATIF SA entend donc

duits (Notionnel, PIBOR trois mois et contrats sur indices boursiers CAC 40), un contrat international, qui pourrait être un contrat « euromark à trois mois », d'autres contrats étant à l'étude sur l'ECU et le dollar-franc. Il a noté, toutefois, que le marché à terme de Londres (LIFFE) alfait lancer, lui aussi, un contrat ceuromark à trois mois», ce qui le rend sceptique sur la coexis-tence, en Europe, de deux produits identiques. Il a évoqué, enfin, des négociations avec des places étrangères pour offrir aux opérateurs des plages horaires continues de cotation, le projet le plus avancé étant « Globex » avec le «MERC» de Chicago et ceux de New-York et de Sydney plus l'Agence Reuter.

Relevons enfin que, sur les cent adhérents du MATIF, le courtier Compensation-Vendôme (FINACOR-PETER) a pris, en 1988, la première place, avec 13,54 % du marché, suivi par Staff (6,17 %), les sociétés de Bourse Tuffier-Ravier (5.86 %), schaert-Rousselle (4,48 %) Massonaud-Fontenay (4,10%). Viennent ensuite les anques Paribas, Midland et Morgan. Pour les options sur Notionnel, lancées en janvier 1988, c'est la Société générale qui vient en tête (14 %) suivie par Compensation-Vendôme (12.38 %), Indosuez (10,24 %), Staff (7,97 %) et Paribas

(6,88 %).

Métallurgie construction m	écania	пие
	24-2-89	Diff.
Alsoi	323	- 8
Avions Dassault-B	701	- 39
De Dietrich	1 500	- 21
FACOM	1 189	- 25
Fives Li	252	- 3
Marine Wendel	375	- 30
Penhoës	405	+ 6
Peugeot SA	1 615	+ 39
Sacem	1 531	- 59
Saulnes Chaullon	276	- 9
Strafor	915	- 5
Valeo	666	+ . 2
Vallouree	301	- 14

Matériel électrique 24-2-89 Diff.

2 537	- 137
483	- 6
384	- 11,19
455,10	- 16.80
	- 40
	- 23
771	- 19
	- 49
329 40	
	- 233
1 235	- 75
	- 48
	- 3
3711	- 59
120	- 8,10 - 5
965	- 5
645	- 56
219.50	- 1.50
	- 28
	- 41
227	
	483 384 455,10 577 1 637 771 1 430 339,50 3 711 1 235 1 525 2 51 3 711 1 120 965 645 219,50 9725

Valeurs diverses

	24-2-89	Diff.
	575	- 21
	2 540	_ 20
	716	- 51
	374.80	- 19.40
	1 350	- 37
sée .	513	- 33
	3 350	- 165
	712	- 23
	3 110	- 140
	318	- 0.90
	728	- 3i - 3
	575	- 3
	4 923	- 167
	1 040	- 30
	145	- 11.58
	573	- 4
****		- 5 - 23
	756	
	1 020	- 45

BONS DU TRÉSOR Sáance du 24-2-89

Echianos	Plas	Float has	Causs comptsi- ation	४ गांगांग (jou/veik) व्य pts
ka 19	-	-	91,60	-
nia 89	-	-	92,07	-

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Hanse %	Valeus	Baisse %
+ 5.0	Sauritatet	- 10.7
		- 9.2
+ 44	Nony, Gal	- 8,3
		- 8.5
+ 27	Im Moscean	- 84
		- 79
		- 7,3
		- 73
		~ 7,2
		~ 7,0
		- 7,0
		~ 6.9
+ 1,6	Monlinex	~ 65
	+ 50 + 46 + 44 + 30 + 27 + 25 + 24 + 23 + 20 + 19	Hansse 78 + 5.0 Sansiquet + 4.6 Printerps + 4.4 Noov. Gal. + 3.0 Ressel-Uciaf + 2.7 Im. Monocas + 2.5 Synthelabo + 2.4 Epeda-Ber. F + 2.3 Radiotechnique + 2.0 BIS + 2.0 BIS + 1.5 Monitors + 1.6 Monitors Holdi (Cir de)

2 670 1 425 860 2 940 567 471 226

Bâtiment, travaux publics

Dumez

Produits chimiques

Roussel Uc ...

BASF

Norsk Hydro

Or fix (kilo en berre) ...

— (kilo en Ingot) ...
Pièce française (20 fr.) ...
Pièce française (20 fr.) ...
Pièce intine (20 fr.) ...
Pièce intine (20 fr.) ...
@ Pièce transferme (20 fr.)

10 dollers 6 dollers

24-2-89 Diff.

- 3I

Diff.

- 200 - 30 - 140 - 24 - 15

- 15 - 51 - 2,80 - 2

78 500

Cours Cours 17-2-89 24-2-89

842 540 1 260

815 1 228 1 895

24-2-89

973

998 128 141

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

1 015

MA	TIF	
Notionnel 10 % Cotation on p	pourcentage du 24 février	198
Nombre de contrats : 134 000 estimés	s.	

COURS	ÉCHÉANCES									
COURS	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89						
Premier	-	-	-	-						
+ haut	103,80	102,94	193,30	-						
+ bas	103,29	102,34	102,80							
Dernier	103,26	102,40	102,90	_						
Compensation	103,26	102,44	102,84	102,58						

LE VOLUI	ME DES T	RANSACT	TIONS (e	n milliers d	ie francs)
	20 fév.	21 fév.	22 fév.	23 fév.	24 fév.
RM	1 768 220	1 723 399		2 024 130	1 577 284
R. et obl.	8 444 505	7 596 542	_	9 708 095	8 686 795
Actions	112 273	122 975		130 297	106 312
Total	10 324 998	9 442 923	-	11 862 522	10 370 391
DATE	e orionin	TENIO (TATO)	T have 10	70 diameter	10001

Total	10 324 998	9 442 923	-	11 862 522	10 370 3
INDICE	S QUOTID	HENS (INSI	E base 100	, 30 décemb	re 1988)
Françaises.	105.6	106.6	105.2	102,7	-
Étrangères.		107,3	107,9	109,2] -
		DES BOU			

					SES FR.			•	
Tendance .	103,8	1	104,4	1	103,1	1	100,5	1	99,9
	0	95	e 100, 31	di	cembre 1	981	1)		
Indice gén.	439,1	1	445	1	445,9	Í	431,7	ŧ	430,9
	(Ъ	ası	1000, 31	ď	écembre 1	98	7)		
Indice CAC 40.	1 632,82	1	1 645,50	-	1 624,95	1	1 581,62	ı	1 574,17
	010		100	-	35	1	I CON		

458,60 | 465,17 | 460,75 | 444,53 |

Crédits, changes, grands marchés

actuellement un peu en dessus de 82, fluctue beaucoup, et on s'attend à une baisse. Si, dans un an, le dollar

australien s'avérait, au contraire, plus ferme, un investissement nor-mal en cette monnaie aurait rap-

porté davantage. Si, au contraire, il était plus faible, le prêteur aurait

alors toutes les raisons de regretter

de n'avoir pas investi directement en dollars des Etats-Unis. Il ne lui res-terait que la satisfaction bien illu-

référence est de 80 cents des États-Unis pour un dollar australien. Pour une obligation de 1 000 dollars aus-

traliens, le débiteur aura dans un an

le choix entre un paiement de 1 202,50 dollars australiens ou de

En fait, ce n'est pas à la clientèle

tement son compte car la formule

lui permet finalement de disposer de

Etats-Unis, à un niveau nettement

inférieur au Libor d'environ une

quarantaine de centimes. Pour appa-

ter les prêteurs, une semblable

construction impliquant l'ECU et le dollar américain devrait être assor-

tie d'un coupon impressionnant, peut-être supérieur à 13 %.

Sur le marché des euroobligations en francs français, une nouvelle opération a vu le jour la semaine passée, pour le compte de Rhône-Poulenc. Son profil est le sui-

vant: 500 millions de francs d'obligations à cinq ans émises à 100,75% et rémunérées à 9,25% l'an. Au pied

des commissions, son rendement était de 9.54 % à son lancement. Ce

taux était de 31 centimes supérieur

à celui des obligations assimilables

du Trésor, mais seulement de

12 centimes à celui des autres fonds

d'Etat de référence, les BTAN.

Aussi, plusieurs des participants tra

ditionnels de ce marché, jugeant ces

conditions trop exigues d'au moins

15 centimes, ont refusé d'apporter

leur soutien à cette opération, qui bénéficie toutefois d'un groupe de direction tout à fait international et

puissant. Le chef de file en est le

Crédit agricole, qui s'est également

chargé du swap sous-jacent grâce auquel l'émetteur dispose finale-ment de fonds en francs français,

CHRISTOPHE VETTER.

mais à taux variable.

nds à taux variable en dollars des

962 dollars américains.

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La devise du pauvre fourchette. Le cours, qui s'établit

Dans l'attente d'une réelle marque de fermeté de la part de la Banque centrale américaine dans sa lutte contre l'inflation, les investisseurs (qui tablaient sur une hausse d'un point entier du taux de l'escepatal n'ent euère été incités à d'un point entier un laux de l'escompte) n'ont guère été incités à se départir de leur attitude de pru-dente expectative. Ni la montée du niveau de l'intérêt à laquelle ils s'attendent toujours, ni le spectacle d'un déseccerd expectant autre s'attendent toujours, in le spectacle d'un désaccord apparent entre l'administration et le Fed à laquelle ils assistaient, n'étaient de nature à favoriser des placements à long terme. La véhémence des critiques et des facilitations de facilitations des facilitations de la facilitation de la fac et des réprimandes formulées par les antorités suisses à l'égard des banantorites susses a l'egard des ban-ques de leur pays a renforcé encore l'hésitation générale, de même que la discrétion inhabituelle de plu-sieurs des principales curobanques que l'on a fort peu vues à la tête d'émissions nouvelles.

THE REAL PROPERTY.

the specific service of the beauty

Secretary Contract Co

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF

ETRANCOL

Dans ces conditions, rares sont les emprunts internationaux qui ont obtenu l'assentiment général. Une transaction de 100 millions d'ECU lancée mardi dernier pour la Banque européenne d'investissement (BEI) fait ligure d'exception. Son succès tient au réalisme de ses conditions. Pour une durée de sept ans, son taux d'intérêt facial est de 8,875 %. Il y a trois semaines, le même débiteur, qui sollicitait le même compartiment de l'ECU avec une opération de ciaq ans, pouvait encore se contenter de proposer aux investis-seurs un coupon de 8%. Si impressionnant que soit le mouvement de hausse des taux qui s'est dessiné contraste avec la diversifi accomplie sur mesure po grands portefeuilles de titres.

des 9 % ponrrait être atteint prochai-nement. Une telle augmentation tiendrait compte de la montée des rendements en Allemagne, où l'on envisage un taux de 7% pour le prochain emprunt d'Etat. Le mérite de la plus récente des transactions de la BEI est grand. Non sealement il confirme le prestige de l'emprunteur mais il apparaît aussi comme un témoignage officiel de soutien à cette unité de compte de la part d'un des plus grands organismes euro-peens. La transaction est dirigée par Istituto Bancario San Paolo

Jamais l'ECU n'aura en autant besoin d'un tel soutien, exposé qu'il est à la raillerie de nombreux spécialistes dans les pays mêmes qui ont contribué naguere à sa promotion. L'échec du premier emprunt jamais émis par le Royaume de Belgique a assurément mis en relief les difficultés de ce compartiment de l'euromarché. Offert sur cinq ans sur la base d'un taux d'intérêt facial de 8,125 %, l'empreunt belge s'est traité à environ 4 % au-dessous de son prix d'émission de 101,75 %. C'est maintenant ouvertement que dans les pays du Benelux on ravale l'ECU au pays on Benelux on ravale l'ECU au rang de «devise du pauvre». Cette expression peu reluisante ne serair peut-être pas dans la bouche d'un des plus éminents eurobanquiers si le marché des empruns en ECU n'avait donné si aisément prise à la créime. Le benembre entend audit. n avan conne si aisement prise a la critique. Le banquier entend souli-gner par là l'aspect de confection de l'unité de compte européenne qui contraste avec la diversification accomplie sur mesure pour les

L'illusion des coupons trop élevés

L'attrait des rendements vraiment élevés, supérieurs à la norme, jouera tonjours, même en période de lourdes incertitudes et même si la rémunération offerte ne compense pas les risques encourus. Le bon accueil réservé aux dernières émissions d'un an libellées en dollars australiens faisait qu'en fin de semaine on envisageait la possibilité de monter de semblables transactions en d'autres monnaies, notamment en unités de compte européennes.

De telles opérations ne présen-tent, à vrai dire, que bien peu d'avantages pour un particulier qui se laisserait éblouir par le niveau de l'intérêt. Le coupon des dernières obligations en dollars australiens est de 20 %, soit supérieur de 2 % à celui qui serait associé à une obligation de type classique. Mais cette générosité n'est pas gratuite. Les prêteurs sont prévenus qu'environ un mois avant l'échéance le débiteur indiquera

dans quelle monnaie il remboursera le capital et s'acquittera des intérêts. Il aura le choix entre le dollar aus-tralien et celui des Etats-Unis. Le taux de change est fixé dès le départ. Cela limite bien sûr considérablement le gain potentiel de l'investisseur, qui d'emblée doit s'attendre à un paiement dans celle des deux devises qui sera la plus fai-

La marge de manœuvre de La marge de manœuvre de l'investisseur est très étroite. Pour prendre l'exemple de la plus récente de ces transactions, celle lancée, au taux de 20,25 %, pour le compte de la Banque générale du Luxembourg par le biais de Bankers Trust International, c'est seulement si dans un en le doller australien valait en gros an le dollar australien valait en gros entre 81,50 et 77 cems des Etats-Unis que le prêteur en tirerait profit par rapport à une émission classi-que. Il ne serait pas en mesure de bénéficier de toute évolution des cours de changes en dehors de cette

DEVISES ET OR

Quelque chose a grippé cette semaine dans la belle mécanique des marchés des changes, qui auparavant respectaient un scénario bien rodé : toute accélération de l'inflation aux Etats-Unis provoquait automatiquement une hausse du dollar puisque, vraisemblablement, la Réserve fédérale se verrait contrainte de relever ses taux d'intérêt pour tenter de freiner cette inflation. Un tel phénomène était considéré comme de nature à attirer les soire d'avoir perçu un des coupons les plus élevés qui aient jamais été fixés sur le marché international des liquidités internationales vers les placements en dollars, hautement capitanz. Le cours de change de

Eh bien! cette semaine, l'inflation s'est accélérée, la Réserve fédérale a durci sa politique, les taux améri-cains out monté... et le dollar a baissé! C'est donc le signe que les milieux financiers internationaux commencent à éprouver quelque des particuliers que s'adresse ce type d'emprunts, mais plutôt, celle des institutions, qui bénéficient d'une ristourne de l'ordre de 1 %. La défiance vis à vis d'une monnaie que l'inflation commence à ronger, tare qui ne peut être compensée que par des taux d'intérêt très élevés, comme en Grando-Bretagne, jusqu'à marge s'élargit en conséquence : elle se situe alors entre 83 et 74 cents. Le une certaine limite comme on le débiteur y trouve en tout cas parfaiverra plus loin.

Au début de la semaine, les opérateurs s'attendaient que M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, déposant devant le Congrès, annonçât un nouveau dur-

Défiance

cissement de la politique de la Banque centrale face à l'inflation, ce qui ne fut pas le cas, d'où une déception générale. Le mercredi, M. Greenspan manifestait, certes, de l'«inquiétude» devant la hausse importante des prix de détail en janvier, mais ne réagissait pas davan-tage, sauf par une action indirecte sur les taux à court terme en reprenant des liquidités sur le marché (voir ci-dessous en rubrique «Marché monétaire et obligataire »).

Les marchés se montrèrent fort décus par l'attitude de la Réserve fédérale, taxée de timidité et d'indécision face à l'inflation. Ils s'impatientaient de ne pas voir venir un relèvement du taux d'escompte fédéral, anticipé depuis plusieurs semaines et même plusieurs mois. Ce dernier fut annoncé, certes,

dans la journée de vendredi, mais son importance, un demi-point, fut jugée tout à fait insuffisante (on tablait sur un point tout entier). En conséquence, le dollar, qui, au milieu de la semaine, avait sensiblement fléchi après la déposition de M. Greenspan devant le Congrès et l'annonce de la hausse du prix de détail, tombant à moins de 1,82 DM et de 6,22 F, ne remontait pratiquement pas, signe de défiance, comme il a été dit.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

	Liere	SEU.	Franc	Franc	D. merk	belge	Florin	'exions'
PLACE		41-41	E-social	64,1849	54,7645	2,6096	48,4967	8,0742
	1,7530		16,8643		54,4366	2.5974	48,2276	0,0744
len York	1,7750		15,9872	64,1026		16.2448	391.89	4,6180
	10,9124	6,2250	-	399,55	344.91	16,2468	301.66	4,6523
Paris	11,1026	6,7550	-	408,96	348,58	4,0653	75.5577	-
	27312	1,5580	25,8281	-	85,3231		75,2351	
		1.5680	24,9400	_	84,9211	4,0519		13546
Zerich	2,7698		29,3333	117.20	-	4,7651	88,5548	
	3,2010	1,8260	29,3685			4,7714	88,5942	1,3663
Francisco	3,2607	1,8370		34 5056	209,86	-	18,5839	
	67,1750		6,1558			-	18,5676	
Brancelles	68,3375	38,50	6,1551	24,6795	112.52	5,3810	-	1,5257
	3,6147	2,8629	33,1245			5.3857	_	1,5422
Ameterica .	1,6885	2,8735	33,1495	132,92	112,87		653,73	-
		1348	216,55	865,21	738,23			
		1344.50	214.95	861.86	731,98	34,9221		0,0938
Man			203.21	81,193	69,271	3,3011		
	221,75	126,50		89,7050		3,2701	60,718	6 0,8936
Takyo	223,47	125,90	201,28					4.9682 F
						4 0200		4 2002 1

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 24 février, 4,9209 F contre

pourra-t-il compenser la crainte de l'érosion monétaire? F. R. SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS -0,50 -0,75 -1,25 -1,50 -1.75

Chose curieuse, le même phéno-

mène s'est produit à l'égard de la

livre sterling, qui a souffert d'une

brutale désaffection des opérateurs

internationaux. Ces derniers ont fini

par s'alarmer de la montée de l'infla-

tion en Grande-Bretagne, qui atteint

7.5% en rythme annuel, et ont com-

mencé à prendre leurs bénéfices

malgré l'attrait de rendements frô-

lant 13% sur les placements en mon-

naie britannique. On a donc vu le

cours de la livre revenir, subitement,

de 3,26 DM à 3,20 DM et même

moins, malgré les interventions de la

Banque d'Angleterre. Cette chute a inquiété le ministre des finances bri-

tannique, M. Lawson, qui a du assu-

ret qu'eil n'était pas question de

baisse des taux prématurée » (c'est-

à-dire avant que la surchausse ne soit calmée). Mais combien de temps l'attrait de rendements élevés

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Psychose

Jeudi 23 février 1989, en début de séance du MATIF, il y ent véritablement un début de panique : les opérateurs avaient presque le sentiment que le marché s'écroulait, comme en octobre 1987 : 50 000 contrats étaient échangés en une heure et demie, et le record de séance battu avec 172 000 contrats (voir page ci-contre). Les cours chutaient brutalement, presque d'un point, passant de 103,70 à 102,86, au plus bas, sur l'échéance mars, soit un r de 9,40 % sur un emprunt d'Etat à dix ans, contre un cours de 104,50 à la fin de la semaine précédente. « Il y a du sang sur le carreau», commentalent les observateurs, non seulement chez les opérateurs pris à contrepied, mais aussi dans les établissements qui . portaient . du papier émis depuis le début de l'année avec des rendements plus faibles, comme les OAT et dont les cours fléchissaient sensiblement.

Le motif? L'annonce d'une hausse de 0,6% des prix de détail aux Etats-Unis en janvier, celle, dans l'après-midi, d'un nouveau relèvement du taux de base des banques américaines et la crainte d'une nouvelle tension des taux en Allemagne.

Bref, un bel ensemble de mauvaises nouvelles qui démoralisait des opérateurs exagérément optimistes au début de l'année : le cours de l'échéance mars ne cotait-il pas près de 109 le 13 janvier dernier, soit un rendement de 8,30 % sur un emprunt d'Etat à dix ans? Selon les augures, l'inversion des taux constatée à la fin 1988, le niveau des taux courts rejoignant et dépassant presque celui des taux longs, ne devait être qu'un phénomène « tempo-raire » dû à l'action restrictive des banques centrales dans l'immédiat, avec la quasi-certitude d'une retombée générale des taux au second semestre, grâce au ralentissement de l'expansion, notamment aux Etats-

Las! Toutes ces belles prévisions viennent buter sur la dure réalité, à savoir un redémarrage de l'inflation aux Etats-Unis, ce qui signifie, au mieux, que la Réserve fédérale n'abaissera pas ses taux dans les deux mois qui viennent, et, au pire, qu'elle les fera monter, comme elle vient de le faire. Mercredi, commentant la hausse des prix de détail et la

ussée de ces prix sur douze mois (4,7%, la plus forte depuis cinq ans), M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, les qualifiait d'« inquiétantes et inacceptables ». Aussitôt, ladite Réserve faisait monter encore davantage le taux du marché interbancaire (les Federal Funds) à près de 10%, en «pom-pant » des disponibilités. Cela contraignait les banques, comme il a été dit, à relever leur taux de base rate) pour la seconde fois en quinze jours, le portant de 11 % à 11,50%, au plus haut niveau depuis novembre 1984.

Toutes ces nouvelles donnaient le coup de grâce aux joyenses anticipations des opérateurs français. Même si, dans l'immédiat, la Banque fédérale d'Aliemagne et son président, M. Karl Otto Poehl, ne veulent pas «dramatiser», mettant la remontée des taux outre-Rhin sur le compte autant de l'introduction de nouvelles taxes en RFA au mois de janvier que sur celui d'une hausse des prix domestiques plus forte. Ils n'en ont pas moins porté de 5,60 %-5,80 % à 5,90 %-6,20 % le taux des pensions à court terme de la banque mercredi.

On peut toutefois faire remarquer que les opérateurs du MATIF ont eu tendance à amplifier exagérément les mouvements ces derniers temps. Au début de janvier 1989, ils se voyaient donc partis pour la gloire, visant le cours de 110 sur l'échéance mars, ce qui aurait correspondu à un rendement de 8% sur les emprunts d'Etat à dix ans. Anjourd'hui, ils voient ce cours à 102, ce qui équivaudrait à un rendement de 9,60 % environ. On frôlait déjà les 9,50 % à la veille du week-end. A ce tarif, la France s'offre, sur dix ans, un taux réel de 6,50 % à 7 %, bien supérieur à celui pratiqué dans les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, et. à tout prendre, excessif, si on compare les taux d'inflation respectifs, 3 % de ce côté-ci de l'Atlantique et 5% à 6% de l'autre côté.

A New-York, toutefois, beaucoup pensent que les taux à long terme pourraient se décaler vers le haut, ce qui mettrait fin à l'a inversion » constatée actuellement, phénomène fondamentalement instable d'où on ne sort que par le bas, avec un repli des taux à court terme, ou par le

haut, avec une élévation des taux à long terme. Deja, vendredi 24 février, à la veille du week-end, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, qui, ces dernières semaines, était retombé au-dessous de 9 %, touchant 8,80 %, bondissait à 9,20 %.

A Paris, beaucoup craignent une « guerre des taux » entre l'Allemagne et les Etats-Unis, dont la France serait victime, obligée de suivre. Un seul espoir toutefois : celui d'une baisse du dollar, qui ne contra ples la Bundesbank à manier l'arme des taux pour désendre sa monnaie, mais à condition, toutefois, qu'aux Etats-Unis la Banque centrale ne durcisse pas encore sa politique pour lutter contre l'inflation.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le marché des obligations de Paris, plongé dans un brouillard complet après son démarrage sur les chapeaux de roue au début de l'année, soit « sinistré » et « pratiquement mort », selon les opérateurs.

L'emprunt de 1 milliard de francs de CEPME, émis la semaine dernière à 9 % alors que le rendement du marché secondaire dépasse largement 9,50 %, est encore une belle « colle », se négociant sur le marché gris avec une décote de 1,40%.

Celui de la Caisse nationale des autoroutes (CNA) émis pour 1,3 milliard de francs, avec un rendement réel de 9,34% risquant de connaître le même sort, un peu meilleur toutefois puisque le rendement offert est supérieur. Mais le Crédit agricole, son chef de file, a soutenu les cours en «ramassant» le papier qui revenzit sur le marché. Ce geste forcé l'estime des opérateurs. L'adjudication du Crédit local-CAEL pour 1,28 milliard de francs, s'est effectué à 9,50%, la dégradation des cours s'effectuant dès la sortie de l'émission. Seuls conservent leur cote les emprunts à taux variable «courts», indexés sur le Pibor trois mois, la banque chef de file le gardant, le cas échéant, en porte-feuille, puisque le risque de baisse du cours est absent, alors qu'il est très réel pour les emprunts à taux

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre raffermi

prix du sucre baissent et se réfèrent au « boom » de 1980 lorsque, comme c'est le cas actuellement, les cours remontent! Depuis le début de février, le sucre affiche une réelle fermeté. Les prix s'établissaient le 24 février à Paris à 1881 F par tonne, contre 1 700 F en fin d'année 1988.

A l'origine de cette amélioration, qu'on n'ose encore qualifier de reprise, on trouve comme c'est sou-vent le cas des rumeurs d'achats importants : l'Union soviétique aureit ces jours-ci commandé 700 000 à 750 000 tonnes de sucre brut auprès de plusieurs négociants internationaux. On a même parlé, à un moment, d'un volume de 1.25 million de tonnes. Le Mexique a, de son côté, confirmé avoir acquis 270 000 tonnes de sucre bianc livrables dans les quatre ou cinq prochains mois.

Outre ces nouvelles venues du marché, les professionnels du sucre ont quelque peu réagi aux estima-tions haussières publiées par le cour-

-	PRODUITS	COURS DU 24-02
	Calvre b. g. (Leales) Trois mois	1 672 (+ 98) Livres/tonne
	Alemainines (Leaders) Trois mois	2 162 (+ 32) Livres/tonne
	Nickel (Looks) Trois mois	18 369 (+ 166) Dollars/tonne
	Secre (Paris) Mai	1 881 (- 9) France/tonne
	Café (Lonins) Macs	1 140 (+ 1) Livres/toons
	Cacao (Nes-York) Mars	1 642 (- 11) Dollars/tonne
	1986 (Chicago) Mars	434 (+10) Cents/boisseau
	Male (Chicago) Mars	271 (+ 2) Cents/boisseau
	Soja (Chicago) Mai	237,50 (+ 1,1) Dollars/L courte
	see and agreethèses indique	

33,4 millions de tonnes à l'issue de la dernière campagne. Le déficit de l'offre sur la demande devrait cette année atteindre 640 000 tonnes, en raison d'une diminution de la production, en Europe de l'Est principa-

On s'interrogeait aussi, en fin de semaine, sur le sens de l'annulation par le Brésil d'une vente de 300 000 tonnes de sucre roux à des-tination de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie. On évoquait, parmi les raisons possibles, le désir des Brésiliens de renégocier les termes financiers du contrat, à la suite de la remontée des prix sur le marché mondial. Toutes les rumeurs sur une brusque incapacité de Brasilia à livrer la marchandise paraissaient farfelues.

Le Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre (FRS) a publié le 23 février des chiffres de nature à calmer les enthousiasmes. Certes, la produc-tion mondiale devrait s'établir à 107,2 millions de tonnes, soit 1,3 million de tonnes en decà des estimations initiales. Mais la production de la CEE devrait atteindre près de 14 millions de tonnes (13,941 millions de tonnes précisé-ment), contre 13,2 millions de

Incorrigibles hommes de marché qui appellent à la rescousse les souvents lointains de 1929 dès que les privalent de souvent et le privalent de souvent et le production frances le lions de tonnes à celle de 1987-1988, en raison d'une progression de 1 mil-lion du score indien, d'un redressement de la production à Cuba et en Chine. La Thailande a de surcroît annoucé une récolte record.

Autant d'éléments qui devraient inciter les investisseurs à la prudence. Mais les spéculateurs en mal de placements rentables et déconrages par Wall Street se demandent si, momentanément, leur salut n'est pas dans le sucre. La consommation progresse sans discontinuer depuis cinq ans, malgré les assauts des sucres de synthèse et autres édulcorants. Certains aperçoivent pour le produit de la betterave ou de la canne des débouchés insoupçonnés, dans l'industrie chimique (amidon) et automobile (éthanol). Les spéculateurs, eux, ne vont pas si loin. Ils considèrent simplement que, à court terme, le petit blanc redevient un placement attrayant, en raison des incertitudes qui pesent sur les transactions entre producteurs et consommateurs. Argument imparable à leurs yeux : les stocks mondiaux seront sans doute tombés en fin de campagne à leur plus bas niveau de ces huit dernières années. Toujours la chimère de 1980...

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

Service télématique du MONDE

36.15 LM

- Un soldat israélien tué dans les territoires occupés. 5 M. Fabius en

Budapest. - Congo : la révolution

POLITIQUE

6 Municipales : la reddition

du PCF à Nevers. Lille : le retrait de M. Bruno Durieux (CDS). - «Livres politiques», par

André Laurens.

SOCIÉTÉ

7 Les lois sur l'IVG en question aux Etats-Unis et en Bavière.

8 Rencontre avec l'homme le plus riche du monde.

DATES 2 Il y a trente-cinq ans, l'éviction du général Néguib.

CULTURE

9 Urbanisme et art contemporain à Nîmes : comment Martial Raysse a trans-

iardin à l'antique. Musiques : les Troyens Nice; la Somnambule à

8 Communication.

formé une patite place en

13 Le gouvernement prépare un nouvesu plan pour l'emploi.

ÉCONOMIE

- L'abandon du projet de fusion entre les deux principales banques privées espagnoles.

14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes grands marchés.

TÉLÉMATIQUE SERVICES

 Calculaz vos impóts . . ##POTS SEJOUR 6 Les hauteurs de neige ... CORUS

3615 Tapez LM ■ Consultez votre portefecille

· Le min-journal de la rédaction 3615 INDEZ LEMONDE

Pour lutter contre l'inflation

Les Etats-Unis relèvent leur taux d'escompte

1989, la Réserve fédérale des Etats-Unis, banque centrale du pays, a fini par relever son taux d'escompte, le portant de 6,50% à 7%, la dernière augmentation, du même ordre, remontant au 9 août 1984.

Ce relèvement était largement anticiné, attendu depuis des mois au fur et à mesure que les signes de reprise de l'inflation se multipliaient outre-Atlantique. Mais, selon toutes apparences, les autorités monétaires américaines, tout en durcissant progressivement leur politique du crédit, ne se souciaient pas d'encourir le reproche de « casser » l'expansion ni de se heurter directement à la Maison Blanche, surtout en période élec-

Par eilleurs, tout relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis présente de nombreux inconvénients : augmentation du déficit budgétaire par accroissement de la dette publique (5 milliards de dollars supplémentaires par point de relèvement du taux); problèmes supplémentaires pour les caisses d'épargne, déjà en perdition; difficulté, également, pour de nombreuses banques,

La guerre d'Algérie n'est

jamais finie. Aujourd'hui, elle

refait curieusement surface dans

la campagne municipale pari-

sienne. Tout a commencé dans

les colonnes de l'Express, du

17 février. Ce jour-là, après un

entration avec M. Jacques

Chirac, l'hebdomadaire écrit que

« Jacques [Chirac] et Pierre

[Joxe] étaient à Alger copains, et

copains au point que l'un et

à Louis Joxe, père de l'actuel

ministre et alors hu-même minis-

tre du général de Gaulle, des

Effectivement, les deux prota-

gonistes de la bataille de Paris

étaient alors à Alger, où, anciens

élèves de l'ENA, ils effectuaient

l'un, Pierre, son service militaire,

l'autre, Jacques, une mission

d'administration comme tous ses

l'actuel ministre de l'intérieur n'en a pas gardé le même souve-

nir que l'actuel maire de Paris.

Dans un communiqué diffusé dès

le jeudi 16 février, il nie avoir été

e copain avec Jacques Chirac en

ianvier 1960 ». Janvier 1960,

c'est l'époque où des partisans

de l'Algérie française se révoltent

contre la politique du général

de Gaulle, élevant dans le centre

M. Pierre Joxe, rappelant qu'il

était alors officier de la sûreté

listes de s'intéresser à l'attitude

les renvoyer vers M. Bernard Stasi, lui aussi présent à Alger au

même moment. M. Stasi, pru-

dent, se contente de dire qu'il ne

se souvient pas d'avoir vu alors

de M. Chirac à cette époque...

Cela fait longtemps que

d'Alger des ∉ barricades ».

narades de promotion. Mais,

nouvelles des barricades ».

C'est fait! Vendredi 24 février et pour toutes les opérations de rachat d'entreprises par émissions d'obligations de « pacotille » (Junk Bonds), à taux déjà très élevé.

L'arme ultime

Certes, la Réserve fédérale a déjà fait monter les taux d'intérêt américains à court terme qui, de 6,25 % en juin 1988, sont passés à près de 10% à la veille du week-end avec une augmentation de presque demi point au milieu de la semaine, après l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,6 % en janvier, jugée catastrophique. En procédant ainsi, elle forçait les banques commerciales à relever leur taux de base, porté de 11 % à 11,50 %, pour la seconde fois en quinze jours, ce qui renchérit tous les crédits aux Etats-Unis et devrait freiner l'activité du

Mais il lui restait l'arme ultime, le relèvement du taux d'escompte fédéral, qui a surtout une signification symbolique. Le recours à l'escompte fédéral n'est utilisé que

Un homme s'en souvient par-

faitement, confirmant la version

des faits de M. Chirac dans un

témoignage publié par le Figaro

sier, à l'époque directeur de

l'agriculture en Algérie, et dont

M. Chirac était le directeur de

l'Express du 24 février, M. Joxe

assure qu'il n'y a « pas un mot

de vrai » dans la version de ces

rapports avec M. Chirac tels que

celui-ci les raconte aujourd'hui et

tels que les détaillait Franz-

Olivier Giesbert dans la bibliogra-

phie qu'il a consacrée à l'ancien

premier ministre (publiée au

Seuil). Le chef de file des socia-

listes parisiens écrit même : « Je

m'interroge sur l'affabulateur qui

veut réécrire sa jeunesse. » Le biographe de M. Chirac a

répondu en affirmant que ces démentis « relèvent plus de la

psychanalyse que de l'historio-

affaire de dates ? Franz-Olivier

Giesbert reconnaît; dans son

livre que les relations entre

MM. Joxe et Chirac se sont dété-

riorées après le réveillon du 31 décembre 1959, au cours

duquel le premier aurait trouvé le

second « outrageusement Algé-

rie française ». C'était trois

semaines avant les € barri-

cades », et l'auteur écrit qu'alors

« le cœur » de M. Chirac

(1) M. Jacques Pélissier a été directeur de cabinet de M. Chirac, premier ministre, du 31 mai 1974

au le septembre 1975.

« balance ».

Et si tout cela n'était qu'une

Dans un texte publié par

du 25 février : M. Jacques Pé

cabinet (1).

M. Joxe et M. Chirac

étaient-ils ou non « copains »

en Algérie?

par les banques, petites et moyennes, qui ne peuvent pas faire autrement, notamment les fameuses caisses d'épargne, tant menacées. Le relèvement de son taux n'est effectué qu'en désespoir de cause, car il indique que le loyer de l'argent va rester durablement élevé, et non pas

La Réserve fédérale, aux prises avec un conflit de devoirs, entre la nécessité de lutter contre l'inflation et le souci de ne pas affecter l'économie, s'est résignée à sauter le pas pour se redonner un peu de crédibi-lité vis-à-vis des milieux financiers nationaux et internationaux qui l'accusaient de flottement et d'indécision devant l'érosion monétaire. L'ennui est que cette mesure est jugée insuffisante (on attendait un relèvement d'un point complet et non pas d'un demi-point), et que le dollar, contrairement à l'habitude, a fléchi. Quant à la Maison Blanche. fidèle à sa politique, elle a réitéré son opposition à toute hausse des taux, que, selon elle, seul un accord sur la diminution du déficit budgétaire pourrait éviter.

FRANÇOIS RENARD.

M. Evin juge « hors de proportions » les revendications des médecins hospitaliers

Afin de riposter aux médecins hospitaliers qui ont déposé un préavis de grêve pour le 9 mars pro-chain, M. Claude Evin, le ministre de la santé, a semble-t-il décidé de prendre l'opinion publique à rémoin. Dans un communiqué publié, ven-dredi 24 février, M. Evin rappelle que, en dépit des propositions qu'il leur a faites en début de semaine (augmentation des tarifs de garde de 15 % pour les praticiens hospita-liers et de 25 % pour les internes et résidents : revalorisation substantielle des sept premières années de la carrière hospitalière avec, pour un praticien hospitalier en début de carrière, une augmentation de salaire mensuel de I 350 francs), la coordination syndicale maintient ses revendications * purement sala-riales * qu'il * n'est pas possible de

satisfaire ». Ces revendications, explique M. Evin, portent sur une augmenta-tion uniforme de 25 % en quatre ans des rémunérations, soit 3 300 francs plus en début de carrière et 8 700 francs de plus en fin de car-rière (pour un salaire actuel de 33 000 francs par mois). « Chacun comprendra, conclut le ministre de la santé, qui est également ministre de la solidarité et de la protection sociale, que de telles revendications sont manifestement hors de propor-tions avec les possibilités finan-

cières de la collectivité, y compris par rapport oux autres calégories de personnel de la fonction publique. » Interrogé sur la Cinq, quel-ques heures auparavant, M. Evin avait souligné qu'une augmentation de salaire de plus de 7 000 francs correspond à « plus que le solaire d'une infirmière ». Les salariés de la fonction publique apprécieront la comparaison. Surtout ceux dont le salaire est plus faible. « Je suis encore ouvert à la discussion dans les jours qui viennent », affirme M. Evin, visiblement décidé à ne plus rien lächer sur les revendications salariales.

Météorologie11

Mots croisés 10

Radio-télévision 11

Spectacles 10

Comment réagiront les médeches hospitaliers ? Vont-ils opposer à M. Évin, une logique « concurren-tielle » en lui rappelant sans cesse la forte attractivité des salaires du secteur privé, responsables en partie de la véritable crise de recrutement que connaît actuellement, dans certaines spécialités, l'hôpital public? Ou bien vont-ils déplacer le débat en réclamant l'ouverture d'« états généraux de l'hôpital » destinés à redéfinir la place de l'hôpital public (hôpitaux locaux, hôpitaux généraux, CHR et CHU) dans le système sani-taire français ? Réponse des cette

Le refus belge de participer au programme Rafale

Un coup dur pour les Français

Le refus du ministre belge de la défense de considérer les propositions françaises de partenariat sur le programme Rafale (le Monde daté 24 février) est un d'un avion de combat commun à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale françaises. Concrètement, il signifie que le ministère français de la défense, c'est-àdire indirectement le contribuable, devrait assumer, avec la participation des industriels français concernés, le développement du Rafale, qui est évalué à 35 milliards de francs pour cinq prototypes, les essais et les ontillages pour l'industrialisa-

A l'origine, le programme Rafale a été lancé par le gouvernement de M. Jacques Chrirac sur la base d'une double coopération qui viendrait en complément de la part attribuée à l'Etat : d'un côté, le besoin d'un partenariat financier des industriels français à hauteur de 3.1 milliards de francs jusqu'en 1991 et, de l'autre, la nécessité d'un appoint de coopérants étrangers (Etats et/ou industriels) pour environ 6,7 milliards de francs jusqu'à

l'an 2000. Ce partenariat s'entend sur la partie des dépenses relatives au développe-ment et à la mise au point de l'avion. Les coûts ultérieurs de production en série se répartissent selon les différents pays acheteurs et le nombre d'exemaires commandés par eux.

Les industriels français (Dassault-Breguet, SNECMA, Thomson et Electronique Serge Dassault) se sont montrés au départ fort réservés et ont obtenu de l'Etat une clause de sanvegarde scion laquelle leur participation serait allégée si leur engagement ier sur le Rafale venait à mettre en péril la survie même des entreprises

étrangers, la France, par l'intermédiaire d'un groupement d'intérêt éco-nomique dénomné ACE International et réunissant les industriels français, a cherché à débaucher l'Allemagne avec la Grande-Bretagne et l'Italie, sur le projet d'avion concurrent baptisé Eurofighter. Ni les Allemands ni les Espagnols à ce jour ne se sont laissé séduire. Les Français en ont été quittes pour se tourner vers des pays, comme la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark ou la Norvège, qui n'appartenaient pas à l'autre camp, pour tenter de les attirer sur un partage financier et industriel de Rafale.

Un risque loard

En expliquant que, pour des raisons d'économies budgétaires, la Belgique excluait toute participation du minisexcluait toute participation du minis-tère de la défense au programme Rafale, à son rival européen et même au projet américain Agile-Falcon dérivé du F-16, le gouvernement de Bruxelles accepte de prendre le risque d'entraîner avec lui ses homologues néerlandais, danois ou norvégien dans un même refus de l'avion français. Ce qui pèsera lourd pour l'avenir de Rafaie et qui peut compromettre le délicat édifice monté par la France pour le financement intégral de son

A plusieurs reprises, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevène ment, a déclaré que la France conti-nuerait seule, au besoin, le programme lancé en 1988, s'il advenait qu'aucun des coopérants envisagés ne devait la rejoindre. Mais l'addition finale menace d'être particulièrement élevée pour le seul budget de l'Etat et celui

des industriels. La position de Bruxelles à peine connue, le consortium ACE International a pris sur lui d'annoncer que la défection du gouvernement belge n'entamait en rien les offres du parte-

nariat faites par la France aux indus triels belges. Les négociations conti-ment, a-t-il indiqué en substance, dans le cadre d'une répartition de charges équitable par régions économiques et linguistiques dans le pays. Reste à savoir si, sans le soutien public et officiel de leur gouvernement, les indus-triels belges concernés laisseront la porte ouverte à la discussion.

Ménager les susceptibilités

De même, ACE International a tenu à préciser que la Norvège avait toujours inclus le Rafale dans une étude que son état-major mêne actuel-lement sur une organisation à long terme de la défense nationale. Optimisme, aveuglement ou certitude de gagner malgre tout ? ACE International a publiquement affirmé, vendredi soir 24 février, que la décision belge ne remettait pas en cause la poursuite du programme par la France et ses offres de coopération.

En attendant, deux des partenaires du groupement d'intérêt économique penvent espérer beaucoup d'une autre initiative du ministère belge de la défense, explicitée en même temps que l'annonce de son refus de prendre en considération le Rafale : la modernisa-tion, confirmée par l'aviation belge, de sa soixantaine de Mirage-5 anciens. Passée presque maperçue, cette déci-sion concerne, directement, Dassault-Breguet et Electronique Serge Das-

La force aérienne belge souhainait de longue date remettre au goût du jour l'équipement en guerre électronique de ses Mirage-5, qui sont une ver-sion simplifiée du Mirage-III, et de ses F-16, de conception américaine (le Monde du 17 décembre 1988). Les Etats-Unis se font tirer l'oreille. Dassault-Breguet et ESD pourraient énéticier du contrat, dans le cadre d'une politique fréquente de Bruxelles, qui consiste à ménager la susceptibilité de ses divers fournisseurs en équili-brant les commandes.

JACQUES ISNARD.

A Strasbourg devant les huées d'un groupe d'enseignants

M. Rocard menace de retirer le plan Jospin Intervenant à Strasbourg, vendredi 24 février, devant quel-

que trois mile personnes pour soutenir la liste de Mes Catherine Trautmann qui brigue la mairie de cette ville, M. Rocard a interrompu le fil de son discours pour répondre à un groupe d'ensei-gnants. Ceux-ci, parmi lesqueis figuraient quelques milicants de la Ligue communiste révolutionnaire, huaient le projet de réforme de M. Lionel Jospin avec une virulence qui a visiblement inité le premier ministre.

« Le plan Jospin n'e pas de structure préalable. Tout est discutable, on peut même le retirer », leur a répondu M. Rocard. « Je ne suis pas heureux que le plus vaste effort budgétaire accompli pour notre système scolaire depuis la Libération reçoive cet accueil 3, a-t-il, d'autre part, déclaré, en ajoutant que son gouvernement serait e tenace pour redresser l'école, le collège et l'université qui en ont tant besoin ».

De son côté, M. Pierre Juquin, intervenant le même jour à Lyon, a déclaré au sujet de M. Jospin que sa copie e ne valait pas grand-chose ». L'ax-candidat à la présidence de la République a affirmé : « Nous devrions nous mettre tous ensemble pour le refaire », avant de prêcher en faveur d'une revalorisation de la

77

J Lanci

- J. 5

10. 2

Fs

-J-14

Arrêt du référé de la cour d'appel de Versailles

Deux des militants CGT

Deux des militants CGT licenciés de Renault, dont le tribunal des prud'hommes a demandé la réintégration en application de la loi d'amnistie (le Monde daté 19-20 février) vont effectivement être réintégrés dès maintenant, sans attendre l'examen au fond de l'appel présenté par la direction de la Régie. Ainsi en a décidé, le vendredi 24 février, la cour d'appel de Ver-sailles, saisie en référé par la direction qui voulait attendre l'arrêt de la con d'appel sur le fond de l'affaire. Il s'agit de deux délégués au comité d'hygiène et de sécurité et des condi-tions de travail (CHSCT). MM. Ibrahim Diallo et Francis Batra, licenciés pour raison économique, respectivement en octobre 1986 et mars 1988.

En revanche, la cour ne prendra vraisemblablement de décision que le lundi 27 février pour les huit antres militants CGT concernés par le ingement do tribunal des prud'hommes. La direction de Renault estime que leur présence peut créer des problèmes dans l'usine : quatre d'entre eux avaient notamment été accusés d'avoir mal-mené trois cadres le 1º août 1986 (le Monde du 27 octobre 1987). Le président de la cour va donc se ren-dre à Billancourt pour voir si les cadres et les délégués pouvaient se rencontrer, compte tenu de leurs postes de travail.

- PHILIPPINES : violents ments entre l'armée et la auérilla communiste. - Au moins trente et une personnes ont été tuées à la suite de trois accrochages entre la NPA (Nouvelle armée du peuple, communistal et l'armée, a annoncé armée jeudi 23 février. - (AFP,

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1989

a été tiré à 500 665 exemplaires

ISLANDE geysers et volcans avec votre voiture

"Norröna" ae ia Smyril Line.

A B CDEFG

La préparation des élections municipales

Th. B.

M. Lamassoure sur la touche dans les Pyrénées-Atlantiques

BAYONNE

de notre correspondant

M. Alain Lamassoure, porteparole de l'UDF et député des Pyrénées-Atlantiques, a du renoncer, malgré son envie, à être candidat aux élections municipales dans la circonscription de Bayonne. Arrivé sur la côte basque en 1986 dans les bagages de M= Michèle Atliot-Marie (RPR), il avait occupé son siège à l'Assemblée nationale quand celle-ci était entrée dans le gouvernement de M. Chirac comme secrétaire d'Etat à l'enseignement

Un amendement, présenté par M. Raymond Bouvier, sénateur Union centriste de Haute-Savoie, et

adopté, fort discrètement, à la fin de la session parlementaire de décembre 1988, allait ouvrir à M™ Alliot-Marie les portes de la mairie de Biarritz dirigée depuis douze ans par son père, M. Bernard Marie, ancien député RPR, Ce nouveau texte supprime l'impossibilité pour deux membres d'une même famille de siéger ensemble dans le conseil municipal d'une commune de plus de sept cents habitants.

M. Alain Lamassoure était tenté par la mairie de Bayonne, mais son titulaire, M. Henri Grenet, quatrevingt un ans, membre lui aussi de l'UDF, la réserve à son fils, Jean qui, grâce à « l'amendement Bouvier », figure autourd'hui sur la liste

trois grandes villes de la côte : Anglet. Le maire, M. Victor Mendiboure, encore un UDF, a évincé son premier adjoint pour le remplacer par son poulain, M. Michel Bonnet, le désignant ainsi comme son successeur. M. Lamassoure avait modestement sollicité un petit strapontin sur la liste du sortant. Sans succès. Le député est resté sur la touche. J'aurais blen travaillé pour cette équipe, mais elle n'a pas voulu de moi, déclare le porte-parole de l'UDF. On m'a dis : . Vous êtes en équipe de France. Nous ne sommes qu'une équipe locale. »

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Mort du réalisateur soviétique Alexandre Medvedkine

Le réalisateur soviétique Alexandre Medvedkine est mort le 19 février d'un infarctus, apprend-on à Paris. Il était âgé de quatrevingt-huit ans.

Membre du parti dès 1920, Alexandre Medvedkine a travaillé selon le principe d'un cinéma populaire et réaliste socialiste. En 1932, il organise les cinés-trains : des wagons équipés d'une salle de pro-jection, ainsi que d'une table de montage et d'un laboratoire, qui parcourent le pays, pour « filmer le rèel » et le projeter sans tarder.

En 1934, il met en scène une comédie considérée comme son chef-d'œuvre, le Bonheur, dont Chris Marker a distribué la version française au début des années 70.

Trafic de quotas laitiers. entre la France et l'Espagne

Des paysans ont intercepte, dans la muit du 23 au 24 février, un camion de 12 000 litres de lait et une semi-citerne de 25 000 litres qui collectaient chez certains gros pro-ducteurs d'Ille-et-Vilaine des excédents de lait pour les achieminer vers l'Espagne. Cette Ethère permettait aux bénéficiaires d' épo dépassements de quotas et d'échap-per du même coup aux pénalités. L'opération était menée par le bisis de la société finistérieure Gener-International, spécialisée dans le commerce de génisses laitières et d'embryons.

M. Jean-Daniel Benard, directeur de l'ONILAIT (Office national interprofessionnel du lait), a affirmé, vendredi 24 février, que chaque litre litigieux serait taxé à 2,17 F. La semaine passée, le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a estimé à 400 000 tonnes le depassement du quota laitier fran-çais pour 1989.